

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 26 juillet 2010

Procès-verbal

Convoqué le mardi 19 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 26 juillet 2010 à 16 heures.

Election du Secrétaire de séance :

Mme Stéphanie BLANPIED est élue Secrétaire de séance à l'unanimité (52 voix pour).

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Georges FRECHE, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS

Absents ayant voté par procuration :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Sophie BONIFACE-PASCAL, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Laure FARGIER, Richard MAILHE, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Jacques TOUCHON, Patrick VIGNAL

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN

Adoption de l'Ordre du Jour qui comporte 134 affaires :

Une affaire retirée : N° 92 : Centre d'Arts Contemporains - Cité des Artistes - Résiliation du lot 14 : Chauffage-Ventilation-Climatisation (L'entreprise a finalement procédé aux travaux prévus par le marché)

⊕ Une affaire ajoutée en fin d'ordre du jour : N° 135 : Attribution de subvention - Association Football Club Petit Bard

⊕ Deux affaires décalées en fin d'ordre du jour : N° 02 et 03 : Magalie COUVERT, empêchée, arrivera en retard. Nous examinerons les affaires relatives à l'accessibilité de l'Espace public en fin de séance.

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

Approbation du Procès-verbal du lundi 14 juin 2010 :

Pour : 52

Adopté à l'unanimité

Messieurs THINES arrive avec la procuration de Monsieur TOUCHON, LANNELONGUE et Madame EL ATMANI entrent en séance.

1 - Cuisine centrale des restaurants scolaires - Prévention de l'obésité infantile dans les écoles primaires de la ville. Autorisation de signer une convention.

Jean-Louis GELY : Depuis l'année 2000 et sous l'impulsion du PNNS (Programme National Nutrition Santé), le service des Restaurants Scolaires, en lien avec le service Education et des partenaires externes, mène des actions de prévention de l'obésité infantile dans les écoles maternelles et élémentaires de la Ville de Montpellier.

Ces actions visent :

- Les équipes enseignantes : sensibilisation à la problématique de l'obésité et suppression ou aménagement de la collation du matin.
- Les ATSEM : formation de ce public à cette même problématique, incidence sur leur manière d'être en classe et lors du temps de restauration scolaire.
- Les animateurs référents des écoles avec là aussi formation et actions menées en périscolaire.
- Les parents : tables rondes sur cette thématique et sur l'évolution des prises alimentaires dans l'école.
- Les enfants : sensibilisation aux différents groupes d'aliments, découverte des fruits et légumes, de nouveaux aliments pour l'éducation au goût.

Ces actions fédèrent :

- Le Centre Régional de Lutte contre le Cancer (CRLC) Val d'Aurelle dont Epidaure accueille le centre ressources santé de l'Inspection Académique de l'Hérault coordonné par l'enseignant référent en lien avec l'Education Nationale, le relationnel avec l'équipe enseignante et le travail auprès des enfants.
- La Mairie de Montpellier avec une diététicienne du service des Restaurants Scolaires et la coordinatrice du secteur centre du service Education : par rapport à l'équilibre des menus dans les restaurants scolaires et à la diffusion de messages de santé sur le dos des menus.
- Le Département de l'Hérault: par l'implication des professionnels PMI (Protection Maternelle Infantile) dans les agences départementales de la solidarité de la ville : auprès des enseignants, des parents, du dépistage et de l'orientation des enfants en surcharge pondérale.

Le travail a été évalué positivement par l'enquête sur la prévalence de l'obésité menée tous les 5 ans par la direction PMIS (Protection Maternelle Infantile et de Santé) du Département qui fait apparaître une stagnation de la prévalence de l'obésité des enfants en maternelle.

Toutes ces actions conjuguées au PNNS (Plan National Prévention Santé) et au PRS (Plan Régional Santé) ont déjà conduit à infléchir la progression de l'obésité. Il est souhaitable qu'elles soient poursuivies, régulièrement évaluées, afin de les faire évoluer grâce aux analyses et communications entre les partenaires.

La richesse de ce travail résulte du partenariat mis en œuvre qui mérite d'être concrétisé par une convention liant :

- La Mairie de Montpellier par l'implication des professionnels exerçant dans les écoles (ATSEM, animateurs, coordinateurs de secteurs, diététiciennes),
- Le Centre Régional de Lutte contre le Cancer en lien avec l'Education Nationale par le biais de l'enseignant référent,
- Le Département de l'Hérault par l'implication de professionnels de santé des agences départementales de la solidarité intervenant dans les écoles et de la direction PMIS.

Cette convention permettra :

- de formaliser et de renforcer la partenariat des organismes signataires en référence aux objectifs du PNNS 2 dont la priorité est de promouvoir une alimentation saine et équilibrée ainsi que l'activité physique par des actions concertées en écoles maternelles et élémentaires,
- de procéder à l'évaluation permanente avec bilans annuels,
- de communiquer et de valoriser les résultats en interne et externe.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer la Convention et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

Je voudrais insister sur le fait que ces opérations de sensibilisation étaient facilitées par le rythme scolaire hebdomadaire tel qu'il existait avant la déscolarisation des samedis matin. Il était alors possible d'organiser des réunions de sensibilisation avec tous les acteurs de l'éducation, en particulier les parents d'élèves. Depuis la concentration des cours sur quatre jours par semaine, ces actions ont connu un ralentissement, faute de temps.

Cette Convention va fixer le renforcement des actions de lutte contre l'obésité, ainsi que des volets concernant l'évaluation et la valorisation. Nous savons déjà que des résultats bénéfiques

découlent de ces actions. En effet, dans le département de l'Hérault, sur 10 000 enfants bénéficiaires, 13 % étaient en surpoids en 2002 contre 10,7 % en 2007, et 4 % étaient en situation d'obésité en 2002 contre 3 % en 2007.

Nancy CANAUD : Nous sommes tous sensibilisés à ce problème de santé publique, à savoir l'obésité des enfants. Je suis favorable à la démarche mise en route par le Conseil municipal. Toutefois, je voudrais vous interroger sur l'existence d'un programme national de lutte contre l'obésité et le surpoids des enfants de 5 à 12 ans, intitulé « Epode ». Ce programme se réalise en partenariat avec les ministères de la Santé, de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, et avec le secteur industriel privé.

Ce programme regroupe 226 villes, rassemblées dans le cadre d'un congrès tenu au mois de juin. Des résultats positifs ont été constatés dans ces villes pilotes, avec une baisse de l'obésité de 9 % depuis 2004 – et plus particulièrement une baisse de 13 % dans les lieux hors ZEP et de 2 % dans les ZEP. Le Maire de la ville est le pilote de ce programme qui fait intervenir un certain nombre d'associations transversales à tous les échelons – groupes sociaux, enseignants, intervenants médicaux. Ce programme de lutte contre l'obésité est avant tout éducatif : il permet d'aider les familles à appréhender une nouvelle façon de s'alimenter, sans les culpabiliser. L'objectif est d'inciter les enfants à bouger davantage au travers de jeux dans la cour d'école ou de l'utilisation des marches au lieu des escalators.

L'augmentation de l'obésité touche surtout les populations les plus défavorisées, mais concerne tout le monde.

Pensez-vous que cette démarche pourrait être bénéfique, compte tenu des bons résultats ?

Claudine TROADEC-ROBERT : L'ensemble des conseillers municipaux ne savent peut-être pas que la Ville de Montpellier est adhérente au réseau français des villes de l'OMS, qui développe des actions de prévention. La problématique de l'obésité fait donc partie du programme de l'OMS. En écho aux propos de la dernière intervenante, il me semble intéressant que nous poursuivions nos actions de prévention. À ce propos, le dernier diagnostic santé dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale mettait en évidence cette question de l'obésité. Or, il serait intéressant que le gouvernement poursuive les actions, au-delà du discours.

Aujourd'hui, alors que de nombreuses Villes adhérentes au réseau français des villes de l'OMS possèdent un ou plusieurs ateliers Santé Ville, la Ville de Montpellier a été pénalisée avec la mise en place d'un de ces ateliers. En effet, lors du dernier Conseil d'administration du GIP, la préfecture nous a refusé une part de crédit concernant la coordinatrice de ces ateliers. Nous souhaiterions donc que les moyens accordés à d'autres villes le soient aussi à la Ville de Montpellier. Je vous invite vous, Mme CANAUD, et votre groupe politique, à intervenir au niveau ministériel pour que le financement de l'embauche d'une coordinatrice santé, tel que cela est prévu, puisse effectivement se réaliser. Je pense que cela pourrait être positif.

Nathalie GAUTIER-MEIDEIROS : Nous ne pouvons évidemment que nous réjouir d'une telle initiative. Nous voterons donc favorablement cette délibération.

Toutefois, je pense que cette action de prévention de l'obésité infantile devrait s'inscrire dans une action beaucoup plus globale, liée au rapport des enfants à l'alimentation. L'introduction de l'alimentation biologique dans les cantines permettrait de donner une priorité aux circuits courts de production en informant les enfants sur le contenu de leurs assiettes. Il existe aujourd'hui un réel gaspillage dans les cantines parce que les enfants n'ont pas conscience des étapes de production des aliments consommés.

Cette éducation à l'alimentation doit donc consister à fournir des informations sur la production, dans les fermes par exemple. J'entends encore certains enfants dire que les nouilles sont récoltées dans les arbres. Le problème réside dans le fait que les enfants citadins ne connaissent pas l'origine du contenu de leurs repas. Par conséquent, une approche pédagogique devrait être obligatoire dans les écoles. À ce propos, je vous exprime mon regret vis-à-vis de la fermeture

d'Agropolis-Museum qui sensibilisait tous les publics à l'alimentation.

Par ailleurs, j'avais effectué une demande auprès de vos services pour avoir accès aux études de faisabilité sur l'introduction d'aliments issus de l'agriculture biologique dans les cantines. Or, ma demande n'est toujours pas satisfaite. Cela permettrait d'avancer plus vite. Je pense en effet qu'il convient d'être plus ambitieux que le niveau de 20 % de produits issus de l'agriculture biologique d'ici à 2012.

La prévention de l'obésité concerne également l'action physique. Pour cela, le rôle de soutien des collectivités au développement des pistes cyclables et des cyclobus est important.

Madame le Maire : En ce qui concerne la question des nouilles, je rappelle que Mme BOYER, élue responsable du goût, organise chaque année une grande manifestation avec les chefs de Montpellier. Dans ce cadre, les enfants sont en contact avec des professionnels qui leur fournissent de nombreuses explications. Cependant, la décoration de l'une de ces réunions était constituée de pâtes plantées comme des herbes. Cela explique peut-être le fait que les enfants aient cru que les nouilles poussaient dans les jardins.

Christiane FOURTEAU : Pour compléter les explications de Claudine TROADEC, j'ajoute que la Ville de Montpellier a adhéré au plan national de nutrition santé depuis plus de deux ans. L'obésité – infantile et générale – est l'une des préoccupations du Conseil municipal. Nous travaillons tout au long de l'année au sein de la Maison de la prévention santé sur tout ce qui concerne l'alimentation, notamment dans le cadre du Carnaval du goût et de la Comédie de la santé.

Georges FRÊCHE : Je voudrais intervenir sur deux points. Par rapport aux propos de Mme MEIDEIROS, nous avons lancé au niveau de la Région des subventions pour favoriser la culture de produits issus de l'agriculture biologique. Nous envisageons de la développer d'ici deux à trois ans au niveau de tous les lycées, lorsque la production sera suffisante. J'ai également contacté les Présidents des Conseils généraux pour étendre la mesure aux collèges. Je pense que nous pourrions aussi effectuer cela au niveau des écoles primaires. Un grand « plan bio » régional pourrait être réalisé. À l'heure actuelle, il n'existe pas suffisamment de produits issus d'une telle agriculture.

Je vous fais part de ma seconde suggestion. La Région est en train de se lancer dans une culture qui n'est pas développée en Europe, mais qui l'est largement en Amérique du Sud et en Asie : il s'agit de la stévia, plante qui pousse à l'état sauvage au Paraguay et au Brésil et qui a le même pouvoir édulcorant que le sucre. Elle n'a, selon les études menées par les services de santé japonais, canadiens et chinois, aucun effet sur le diabète. La Région va donc lancer des essais avec le versement de subventions auprès de tous les viticulteurs qui voudraient essayer de planter de la stévia dans les zones où les vignes ont été arrachées ces deux dernières années. Nous disposons de milliers d'hectares pour cela. Nous serions ainsi les premiers en Europe à développer une telle culture. J'ai donc décidé de supprimer le sucre et les édulcorants dans les réceptions de l'Agglomération et de la Région – je vous laisse le soin de décider de l'action de la Ville en la matière. Je pense qu'il serait intéressant, dans trois ou quatre mois, après avoir effectué les études nécessaires, de développer la consommation de la stévia afin de lutter à la fois contre l'obésité et contre le diabète.

Madame le Maire : En ce qui concerne le programme Epode, j'ai des contacts avec le Professeur Claude JAFFIOL, spécialiste de l'obésité et du diabète. Nous avons déjà amorcé ce programme qui fait partie du Programme national nutrition santé (PNNS). Je pense que les objectifs et les résultats sont identiques.

Au sujet de l'agriculture biologique, je suis en accord avec vous, M. le Président. Je devais charger M. GÉLY de vous demander une subvention pour pouvoir incorporer des produits issus de l'agriculture biologique dans la cuisine centrale. Il est nécessaire de rester raisonnable : il existe un juste milieu entre les deux types d'agriculture. Aujourd'hui, la cuisine centrale a déjà

introduit des aliments « bio », notamment dans les produits lactés – type de produit le plus consommé par les enfants. Par ailleurs, la Région est concernée par le problème des circuits courts, qui sensibilise notamment les élus du groupe Les Verts. Si un produit issu de l'agriculture biologique doit traverser la planète pour être finalement consommé ici, nous dépenserions plus d'énergie. Il est donc important de développer cette culture.

Concernant la stévia, je continuerai personnellement à consommer le sucre en morceaux traditionnel pour agrémenter mon café. En revanche, pour les personnes qui ne doivent pas consommer de sucre, il existe en effet une solution avec la culture de cette plante. Toutefois, les études sur le long terme ne sont pas encore menées.

Jean-Louis GÉLY : Beaucoup d'éléments, que je partage, ont été fournis. Un certain nombre d'initiatives qui ont été proposées par nos collègues sont déjà des réalités concrètes dans le cadre des actions menées au titre de ce partenariat entre la cuisine centrale de la Ville, la PMI (Protection Maternelle Infantile) de l'Hérault et le centre de prévention Epidaure. Cette convention a notamment pour objectif de renforcer le partenariat et de donner de la lisibilité à ces actions. Ces éléments se trouveront dans le projet de réussite éducatif de la Ville qui sera élaboré conjointement de septembre à décembre 2010.

Depuis la création de ce partenariat il y a dix ans, les actions ont été extrêmement importantes, non seulement dans le cadre de la cuisine centrale et du temps de restauration scolaire, mais aussi dans le cadre du temps scolaire et périscolaire, hors prise alimentaire au moment des repas. Ces actions se sont souvent réalisées autour des projets d'école menés par les directeurs et enseignants, par le biais de goûters pédagogiques, par des interventions fréquentes des diététiciennes de la cuisine centrale au sein des écoles, et au travers des conseils donnés aux enseignants par rapport aux prises alimentaires en dehors des repas afin d'éviter de trouver dans les collations des produits qui ne seraient pas conformes à l'hygiène alimentaire. La Ville a aussi introduit le principe mis en valeur par Pierre MENDÈS FRANCE, à savoir un verre de lait par jour et par enfant dans les écoles maternelles. Ainsi, 13 000 litres de lait sont consommés chaque année dans ces établissements. Je pourrais encore citer d'autres programmes qui vont dans ce sens, tel Alimenterre qui insiste sur le cheminement du produit, de la récolte à la consommation.

En ce qui concerne l'agriculture biologique, je souscris complètement aux propos de M. FRÊCHE. Il est nécessaire d'insister sur deux éléments : nous ne devons pas agir par démagogie, de façon ponctuelle et suivant une mode, mais de manière permanente, au niveau de tous les repas servis au temps méridien ; les conditions financières doivent également être acceptables pour la collectivité et pour les familles. Aujourd'hui, la situation évolue favorablement. L'idée d'un « plan bio » qui permettrait de développer les filières afin de pouvoir servir ce type de denrée dans tous les restaurants scolaires me paraît une bonne méthode d'introduction durable de produits issus de l'agriculture biologique dans les écoles.

Néanmoins, nous pouvons effectuer de la prévention de l'obésité à partir des éléments existants. J'insiste toujours sur le fait que les produits alimentaires servis dans les restaurants scolaires de Montpellier sont de grande qualité, quel que soit le type d'agriculture adopté. Les normes de qualité incluses dans la logique du PNNS constituent le référent selon lequel les denrées sont acquises par la cuisine centrale.

Pour : 56

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame BECCARIA entre en séance.

4 - Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking"

Autorisation de signer l'avenant n° 1

Marc DUFOUR : Dans le cadre d'un développement harmonieux et cohérent de son territoire, la Ville de Montpellier a mis en œuvre plusieurs dispositifs permettant le renforcement de l'attractivité de son centre ville. La mise en place d'un chèque parking poursuivait cet objectif en offrant aux commerçants du centre ville, des atouts supplémentaires dans leur développement économique.

Le dispositif chèque parking, lancé en décembre 2009 avec le partenariat de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et l'ensemble des exploitants des parcs de stationnement de notre centre ville, avait un objectif de diffusion de 130 000 chèques parking, d'une valeur unitaire de 1 €, utilisables dans les parkings partenaires du centre ville de Montpellier.

L'opération s'est achevée le 1^{er} juin 2010 avec un total de 51 220 chèques parking commercialisés auprès des commerçants, dont plus de 500 ont été partenaire du dispositif. Ce chiffre est très encourageant eu égard aux opérations analogues lors des lancements de tels dispositifs dans les autres métropoles régionales.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le Maire à signer un avenant à la convention de partenariat du dispositif du « Chèque parking » adoptée lors du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 et qui stipule dans son article 12 les conditions pour réaliser un avenant à la convention.

Cet avenant détaille notamment certaines modalités techniques comme celle de poursuivre cette opération en éditant 80 000 nouveaux chèques parking d'une valeur unitaire de 1 € et utilisables dans les mêmes parkings et de fixer une nouvelle date limite de validité pour ces nouveaux chèques à savoir le 1^{er} septembre 2011.

Le présent avenant ne modifie en rien la répartition financière du dispositif. Chaque ticket d'une valeur de 1 € sera financé selon le principe suivant : Ville de Montpellier 30 %, CCI 30 %, Commerçants 30 % et exploitants de parkings 10 %.

Ainsi sur cette opération complémentaire, la participation de la Ville de Montpellier est de 24 000€ sous la forme d'une subvention à la CCI.

Le coût de cette opération sera imputé sur le budget 2011 de la Ville (chapitre 929).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat sur les chèques parkings et à verser une subvention de 24 000€ à la CCI.
- d'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire.

Jean-Louis ROUMÉGAS : Au moment où vous aviez lancé ce partenariat, j'avais déjà soulevé un problème. Il est regrettable de bénéficier d'un partenariat pour des chèques parking, et non pour des chèques transport. Je crois que les commerçants n'y sont pas opposés. Une politique qui consiste à chasser la voiture du centre-ville en privilégiant en même temps son utilisation par rapport à celle des transports en commun est aberrante. Il serait nécessaire d'expliquer cela aux commerçants qui ne sont pas sensibilisés à cette problématique.

Christian DUMONT : Nous voudrions, à l'occasion de cette délibération, connaître votre position sur le problème du parking du Pérou. Vous étiez présente, le 4 juillet, avec certains

membres de votre équipe (M. SAUREL, M. DESCHAMPS, directeur régional des Affaires culturelles, Mme COUVERT) lorsque le Ministre de la Culture est venu visiter le site de la Place royale du Pérou. Certains engagements ont été pris. Nous voudrions savoir si une demande a été déposée par vos soins au ministère.

Il s'agit d'un projet vital pour la ville et les commerçants. Je rappelle aussi qu'il faisait partie du protocole Odysseum dont vous avez été cosignataire.

Madame le Maire : Je vous précise que nous avons confirmé nos propos tenus précédemment, à savoir que ce parking ne pouvait nous intéresser que si les entrées et sorties pour piétons se situaient du côté du Palais de justice. Nous n'avons absolument pas changé d'avis. Nos services ont travaillé de façon concomitante. J'ai envoyé un courrier à M. Frédéric MITTERRAND qui s'est engagé à suivre ce dossier. Aujourd'hui, nous savons que les architectes des Bâtiments de France risquent de freiner la réalisation de ce projet, notamment parce qu'il s'agit d'une place royale, qui plus est située en hauteur. Nous supposons toutefois que la réponse de M. MITTERRAND sera identique à celle de M. DONNEDIEU DE VABRES. Pour l'instant, nous attendons les résultats des études des architectes des Bâtiments de France.

Marc DUFOUR : Je suis parfaitement d'accord avec M. ROUMÉGAS. Je lui rappelle simplement que, lors de la délibération prise le 9 décembre 2009 au sujet des chèques parking, nous avons souhaité la diffusion de chèques transport incluant un accord avec le tramway. Suite à des difficultés dans les négociations avec l'administration de l'Agglomération, cela n'a pas pu aboutir. Je profite de la présence de M. FRÊCHE, Président de l'Agglomération, pour lui renouveler mon souhait que nous puissions parvenir à un accord concernant à la fois les parkings et le transport en tramway afin de favoriser l'attractivité du centre-ville.

Gérard LANNELONGUE : Suite à votre précédente intervention, je souhaiterais que la réponse à la question de M. DUMONT soit plus précise. Je vous rappelle que le dossier a été relancé et qu'un ministre s'est déplacé. Pour autant, nous attendons que vous, Mme le Maire, fassiez la demande auprès de la DRAC afin que la situation évolue. Si vous ne souhaitez pas cela, dites-nous clairement que vous êtes opposée à ce projet.

Madame le Maire : Ma réponse est très claire. Je vous la répète : j'ai fait parvenir un courrier à M. le Ministre en en envoyant une copie au député Jacques DOMERGUE. Comme ce dernier appartient à votre groupe, vous devriez normalement être informé. Je mets aux voix l'affaire n°4.

Pour : 57

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame Le Maire sort de séance. Monsieur Fleurence 1^{er} Adjoint préside la séance.

5 - Instauration du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité.

Marc DUFOUR : La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur », lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment. Symboliquement, la mission Grand Cœur, l'équipe chargée de conduire transversalement cette opération qui concerne, outre la dynamisation du commerce et des activités, l'habitat, l'espace public, le fonctionnement urbain au quotidien et son animation, a été installée dans un ancien commerce désaffecté, sur le boulevard du Jeu de Paume.

La Ville, avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une concession d'aménagement notifiée le 1 août 2003, a décidé de se donner les moyens pour intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres ou de manque de diversité ou de manque de qualité. Ce sont des secteurs où une action publique est nécessaire pour orienter et maîtriser leur évolution.

Jusqu'alors, l'action foncière conduite par voie de préemption en matière de commerce, concernait les « murs » de locaux commerciaux (droit de préemption renforcé) afin de, selon les besoins identifiés, mettre aux normes, restructurer et recommercialiser le local. La loi du 2 août 2005, précisée par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a introduit la possibilité de compléter cette action par l'instauration d'un droit de préemption pour l'acquisition de fonds de commerce, de fonds artisanaux ou de baux commerciaux.

Cette veille et action foncière s'inscrit dans la logique de la politique foncière menée depuis plus de trente ans par la Ville pour son développement urbain, et l'on peut juger aujourd'hui de l'efficacité de cette politique.

Pour délimiter et justifier le périmètre de sauvegarde dans lequel pourra s'appliquer ce droit de préemption, une étude a été confiée par la SERM, concessionnaire de la Ville dans le cadre de l'opération « grand Cœur », au bureau d'étude spécialisé CERCIA Consultants (périmètre de sauvegarde et rapport justificatif joints en annexe).

L'évolution négative de l'offre de proximité et la disparition progressive de nombreux commerces traditionnels se constatent dans de nombreuses rues de la Ville de Montpellier (comme dans l'ensemble du territoire national).

Ainsi les motifs de l'instauration du droit de préemption de fonds de commerces, fonds artisanaux ou baux commerciaux sont, au regard du rapport d'analyse réalisé, les suivants :

- Nécessité de préserver l'attractivité et la chalandise spécifique de pôles commerciaux structurants du centre ville,
- Possibilité à travers la maîtrise de fonds de commerce, en complément des murs commerciaux qui leur sont associés, d'agir pour améliorer les conditions d'exploitation et le maintien d'activités professionnelles particulières,
- Volonté de contrer l'impact de processus de spécialisation excessifs de certains sites et linéaires commerciaux,
- Souhait de pouvoir contrer toute démarche spéculative et toute surenchère résultant de la mise en œuvre de projets urbains commerciaux structurants.

Conformément à ces différents objectifs et aux conclusions du rapport d'analyse, il est proposé de retenir les secteurs suivants dans le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat :

- Rue de la République et rue d'Alger:

La mise en place du droit de préemption commercial sur ce secteur doit permettre de prévenir des mutations défavorables à la diversité commerciale existante, mutations susceptibles d'être générées par l'arrivée de nouveaux équipements générateurs de flux d'animation (ZAC Nouveau St Roch, parking public, ligne 3 du tramway).

- Halles Laissac – abords rue de la Saunerie – boulevard Clemenceau :

Ce secteur présente une identité et une dynamique commerciale particulière, fortement axée autour du commerce alimentaire dont il constitue l'un des pôles les plus actifs au contact de l'hyper centre de Montpellier.

Les caractéristiques structurelles de l'offre commerciale de ce secteur, le nombre et la qualité des commerces alimentaires de bouche et l'état de diversité du tissu commercial de proximité sont à préserver et conforter, voire à compléter avec de la restauration de qualité.

- Boulevard de l'Observatoire, boulevard du Jeu-de-Paume et Ledru-Rollin :

L'axe constitué par les boulevards Ledru Rollin et Jeu de Paume fait l'objet d'une requalification et d'une dynamisation commerciale progressive qui doit être soutenue par l'ensemble des moyens dont dispose la collectivité pour mener à bien le projet stratégique de reconquête commerciale de l'ensemble du cœur marchand.

Ces boulevards constituent un maillon indispensable pour reconstituer un circuit marchand cohérent et efficace.

Il ressort que sur la façade sud-ouest de ces boulevards, la forte occupation par des activités de services nuit à son attractivité marchande et à son ambiance.

Il s'agit de limiter le développement excessif des activités de services sur ces linéaires et d'être en mesure de pouvoir prévenir toute démarche spéculative ou surenchère résultant de la mise en œuvre du projet urbain (modification de la circulation automobile, réinvestissement commercial).

- Rue Faubourg du Courreau :

L'instauration du droit de préemption dans cette rue vise à maintenir la diversité commerciale actuelle et à prévenir d'une spécialisation excessive qui pourrait intervenir dans un contexte urbain amené à évoluer à moyen terme (arrivée ligne 3 Plan Cabanes, et ligne 4 boulevard du Jeu de Paume).

- Rue St Guilhem

Constituant ainsi l'un des axes commerciaux importants du circuit marchand précité, l'offre commerciale de la rue St Guilhem se caractérise par un linéaire commercial dense et une grande diversité. Les commerces alimentaires alternent avec des commerces d'équipement de la maison et de la personne ; leur nombre et leur qualité sont un atout qu'il est important de protéger pour l'attractivité du centre-ville afin d'éviter une disparition de cette diversité (notamment suite à des départs à la retraite).

- Rue de Verdun – Rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier

Ce secteur urbain présente un maillage commercial assez atypique, où sont très représentées les activités de restauration (surtout sur les axes majeurs et la partie Nord du quartier, secteur des cinémas) et d'hôtellerie, de gammes très variables.

Le linéaire commercial tend à s'étioler dans la partie Sud du secteur, ce qui constitue un handicap pour le renforcement du tissu commercial.

En complément des outils de renouvellement urbain existants qui agissent sur l'environnement du commerce (habitat, espace public) et en accompagnement du projet de reconstitution d'un circuit marchand entre la place de la Comédie et le Polygone, avec la création d'un pôle commercial important sur un délaissé ferroviaire, rue Du Guesclin, il s'agit de maîtriser le niveau

qualitatif futur de l'offre et de limiter la tendance actuelle (mono fonction commerciale autour de la restauration).

- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – place Carnot (Sud Gare)

Ce secteur présente une offre commerciale et artisanale globalement éclatée et fragilisée, avec un poids élevé de petits locaux professionnels, dont de très nombreux locaux vacants.

La rue de la Méditerranée, la rue du Pont de Lattes et la place Carnot présentent un enjeu majeur de confortation et de pérennité afin d'y maintenir des commerces de proximité de centre ville.

- Cours Gambetta – plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne :

L'instauration du droit de préemption sur les fonds de commerce sur ce périmètre vise à maintenir la diversité de l'offre et à accompagner la transformation qualitative de l'offre, en s'appuyant sur la mutation future des baux commerciaux et professionnels en place, en complément des outils de renouvellement urbain existants (préemptions murs commerciaux, OPAH).

- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles :

L'intégration de ce secteur dans le périmètre vise à conforter la structure commerciale en évitant la spécialisation de l'offre (évolution actuelle) en vue de conserver à ce secteur son rôle de centralité de quartier, en lien avec la pérennité et la confortation des marchés de plein air qui s'y trouvent.

- Boulevard Pasteur – boulevard L. Blanc – Place Albert 1^{er} – rue de l'Université

Le secteur des boulevards Pasteur et Louis Blanc côté place Albert 1^{er} présente une typologie de pôle de proximité, renforcée par la présence d'un petit marché alimentaire sur la place Albert 1^{er}. La perspective d'implantation de l'université (arrivée de 2500 à 3000 étudiants en 2013) dans l'ancien hôpital Saint Charles va générer des besoins spécifiques pour cette nouvelle population. Dans ce contexte qui peut engendrer de fortes mutations du tissu commercial, l'objectif est ici de conforter, voire de renforcer, ce pôle de commerces de proximité.

Rue de l'université, l'objectif est de maintenir la continuité du linéaire commercial.

- Rues de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély:

La rue de l'Aiguillerie se caractérise aujourd'hui par une offre spécialisée dans l'équipement de la personne, du jouet et de la restauration avec pour cœur de cible une clientèle jeune et branchée. L'enjeu est le maintien de cet équilibre, de cette spécificité qui forge l'image de cette rue et de cette offre de proximité.

La place Notre Dame et rue du Pila St Gély présente une dominante de bars et restaurants dont une majorité ne sont ouverts qu'en soirée. Les mutations de ce secteur sont à orienter pour retrouver une diversité et une offre de proximité compatible avec les besoins et attentes des résidents du quartier.

Les Ateliers des Métiers d'art en bas de la rue du pila St Gély, projet initié par la Ville, constituent un moteur dans la diversification et l'amélioration de l'offre de ce secteur.

La présente délibération accompagnée du plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et du rapport d'analyse (ci-joints) a été soumise pour avis à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat en application de l'article R.214-1 du code de l'Urbanisme.

Après étude de ce dossier, nous vous proposons :

- d'approuver l'instauration du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité délimité conformément au plan joint en annexe

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Christian DUMONT : Cette question soumise à notre Assemblée est importante. En réalité, il s'agit de savoir comment nous pouvons tenter de sauver le commerce du centre-ville, après avoir supprimé Odysseum et le Village des marques. Nous avons imaginé ici un droit de préemption sur les locaux commerciaux du centre-ville avec un périmètre très large – au contraire de ce que réalisent d'autres Villes. À la lecture de la délibération, nous nous apercevons que toutes les rues qui irriguent le centre-ville sont concernées (rue de la Méditerranée, rue du Pont de Lattes, place Carnot, cours Gambetta, plan Cabanes, place Roger Salengro, rue du Faubourg Figuerolles, boulevard Pasteur, boulevard Louis Blanc, place Albert I^{er}, rue de l'Université, rue de l'Aiguillerie, place Notre Dame, rue du Pila Saint-Gély). Or, ces rues se paupérisent et connaissent de plus en plus de fermetures d'établissements et de locaux à louer. M. DUFOUR parle avec hypocrisie des banques et assurances. Or, vous voulez bien dire que ces quartiers connaissent une *maghrebisation* excessive ! Il ne s'agit pas de banques ou d'assurances, mais plutôt de kebabs et de petits commerces temporaires, qui ferment et connaissent des redressements judiciaires. Vous voulez, avec ce droit de préemption, tenter de redorer le blason de la huitième ville de France. Je crois qu'il est nécessaire d'avoir une certaine cohérence. Vous êtes responsables de la situation actuelle du commerce de centre-ville. Vous essayer de recoller les morceaux au moyen de ce droit de préemption avec hypocrisie. L'opposition ne vous suivra pas.

Georges FRÊCHE : Je voudrais dire à M. DUMONT qu'il nous a fourni une excellente présentation de Montpellier au XIII^e siècle. Je l'invite à actualiser ses connaissances.

Jean-Louis ROUMÉGAS : Je voulais soutenir cette délibération qui me paraît très importante, afin de maintenir un commerce de proximité de qualité. Je regrette la législation un peu trop libérale qui, au nom de la liberté du commerce, empêche parfois les Villes d'avoir une politique plus volontariste.

Il est également nécessaire de replacer la problématique dans une vision plus globale et commerciale. À côté de ces mesures utiles, il convient d'arrêter de dévaloriser le commerce de proximité dans le centre-ville en développant les zones commerciales spécialisées en périphérie – je pense ici au développement d'Odysseum 2 qui, d'ailleurs, est contraire à l'accord signé entre la Ville, l'Agglomération et la CCI.

Philippe SAUREL : J'ai bien entendu le plaidoyer de M. DUMONT. Au travers de son propos, il a donné la réponse et la justification de notre délibération. Il a dit que, dans ces rues, certains rideaux sont fermés, ce qui défavorise le commerce. Au moyen de cette délibération, nous proposons justement de l'aider. Avec cet outil d'urbanisme, Marc DUFOUR pourra assurer la préemption de certains fonds de commerce. En quoi le fait de préempter les murs sans préempter les fonds serait utile ? Pourrions-nous, à ce moment-là, réinjecter dans la ville la mixité commerciale nécessaire au quotidien des habitants ? Cet outil va permettre à la Ville d'aménager son territoire.

Pour poursuivre les propos de M. ROUMÉGAS, qui passe sans être gêné de l'échelle microéconomique à l'échelle macroéconomique, je me permettrai de prendre en compte l'échelle intermédiaire, à savoir celle des quartiers. Les segments de rues concernés ne sont pas décidés au hasard. Ils sont majoritairement installés dans les zones de protection du patrimoine et correspondent réellement à des axes d'aménagement faisant partie du projet urbain de la Ville. Je vous donne deux exemples. Premièrement, nous avons décidé d'un droit de préemption pour les commerces de la rue d'Alger, parce qu'elle constitue l'ouverture naturelle entre la Tour de la Babote et l'arrêt de la troisième ligne de tram, et la ZAC du nouveau Saint-Roch.

Deuxièmement, nous avons décidé d'un même droit pour la rue Daru, parce qu'il s'agit de la correspondance physique et naturelle entre le plan Cabanes et la place Roger Salengro. En outre, un arrêt de la troisième ligne de tram sera également installé devant le plan Cabanes, afin de permettre le passage de 100 000 voyageurs par jour.

Ne pensez-vous pas, quand une chalandise potentielle existe dans ces quartiers, qu'il est nécessaire d'intervenir sur les fonds de commerce en assurant leur mixité ? Je crois que cet élément est un élément logique d'aménagement, cohérent avec l'ensemble du projet urbain et qui complète la panoplie d'outils d'urbanisme qui sont à notre disposition, afin de faire en sorte que la mixité sociale et commerciale des quartiers résiste et que le maximum de services de proximité soit proposé aux habitants.

Marc DUFOUR : Je souhaiterais répondre clairement aux propos de M. DUMONT, en lui laissant la responsabilité de ses affirmations racistes et xénophobes concernant les kebabs. Il ne s'agissait en rien du sens de mes propos. Je pense que cet outil est un élément supplémentaire. Toutefois, je ne le magnifie pas, puisque son utilisation est très précise. Dans le milieu économique, nous savons que la valorisation des fonds de commerce s'effectue par rapport à un chiffre d'affaires et qu'il s'agit d'un bien incorporel. De plus, compte tenu de l'encadrement juridique normal, la lourdeur de cette opération implique le fait que la préemption et la cession dans le cadre d'un remembrement ne pourront pas intervenir avant plusieurs mois. Par conséquent, la valeur de ce fonds de commerce s'affaiblira. Cette intervention coûteuse ne peut donc intervenir que dans des cas extrêmement précis, de manière à redonner à la Ville la possibilité d'intervenir sur l'organisation pour le bien des administrés.

Je pense aussi à de petites ruelles où se trouvent plusieurs bars ; à présent, la Ville pourra stopper cette profusion. Nous travaillons de sorte que des commerces de proximité se créent. Il ne s'agit pas d'un remède miracle, mais d'un outil de plus pour accélérer le phénomène. De même, avec l'opération « grand cœur », nous parvenons à revitaliser le centre-ville.

Comme l'a dit Philippe SAUREL, le périmètre est vaste parce qu'il répond à des demandes spécifiques. Ce qui entoure les halles Laissac constitue le quartier dans lequel le commerce alimentaire doit être préservé. Afin de conserver cette tradition séculaire, nous pourrions créer un pôle de commerce alimentaire. Cela permettrait de contrer l'effet de l'installation de la ZAC du Nouveau Saint-Roch qui entraînerait une inflation qui, pouvant toucher la valeur des fonds de commerce, interdirait à de petits commerces tels que la boulangerie, le pressing ou la supérette de s'installer. Pour contrer la multiplication des activités de services fortement rémunératrices sur les grands axes au détriment des commerces de proximité dont une ville a besoin, nous voulons créer du lien social à travers la création de cet outil.

Serge FLEURENCE : Je mets aux voix cette délibération.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Madame Le Maire revient en séance et reprend la présidence de la séance.

6 - Affectation du résultat 2009 du Budget Principal

Max LEVITA : L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'affecter les résultats constatés dans la délibération en date du 14 juin 2010 portant adoption du Compte Administratif 2009 du Budget Principal de la Ville de Montpellier.

Le Budget Annexe de l'Eau ayant fait l'objet d'un transfert de compétences à destination de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le résultat relatif à l'exercice 2009 sera affecté à l'exercice 2010 par le Conseil Communautaire. Il sera proposé au Conseil Municipal de la Ville de Montpellier de délibérer, dans sa séance prévue au 4 octobre 2010, sur les opérations comptables de ce transfert.

Le résultat de fonctionnement 2009 du budget principal est de 61 450 457,96 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2010 :

- Pour 23 249 547,43 euros en section de fonctionnement
- Pour 38 200 910,53 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2009 de la section d'investissement constaté est de 38 200 910,53 euros, il sera affecté sur l'exercice 2010 :

- Pour 38 200 910,53 euros en section d'investissement

Il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter l'affectation des résultats 2009 du budget principal.

Pour : 54

Contre : /

Abstention : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

7 - Budget supplémentaire 2010 de la Ville de Montpellier - Budget Principal

Madame le Maire : Avant de passer la parole à M. le rapporteur, je voudrais faire quelques commentaires. Ce Budget supplémentaire est conforme à nos décisions dans le cadre du Budget primitif pour lequel nous avons quelques dossiers importants, notamment dans le secteur de l'éducation. En effet, nous allons anticiper la construction du groupe scolaire Esope. Suite à l'incendie dans le quartier Saint-Martin, nous allons effectuer des travaux.

J'anticipe par rapport au Budget 2011. Le contexte actuel n'est pas excellent. Nous savons que les budgets de l'année prochaine seront certainement beaucoup plus contraints que ceux de cette année, puisque les dotations seront gelées en 2011. Les villes en croissance comme celle de Montpellier seront davantage pénalisées.

Par ailleurs, le gouvernement est en train de s'imposer des contraintes. Or, nous pouvons nous interroger sur ce point. En dehors de la contrainte médiatique et populiste, deux secteurs vont être particulièrement gênés dans les perspectives d'économie budgétaire du gouvernement : il s'agit du domaine social et du logement. Les collectivités vont à nouveau se trouver au premier plan dans l'aide à ceux qui connaissent le plus de difficultés.

Vous avez remarqué que le mouvement de suppression de postes de fonctionnaires se poursuit. En deux ans, 64 000 postes ont été supprimés dans la fonction publique. L'éducation n'est pas épargnée. En ce qui concerne le logement, l'aide à la pierre diminue, ce qui signifie une baisse des constructions d'appartements. Par ailleurs, après l'adoption du principe de non-cumul entre l'aide fiscale et l'aide sociale, les étudiants appartenant à la classe moyenne vont être les plus pénalisés. Enfin, nous pouvons aussi être interpellés en ce qui concerne l'allocation adulte handicapé. En effet, le gouvernement a décidé de reporter son augmentation.

Les prochaines années vont donc être très difficiles en raison du gel des dotations. En outre, les économies qui vont être réalisées sont des économies portant essentiellement sur la solidarité et le logement. Face à cela, les collectivités seront responsables. Les décisions budgétaires de 2011 seront certainement très difficiles à assumer.

Max LEVITA : Depuis le vote du Budget Primitif 2010 adopté le 8 février 2010, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire. Ce dernier permet en outre reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2009.

Ce Budget supplémentaire que je vais vous présenter a été construit pour poursuivre la dynamique de notre action en préservant les fondamentaux de gestion. Dans le contexte d'une crise qui se poursuit, l'action dont nous sommes responsables est un gage de stabilité pour la qualité de vie de nos concitoyens et pour l'emploi.

Dans le même temps, nos marges de manœuvre financières doivent être préservées pour garantir la pérennité de nos actions, dans une situation où les perspectives de gel des dotations de l'État, une réforme territoriale et une réduction des financements de nos partenaires (Agglomération, Département, Région) entraînent une incertitude sur nos ressources.

Nous avons qualifié ce Budget supplémentaire de « technique », parce que son but est d'ajuster les crédits en fonction de l'avancement des projets, de prendre en compte les reports de crédits et d'affecter le résultat de clôture. Il permet surtout, dans le respect des orientations du Budget primitif, d'améliorer notre autofinancement en augmentant notre épargne brute de 29 % et en diminuant fortement notre recours à l'emprunt.

La Ville de Montpellier va ainsi porter un programme d'investissement ambitieux, dont le montant, en fin d'année, approchera les 140 M€, soit l'équivalent de 2 800 emplois directs et indirects. Nous estimons que la Ville de Montpellier poursuivra sa stricte maîtrise des dépenses de fonctionnement qui, en 2009, étaient déjà inférieures de 23 % par rapport aux communes de taille équivalente.

Dans le rapport du Président de l'Observatoire des finances locales qui porte sur les finances des collectivités locales en 2010, M. LAIGNEL indique que toutes les conditions d'une grave crise financière des collectivités locales sont réunies, ce qui pourrait entraîner un recul de l'investissement public, une hausse de l'endettement, une baisse de l'autofinancement et une réduction des subventions accordées. Nous allons essayer de tenir compte de ces appréciations pour ce Budget supplémentaire et pour notre futur.

Ce budget a donc une nouvelle fois pour objectif de mener des actions et une gestion des deniers publics de manière efficace. Il prévoit également l'avenir, puisqu'il préfigure le Budget primitif 2011 qui tiendra compte de l'environnement de crise économique dans lequel nous sommes, en nous incitant à toujours plus d'initiatives et d'innovations, pour rendre utile chaque euro dépensé.

Le Budget supplémentaire s'établit à 147 M€ (34 M€ en fonctionnement et 113 M€ en investissement), qui viennent s'ajouter aux crédits ouverts en 2010. Le budget total de la Ville est porté à 604,7 M€, les opérations réelles s'élevant à 462,2 M€. La répartition totale de l'exercice 2010, en additionnant le Budget primitif et le Budget supplémentaire, se présente principalement de la manière suivante : 15 % pour le renouvellement et le développement urbain ; 12 % pour les bâtiments communaux ; 11 % pour l'environnement ; 14,6 % pour la solidarité ; 12,4 % pour la jeunesse. Cette répartition traduit notre triple engagement : mener un mandat en faveur de l'emploi, du logement et de la réussite éducative.

En outre, le caractère récent de notre encours de dette et son taux moyen de 2,7 % permettent de bénéficier d'une annuité de la dette inférieure à 3 % par rapport à la totalité des dépenses. Je remercie le directeur général et le directeur des Finances pour le taux moyen performant de 2,57 % pour l'emprunt en 2009.

Les recettes de l'exercice se présentent ainsi qu'il suit : 36 % pour la fiscalité directe ; 23 % pour l'emprunt ; 19 % pour les dotations et les compensations de l'État ; 10 % pour les produits des services ; 4 % pour la fiscalité indirecte ; 5 % pour les subventions ; 3 % pour le fonds de la TVA.

Il est intéressant de constater que le Budget supplémentaire engendre une évolution de l'épargne nette de 28 %, nous permettant d'augmenter notre autofinancement de 28,7 %, de 25 M€ à 32 M€. En effet, nos recettes de fonctionnement passent de 285 M€ à 295 M€ ; nos dépenses de fonctionnement hors intérêt passent de 244 M€ à 250 M€ ; notre épargne de gestion évolue de 41 M€ à 45 M€ ; les 8 M€ d'intérêt diminuent de 1,62 M€ ; et le remboursement du capital de la dette qui s'élevait à 7 M€ baisse de 1,2 M€.

La structure du Budget supplémentaire est la suivante : 10,7 M€ pour les propositions nouvelles en fonctionnement ; 4,8 M€ pour les propositions nouvelles en investissement. L'excédent de fonctionnement capitalisé nous permet de diminuer notre emprunt de 36,5 M€.

En ce qui concerne la section de fonctionnement, les dotations de l'État ont augmenté de 700 000 €, les contributions directes sont légèrement supérieures à nos prévisions (600 000 €), les recettes non récurrentes (indemnités de sinistres) s'élèvent à 7,7 M€, les recettes reportées se chiffrent à 200 000 € et le résultat de fonctionnement 2009 s'élève à 23,2 M€.

En ce qui concerne la section d'investissement, 4,6 M€ concernent les dépenses d'énergie (300 000 €), l'entretien des écoles (100 000 €), le dispositif anti-tags (100 000 €) et les amortissements (2,7 M€). Les dépenses reportées s'élèvent à 600 000 € de subventions aux associations, et le virement se chiffre à 28,7 M€.

Nous avons diminué les recettes d'investissement de 31,8 M€. Pour le fonctionnement, il s'agit de 1,3 M€ d'ajustement suite au krach, de 1,2 M€ à la suite de la notification du fonds de compensation de la TVA, de 2,7 M€ de dotations aux amortissements et de la diminution de 36 M€ de l'ajustement du recours à l'emprunt. Les recettes reportées s'élèvent à 77,8 M€ (66,3 M€ par le recours à l'emprunt, 8 M€ de subventions d'équipement reportées sur 2010). Le virement s'élève donc à 28 M€ et l'excédent de fonctionnement à 38 M€.

Ce Budget supplémentaire permet donc de diminuer le recours à l'emprunt de 36,6 M€. Nous prévoyons ainsi de mobiliser l'emprunt en 2010 aux environs de 90 M€.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 113 M€ : les nouvelles propositions diminuent de 2,3 M€, les dépenses reportées se chiffrent à 77 M€ et le solde atteint 38,2 M€.

Les investissements reportés se présentent comme suit : 37,25 M€ pour les aménagements et services urbains ; 23,2 M€ pour l'administration générale ; moins de 6 M€ pour la culture ; 5 M€ pour l'éducation ; 2,7 M€ pour le sport et la jeunesse ; 2,15 M€ pour l'action économique ; 780 000 € pour l'hygiène et la salubrité publique ; 470 000 € pour l'enfance ; 314 000 € pour les interventions sociales et la santé.

Le Budget 2010 confirme ainsi la dynamique de notre Ville et son soutien à l'emploi avec une anticipation des dépenses d'équipement de 140 M€, ce qui confirme notre place de capitale régionale. Nous envisageons de créer 2 800 emplois directs et indirects. Ce budget est conforme à notre volonté de garder des finances saines.

Le Budget Supplémentaire 2010 se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 147 164 427,02 euros.

- **Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **113 003 526,39 euros**.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Propositions nouvelles	Reports	Total BS 2010
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	- 134 398,68	23 020 891,08	22 886 492,40
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	80 000,00	758 494,56	838 494,56
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	1 085 400,00	4 984 680,37	6 070 080,37
903	CULTURE	- 271 175,87	5 759 111,54	5 487 935,67
904	SPORT ET JEUNESSE	590 000,00	2 652 756,59	3 242 756,59
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		153 087,61	153 087,61
906	FAMILLE	21 000,00	465 282,04	486 282,04
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	- 2 561 536,70	37 134 890,54	34 573 353,84
909	ACTION ECONOMIQUE	111 000,00	2 091 202,78	2 202 202,78
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	- 1 198 070,00	-	- 1 198 070,00
917			60 000,00	60 000,00
001	SOLDE DE L'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	38 200 910,53		38 200 910,53
TOTAL		35 923 129,28	77 080 397,11	113 003 526,39

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Propositions nouvelles	Reports	Total BS 2010
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	50 000,00	110 000,00	160 000,00
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	23 182,00	302 905,16	326 087,16
903	CULTURE	- 160 000,00	1 168 121,70	1 008 121,70
904	SPORT ET JEUNESSE	- 268 000,00	1 827 449,38	1 559 449,38
906	FAMILLE		45 144,11	45 144,11
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	2 084 000,00	5 679 679,18	7 763 679,18
909	ACTION ECONOMIQUE		339 506,70	339 506,70
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	1 640 178,67	67 011 900,42	68 652 079,09
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	718 675,00	-	718 675,00
913	TAXES NON AFFECTEES		196 933,07	196 933,07
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	2 747 964,95	-	2 747 964,95
917	OPERATIONS SOUS MANDAT		60 000,00	60 000,00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	28 752 436,05	-	28 752 436,05
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	- 413 373,00	1 086 823,00	673 450,00
TOTAL		35 175 063,67	77 828 462,72	113 003 526,39

Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **34 160 900,63** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Propositions nouvelles	Reports	Total BS 2010
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 343 616,00	172 700,00	1 516 316,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	31 000,00	24 600,00	55 600,00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	258 700,00	34 580,00	293 280,00
923	CULTURE	262 967,43	185 300,00	448 267,43
924	SPORT ET JEUNESSE	637 800,00	75 750,00	713 550,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	444 000,00	101 050,00	545 050,00
926	FAMILLE	14 100,00	8 600,00	22 700,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	529 003,00	108 414,00	637 417,00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 000,00	49 612,20	55 612,20
931	OPERATIONS FINANCIERES	- 1 620 000,00	-	- 1 620 000,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	- 7 293,00	-	- 7 293,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	2 747 964,95	-	2 747 964,95
939	VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	28 752 436,05	-	28 752 436,05
Total		33 400 294,43	760 606,20	34 160 900,63

Chapitre	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Propositions nouvelles	Reports	Total BS 2010
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	7 745 051,20	42 500,00	7 787 551,20
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	8 000,00	-	8 000,00
923	CULTURE	61 204,00	-	61 204,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	50 000,00	-	50 000,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	1 274 296,00	-	1 274 296,00
929	ACTION ECONOMIQUE	42 000,00	-	42 000,00
931	OPERATIONS FINANCIERES	16 805,00	-	16 805,00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	718 066,00	164 384,00	882 450,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	789 047,00	-	789 047,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	23 249 547,43		23 249 547,43
TOTAL		33 954 016,63	206 884,00	34 160 900,63

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- approuver le Budget Supplémentaire 2010 du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

George FRÊCHE : J'apprécie l'intelligence et la clarté de la présentation de M. LEVITA, à laquelle je souscris.

Mon intervention portera sur le mot « crise ». Je pense que l'Europe n'est pas en « crise ». L'emploi de ce mot est incorrect. En 2009, nous pouvions encore penser qu'il existait une crise mondiale, puisqu'elle touchait les États-Unis et l'Asie notamment. Cependant, nous ne connaissons pas actuellement une crise mondiale. L'Asie se développe – aussi bien la Chine que le Japon –, tout comme l'Amérique du Sud, et les États-Unis ont repris leur marche en avant. En outre, l'Afrique, habituellement en retard, bénéficie d'une hausse de ses investissements de 5,9 % en 2010.

Un changement de civilisation est en train de s'opérer. L'Atlantique Nord dominait le monde au XV^e siècle ; le Portugal était alors le pays le plus riche d'Europe. Aujourd'hui, l'Europe est en train de perdre son hégémonie en termes de développement de la civilisation, hégémonie transmise à la région du Pacifique (Russie, Chine, Corée, Japon, Indonésie, Philippines, Australie). Le Président des États-Unis, M. OBAMA, qui a passé sa jeunesse à Hawaï, ne s'est pas trompé en prenant l'habitude de discuter davantage avec le Président chinois qu'avec les responsables de l'Europe. Mme MERKEL, au demeurant excellente gestionnaire permettant à l'Allemagne d'être à la pointe des vieux pays européens, se trompe également en parlant de crise. Malheureusement, elle a influencé M. SARKOZY pour partager cette analyse. Or, dans l'environnement actuel, l'Asie ne constitue plus l'appendice de l'Europe ; la situation est inverse. En m'appuyant sur les analyses des économistes, je ne crois pas que nous reviendrons à la situation de 2005-2006 dans les années 2011-2012. Nous sommes en train de glisser vers une baisse du développement de l'Europe. En ayant opté pour le commerce et le développement, nous sommes en train de sacrifier notre industrie. Pour terminer, nous ne devrions pas avoir peur de revenir à un certain protectionnisme afin d'éviter que l'industrie européenne ne parte pour l'Asie. Cela d'autant plus que les Chinois développeront une industrie qui se destina à leur marché intérieur.

Je sais que M. LEVITA veille avec intelligence sur les finances de Montpellier. Je pense que nous avons freiné ce Budget supplémentaire. Dans les années à venir, il est aussi indispensable de diminuer les investissements – ce que je ferai pour les budgets de l'Agglomération et de la Région. Je vous donne un exemple : après avoir voulu construire un musée d'art contemporain, j'ai renvoyé ce projet *sine die* en raison du caractère prioritaire de la construction d'une autre ligne de tramway.

Je conclus en réaffirmant que nous ne sommes pas en crise, que le XXI^e siècle connaîtra un affrontement entre la Chine et les États-Unis, et que l'Europe n'arrivera qu'en troisième position – ce qui doit nous inciter à adapter nos budgets.

Christian DUMONT : Je serai plus prosaïque dans mon propos. Comme à son habitude, M. FRÊCHE a pris la parole pour se faire plaisir en donnant une leçon à tout le monde dans l'objectif d'élever le débat. Nous connaissions l'historien ; nous connaissons maintenant l'économiste. Il nous a fait le résumé de ses lectures estivales en plagiant M. STRAUSS-KHAN qui a fourni, lui, en tant que véritable économiste, une analyse de qualité. Nous savions déjà que l'Europe, après avoir dominé le monde, est devenue l'appendice de l'Asie. Votre intervention n'avait donc pour but que d'humilier ceux qui utilisent les chiffres dans leurs analyses.

Je retiendrai de la fin de votre intervention le fait que vous tenez compte de la crise en choisissant de ne pas édifier un musée d'art contemporain. Nous comprenons que votre budget est complètement grevé par la construction de la nouvelle mairie, représentant une année complète d'investissement (113 M€), qui nous empêche de rénover les écoles. Montpellier est la

ville la plus fiscalisée de France : bien que passant de 11 % en 2009 à 3,53 % en 2010, les impôts sont payés en euros et non en taux par les Montpelliérains.

Jean-Louis ROUMÉGAS : En ce qui concerne l'environnement global, au-delà de la crise, certains choix du gouvernement pèsent sur les budgets des collectivités. M. SARKOZY fait payer l'endettement de l'État du fait de sa politique fiscale injuste aux collectivités alors qu'elles n'en sont pas responsables. L'endettement de ces dernières ne relève pas du fonctionnement, mais de la production : elles investissent pour développer l'économie.

Tout le monde est d'accord sur le fait d'opérer des choix tout en poursuivant l'investissement afin de préparer la conversion de l'économie occidentale dans le sens du développement durable et de la relocalisation. Seules les collectivités locales peuvent et doivent réaliser cela, car l'État ne respecte pas son engagement. Par exemple, bien que le domaine ferroviaire soit essentiel pour relancer l'économie et répondre aux préoccupations climatiques, M. BORLOO y a renoncé.

En réponse à cela, nous proposons un front commun réunissant la gauche et les écologistes. Pour ce Budget, cette alliance n'existait pas encore. Nous nous abstiendrons donc à son sujet, comme nous l'avons fait pour le Budget primitif. Toutefois, je souhaite que nous préparions le Budget de 2011.

Nous avons rencontré la délégation envoyée par vos soins, MM. LEVITA et FLEURENCE. Les discussions ont été très constructives. Il est probable que nous arrivions à une issue positive. Nous vous ferons part des conclusions de nos discussions à la rentrée, début septembre.

Madame le Maire : L'année prochaine, toutes les collectivités vont avoir des budgets beaucoup plus contraints. Pour notre part, nous connaissons un gel des dotations ; les autres collectivités territoriales seront quant à elles touchées par les effets de la réforme de la taxe professionnelle. Elles se verront donc dans l'obligation de diminuer leurs dépenses d'investissement. L'emploi ne sera donc pas maintenu au niveau attendu. Sans parler de crise, nous pouvons tout de même affirmer que les finances du gouvernement sont en mauvais état.

Je suis d'accord pour construire un front face au gouvernement. En réalisant des « économies » dans les secteurs du logement social et des allocations adulte handicapé, le gouvernement pénalise les Français moyens. Je comprends votre choix d'avoir remis à plus tard la construction du musée d'art contemporain, au profit de l'extension de la ligne de tramway. Il existe en effet deux marqueurs de pauvreté : l'obésité, notamment infantile ; le nombre de kilomètres parcourus chaque année. Nous devons nous attacher à améliorer cette situation en travaillant ensemble en faveur de l'environnement et d'une politique sociale de plus en plus prioritaire.

Max LEVITA : Je réponds à M. DUMONT qu'aucun élément n'a été sacrifié : les écoles et les crèches dont M. GÉLY estime avoir besoin ont été construites – ou vont l'être ; les impôts sont élevés, mais sont à la mesure des ambitions portées par l'équipe municipale pour le développement de la ville. Nous devons assumer la croissance démographique importante en fournissant des équipements.

Suite à l'intervention de M. ROUMÉGAS, je précise que je n'ai pas critiqué la politique du gouvernement, parce qu'il ne s'agit ni du lieu adéquat, ni d'une action fondamentale.

Je remercie M. FRÊCHE pour les paroles aimables qu'il a eu à mon égard. Je ne suis pas loin de partager sa vision sur l'avenir. Notre civilisation est « mortelle », mais je ne sais pas si elle s'éteindra ou non prochainement.

Enfin, alors que tous les responsables politiques de droite et de gauche connaissent la situation catastrophique dans laquelle se trouve notre pays, du point de vue économique et financier, le gouvernement n'associe pas l'État, les Régions, les Départements et les Villes pour proposer une politique nationale. Le Président de la République intervient même pour dénoncer le niveau des finances des Régions qui, selon lui, est trop élevé. Aujourd'hui, l'investissement public est assuré à 73 % par les collectivités locales. Après la diminution inéluctable, quel en sera l'impact sur l'emploi ? Les dernières statistiques ont mis en valeur la diminution de la consommation française, pourtant moteur de la croissance. Quelle va être la conséquence sur le chômage ?

Pour : 47
Contre : 7
Abstention : 3
Adopté à la majorité

Madame BIGAS sort définitivement de séance avec la procuration de Monsieur DELAFOSSE.
Monsieur FRECHE, TSITSONIS, THINES avec la procuration de Monsieur TOUCHON
Madame BENEZECH, BLANPIED avec la procuration de Madame FARGIER sortent de séance.

8 - Renouvellement des lignes de trésorerie

Max LEVITA :

Dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de ses lignes de trésorerie.

Après analyse des offres, il est proposé au Conseil Municipal de retenir les propositions de DEXIA Crédit Local et de la Société Générale.

Les conditions des contrats sont les suivantes :

- **DEXIA Crédit Local**

- Montant : 20 millions d'euros
- Durée : 1 an
- Commissions : 0.03% du montant de la ligne de trésorerie (soit 6 000 €)
- Index : Eonia
Euribor 1 mois
- Marge : 0.55 % sur Eonia
0,66 % sur Euribor 1 mois

- **Société Générale**

- Montant : 20 millions d'euros
- Durée : 1 an
- Commissions : 0.05% du montant de la ligne de trésorerie (soit 10 000 €) perçue d'avance trimestriellement
- Index : Eonia
Euribor 1 semaine
Euribor 1 mois
- Marge : 0.70 % sur EONIA
0.35% sur Euribor 1 semaine et Euribor 1 mois

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- accepter le principe de réalisation de deux lignes de trésorerie avec DEXIA Crédit Local et la Société Générale aux conditions définies ci-dessus ;
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer les contrats de lignes de trésorerie et tout autre acte y afférent.

Madame le Maire : Je mets aux voix l'affaire n°8.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

9 - Adhésion à l'Association d'études pour l'Agence de Financement des Collectivités Locales

Max LEVITA : La crise financière et les difficultés auxquelles ont eu à faire face les établissements bancaires ont relancé la réflexion sur la nécessité pour les collectivités locales de diversifier leurs sources de financement et de sécuriser leur encours de dette.

Ainsi, certaines ont souhaité accéder aux marchés obligataires dans des conditions optimales, c'est-à-dire groupées au sein d'une structure dédiée et pérenne, capable d'intervenir de manière récurrente sur les marchés financiers.

Les associations d'élus ont ainsi œuvré à la mise en place d'un groupe de travail chargé d'étudier l'intérêt et la faisabilité de la création d'une institution financière spécialisée telle que définie à l'article L 516-1 du Code Monétaire et Financier : l'« Agence de Financement des Collectivités locales », informée des besoins financiers des collectivités locales, effectuerait des émissions obligataires, consentirait des prêts à celles qui en feraient la demande et les ferait bénéficier des conditions optimisées de sa ressource financière.

L'avancée des analyses et discussions du groupe de travail avec les ministères concernés a débouché sur la création d'une « Association d'études pour l'Agence de Financement des Collectivités Locales » à laquelle les collectivités locales peuvent adhérer et contribuer, pour l'aboutissement du projet et la naissance de l'Agence prévus idéalement courant 2011.

1/ L'Association des Maires de France a saisi la Ville de Montpellier afin qu'elle devienne Collectivité adhérente,

2/ Ce dossier démontre clairement tout l'intérêt pour les Collectivités adhérentes et pour toutes les collectivités territoriales, à appuyer le projet de création de l'Agence,

3/ Compte tenu de l'intérêt général attaché à cette initiative au plan des finances locales, il vous est proposé que la Ville de Montpellier adhère à l'« Association d'études pour l'Agence de Financement des Collectivités Locales » dont les statuts sont joints à la présente délibération. Elle serait ainsi associée aux réflexions et pourrait influencer sur les décisions relatives à l'Agence,

4/ Une contribution annuelle de 10 000 euros est demandée afin de concourir aux charges financières relatives aux études complémentaires menées par l'Association.

Si la création de l'Agence se concrétise, cette somme sera restituée à la Ville de Montpellier lors des emprunts lancés par cette structure.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'« Association d'études pour l'Agence de Financement des Collectivités Locales »,
- désigner monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué aux finances, pour représenter la Ville auprès de cette association,

- dire que la cotisation annuelle de 10 000 € pour l'année 2010 est prévue au budget au chapitre 920,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Madame MIRAOUI sort de séance.

10 - ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009)

Philippe SAUREL : Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1500 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec notamment l'extension d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public. Le programme global des constructions est de 140 000 m² de SHON dont 15 000 m² de bureaux et de commerces. Le quartier s'organisera autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le conseil Municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009.

Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le document faisant le bilan des acquisitions foncières a été communiqué à la Ville. A ce jour, le foncier de la ZAC est presque totalement maîtrisé à l'exception d'une partie des terrains propriété de la Communauté d'agglomération, situés près de la station « Sabines » et non utilisés par le tramway, que la SERM doit acquérir.

Les travaux de viabilisation de la première tranche de la ZAC ainsi que l'aménagement de la partie centrale de la Rambla ont commencé en octobre 2009 et vont permettre la réalisation de tous les réseaux nécessaires à la deuxième tranche de la ZAC. En matière d'hydraulique, les travaux des bassins de rétention Ovalie-Grisettes sont aujourd'hui terminés.

La livraison des premiers logements (tranche 1) est prévue au 1^{er} trimestre 2011 ; la Rambla et les aires de jeux programmées devraient être livrées au 3^{ème} trimestre 2011.

En termes de commercialisation, les lots de la 2^{ème} tranche de la ZAC sont attribués et la consultation promoteurs pour la 3^{ème} tranche est prévue en fin d'année 2010.

Le bilan qui est présenté s'établit à 36 955 000 € en dépenses, dont 11 411 000 € réalisés au 31 décembre 2009 et 36 955 000 € en recettes attendues.

En 2009, les recettes ont représenté un montant de 2 734 000 €, soit au total 3 234 000 € cumulés depuis la création de la ZAC.

Le bilan permet le versement d'un fonds de concours de la ZAC au profit de la Ville de 3 340 000 €, qui portera notamment sur l'extension de l'école Beethoven et l'aménagement de l'Agri parc du Mas Nougier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2009 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2009,
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions et les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Madame le Maire : Le bilan global de nos actes fait effectivement apparaître 2 M€ supplémentaires de bénéfices et 2 M€ de moins de dépenses. Je mets aux voix l'affaire n°10.

Pour : 49

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

11 - ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville / SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2009)

Philippe SAUREL : Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau St Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint Roch.

Son périmètre, d'environ 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au nord, la rue Colin à l'est, le boulevard Vieussens au sud et l'avenue de Maurin à l'ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville., avec la construction, d'environ 1500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare.

Ce quartier, très proche de la gare St Roch, sera parfaitement bien desservi par les trois lignes de tramways et la construction d'un parking public.

Pour la réalisation de la ZAC Nouveau St Roch, le Conseil municipal, par délibération du 4 mai 2009, a approuvé le contrat de concession d'aménagement au profit de la SERM.

Le bilan qu'il vous est proposé d'approuver reprend les mêmes équilibres que ceux présentés dans le bilan initial sans modifier le montant de la participation financière de la Ville (5 984 000 € HT). Cependant, à la suite d'études plus précises, ce bilan est marqué par une baisse des dépenses et des recettes résultant d'une diminution de la capacité du parking souterrain.

Le bilan s'équilibre en dépenses et recettes à 93 141 000 €. Les dépenses réalisées au 31 décembre 2009 s'élèvent à 33 000 €, les premières recettes sont attendues pour l'année 2010.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC Nouveau St Roch, qui a été établi au 31 décembre 2009 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2009,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame le Maire : Le temps de latence n'est pas le fait de la Ville mais est imputé à la SNCF. Je remercie, M. LEVITA, président de la SERM. Je mets cette affaire aux voix.

Pour : 42

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Madame DELONCLE sort de séance.

12 - Port Marianne - Jardins de la Lironde - Infrastructures primaires Mandat Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Avenant n° 5

Philippe SAUREL : La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Jardins de la Lironde, dont l'étude et la réalisation ont été confiées par la Ville à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), est entrée en 2003 en phase de réalisation. Elle permettra l'aménagement, sous la conduite de Christian de Portzamparc (architecte en chef de la ZAC), d'un nouveau quartier d'environ 2 000 logements dans le secteur de Port Marianne.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette ZAC, ainsi que le programme des équipements publics et les modalités de la participation financière de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser les principales infrastructures primaires suivantes, pour la partie qui ne concerne pas exclusivement la desserte du quartier :

- prolongement de la rue Léonard de Vinci depuis le quartier Blaise Pascal jusqu'à la place Matteo Manugerra (voie aujourd'hui réalisée) ;
- réaménagement de l'avenue Albert Einstein, dans le périmètre de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde ;
- réaménagement de la route de Vauguières, entre la rue Albert Einstein et la rue Léonard de Vinci (les travaux correspondants ont été réalisés durant l'année 2006 et début 2007) ;
- création de deux bretelles d'accès à la ZAC depuis l'avenue Pierre Mendès-France, classée route express, dont la réalisation a été autorisée par arrêté ministériel du 11 janvier 2007.

Par délibération du 5 novembre 2001, le Conseil municipal a décidé de confier par mandat à la SERM l'étude et la réalisation de ces aménagements primaires.

Un avenant n°1, approuvé par une délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, a permis de modifier la convention de mandat pour la proroger jusqu'au 31 décembre 2010.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la convention de mandat, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 26 juillet 2007 un avenant n°2 à la convention de mandat en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la convention de mandat afin de procéder au renforcement du réseau primaire d'eau potable entre les quartiers Blaise Pascal et Jardins de la Lironde par la réalisation d'une conduite de maillage sous l'avenue Pierre Mendès-France.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la convention de mandat prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011, en considération des travaux de voirie et de réseaux restant à effectuer.

Les travaux récemment réalisés, notamment en matière d'espaces verts, nécessitant un suivi de garantie suffisant dans le temps, un avenant n°5 à la convention de mandat vous est proposé en vue de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2009, le montant des dépenses constatées s'élevait à 6 534 000 € TTC pour un bilan prévisionnel total des dépenses de 7 878 000 € TTC.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 de l'opération de mandat "Port Marianne-Jardins de la Lironde / Infrastructures primaires" qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2009 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°5 à la convention de mandat en vue de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 41

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

13 - Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Avenant n° 10

Philippe SAUREL : La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès-France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. Le BETEREM et les services municipaux assurent respectivement la conception technique des aménagements à réaliser et le contrôle de leur exécution.

La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, notamment un gymnase et un groupe scolaire.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n° 1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès-France.

Par délibération en date du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification. Un avenant n° 2 au traité de concession était approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en

cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

Suite à la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

La reprise par la SERM de l'aménagement d'une parcelle située au sud de la ZAC, en bordure de la place Tycho Brahé, permet d'envisager la réalisation d'une nouvelle opération de logements d'environ 2500 m² de SHON dont le chantier pourrait intervenir en 2011-2012. C'est pourquoi un avenant n° 10 à la concession d'aménagement vous est proposé en vue de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Le bilan de l'exercice 2009 s'établit à 19 430 000 € en dépenses et en recettes dont 18 245 000 € réalisés en dépenses et 18 580 000 € en recettes au 31 décembre 2009.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,

- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2009,
- d'approuver les termes de l'avenant n° 10 à la concession d'aménagement de la ZAC Blaise Pascal visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 41

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Monsieur ARAGON Madame BOYER avec la procuration de Madame AMINA
BENOUARGHA-JAFFIOL sort de séance.

14 - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2009) Avenant n° 9

Philippe SAUREL : La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer se développe en rive droite du Lez, entre l'urbanisation existante et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

Plusieurs promoteurs et architectes ont mis en œuvre depuis plusieurs années les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, validé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé

l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération doit permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoit également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier.

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Grâce à cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent en 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une nouvelle procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine

le long de la rue de Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la future 3^{ème} ligne de tramway réalisée par la Communauté d'agglomération.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener dès maintenant les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest du parvis du futur hôtel de Ville (opération « Parvis 2 ») pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM de l'opération « Parvis 2 » prévue par l'avenant n° 5 à la concession d'aménagement, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC (phase 3), déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Enfin, pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

La Ville souhaite aujourd'hui solliciter l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places. Cette mission aura pour objectif de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Pour cela, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement vous est proposé en vue

d'adapter en ce sens les missions de la SERM.

Cet avenant intègre également une modification de l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement, dont le montant total est inchangé par rapport à l'exercice 2008 (25 394 400 € HT), pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Au 31 décembre 2009, les dépenses engagées et les recettes perçues s'élevaient respectivement à 68 486 000 € et à 68 097 000 € pour un bilan prévisionnel total de 112 780 000 € en dépenses et en recettes, stable par rapport au bilan de l'exercice 2008.

Comme ceux des exercices précédents, le nouveau bilan prévisionnel intègre le rachat du parking public par la Ville pour un montant de 14 251 000 € HT qui est cependant décalé d'un an, de 2011 à 2012.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2009 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 9 à la concession d'aménagement pour, d'une part, permettre à la SERM d'assister techniquement la Ville dans la procédure de désignation du futur concessionnaire du parking public et, d'autre part, modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville pour les équipements primaires de la ZAC ;
- de prendre acte du document joint, identifiant les cessions et les acquisitions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Madame le Maire : Le futur Pont de la République constituera un axe structurant. Je mets aux voix cette affaire.

Pour : 39

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

15 - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Avenant n°9

Philippe SAUREL : Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur. Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus. Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibérations du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, totalisera environ 1 500 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également

réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (avenue Raymond Dugrand et avenue Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

Suite à la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 800 places, sera situé sous l'îlot H de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permettra de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

La participation financière de la Ville à l'opération, destinée à financer en partie la réalisation de l'avenue Théroigne de Méricourt, reste inchangée (2 192 000 € au total), mais est reportée en 2012 et 2013 (au lieu de 2010 et 2011) eu égard à la bonne santé financière de l'opération. Dans ce contexte, un avenant n°9 à la concession d'aménagement vous est proposé pour modifier en ce sens l'échéancier de versement de la participation de la Ville. Par ailleurs, compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment de ceux nécessaires à la réalisation du programme de l'îlot H et de son parking public dont le planning est désormais connu, cet avenant propose également de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2009, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 39 698 000 € pour montant total prévisionnel de 73 902 000 €. Ce montant est en diminution de 3 101 000 € par rapport à l'exercice 2009 du fait de la suppression de postes d'aléas devenus inutiles au regard de l'avancement de l'opération. A la même date les recettes perçues s'élevaient

à 49 436 000 € pour un montant total prévisionnel de 73 902 000 € équilibrant les dépenses .

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2009 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°9 à la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur tel qu'il vous est proposé en annexe de la présente délibération, prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018 et modifiant l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 39

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Mesdames BLANPIED avec la procuration de Madame FARGIER et DELONCLE reviennent en séance.

16 - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Avenant n°8

Philippe SAUREL : Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette

même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements

publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

Enfin, l'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Marianne », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

Depuis, la très bonne commercialisation de la ZAC a généré un niveau de recettes suffisamment important qui permet de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Une grande partie des aménagements de la partie ouest de la ZAC restant à réaliser en particulier pour accompagner les constructions en cours ou à venir sur les flots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement vous est proposé en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2009, les dépenses engagées s'élevaient à 31 792 000 € pour un montant de recettes perçues de 31 436 000 €, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibrant à 41 515 000 € en dépenses et en recettes.

Conformément à ce que prévoyait le programme des équipements publics de la ZAC, le versement du fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 000 000 € pour la réalisation du gymnase du lycée Marianne est intervenu courant 2009.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2009 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 8 à la concession d'aménagement visant à proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

J'ajoute qu'à la demande des habitants du quartier, nous avons acquis la propriété Théron qui nous permettra d'installer un centre commercial de quartier composé de plusieurs commerces de proximité. Nous profiterons également de mettre en place des équipements publics, si besoins, en tenant compte de la croissance démographique des Jardins de la Lironde.

Pour : 42
Contre : /
Abstention : 7
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

17 - Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009)

Philippe SAUREL : La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la nouvelle faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à

permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment abrite à la fois des équipements publics sous l'appellation « Maison de l'Occitanie et de l'Ibérie » (devenue depuis « Espace Jacques I^{er} d'Aragon ») et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

Suite à la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme de l'îlot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2009, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 46 260 000 € en dépenses et en recettes dont 44 245 000 € engagés en dépenses et 46 188 000 € perçus en recettes.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2009,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 42

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Monsieur TSITSONIS revient en séance.

18 - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche Concession d'aménagement Ville / SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009)

Philippe SAUREL : Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, en sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbaniste-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (BET environnemental).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonné,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne - Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 29 mars 2010, a établi le bilan définitif de la concertation, approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM). La dite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné sous l'appellation « Pont de la République » assurera la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles,...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et le futur hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque,...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche.

Les procédures correspondantes sont en cours sous l'autorité de Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon et devraient aboutir en fin d'année 2010.

Au 31 décembre 2009, les dépenses engagées s'élevaient à 1 705 000 € et aucune recette n'était encore perçue. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 34 974 000 €, stable par rapport au bilan annexé à la concession d'aménagement lors de son approbation par le Conseil municipal.

Ce bilan intègre le versement d'un fonds de concours à la Ville de 5 000 000 € échelonné sur les années 2014, 2015 et 2016.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2009 ;
- de prendre acte du document joint, identifiant les acquisitions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

19 - PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Avenant n°3 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissances publique (année 2009)

Christian BOUILLE : Afin de poursuivre la restructuration, dans un objectif de développement durable, des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse

des dépôts et consignment, un projet de rénovation urbaine. Celui-ci se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) doit permettre d'améliorer les conditions de vie des habitants, d'assurer une mixité sociale, d'ouvrir le quartier sur la ville et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Ce projet traduit un programme ambitieux qui doit notamment conduire à :

- réaliser la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier ;
- restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial, ...) ;
- rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (démolition d'environ 480 logements et reconstruction sur site d'environ 330 logements sociaux et d'environ 160 logements privés, réhabilitation d'environ 370 logements, scission de l'ensemble en plusieurs copropriétés en vue d'en permettre la gestion dans de bonnes conditions).

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard - Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard - Pergola) - 1^o phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard - Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette concession a pour objet de confier à un concessionnaire, sous sa responsabilité, la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 4 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclare d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard - 1^o phase, et déclare cessibles et en urgence au profit de la SERM les immeubles nécessaires à ladite opération.

Le bilan qui est présenté s'établit donc à 50 636 000 € en dépenses et 50 636 000 € en recettes, dont 10 754 000 € réalisés en dépenses et 9 185 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2009.

L'avenant n°1 en 2008 actait d'une refaction de la participation de la Ville de Montpellier de

872 775 € au bilan de l'opération.

L'avenant n°2 en 2009 prévoyait une prorogation de la durée de la concession dont le terme est fixé au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 € (deux années supplémentaires).

L'avenant n°3 intègre le bilan en matière de gestion locative et en conséquence une participation complémentaire de la Ville de 273 000 €.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 qui est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2009 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 joint à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Monsieur ARAGON, Mesdames BOYER avec la procuration de Madame BENOUEARGHA-JAFFIOL, MIRAOUI reviennent en séance.

20 - ZAC MALBOSC - Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2009)

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement

concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il a pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Tous les lots des tranches 5 et 6 ont été cédés et sont en cours de construction. Les bâtiments « Les Fontaines » ont été démolis et seront immédiatement reconstruits. Seuls resteront à engager les restaurants ou activités, place Saint Fiacre, et l'aménagement de l'entrée de la ZAC.

Le bilan qui est présenté s'établit à 53 770 000 € en dépenses et 53 770 000 € en recettes, dont 48 827 000 € réalisés en dépenses et 51 814 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2009.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2009 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2009,
- de prendre acte du document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

21 - ZAC OVALIE - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2009)

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, la Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé d'une part le dossier de réalisation, d'autre part le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral, en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie sont déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier en offrant, dans un cadre paysagé de qualité, environ 2100 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics majeurs bordés de commerces et d'équipements publics permettant d'assurer une animation des lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par ailleurs la Communauté d'agglomération de Montpellier a implanté le stade de rugby « Yves du Manoir » en bordure du quartier Ovalie, participant ainsi à la valorisation de ce secteur de ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 26 octobre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Le bilan a été augmenté mais reste équilibré en dépenses et en recettes sans participation complémentaire d'équilibre de la Ville.

Le fonds de concours (1 950 000 €) reste inchangé et correspond à une participation à la construction de l'école « Espace Olympe de Gouges » perçue en 2008 (1 450 000 €) et aux travaux du château d'eau (500 000 €) en 2009.

Le bilan qui est présenté s'établit à 69 990 000 € en dépenses et 69 990 000 € en recettes, dont 38 696 000 € réalisés en dépenses et 23 232 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2009.

Par ailleurs, il est à noter qu'une recette FAU (Fonds d'Aménagement Urbain) de 1 000 000 € a été perçue partiellement en 2008 et 2009, le solde (430 000 €) reste à percevoir sur les exercices à venir.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009, qui est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;

- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2009 ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Madame MOSCHETTI-STAMM sort de séance.

22 - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur nord-est de la place Ernest Granier et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2009) Avenant n°5

Philippe SAUREL : Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Marianne au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont

conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Marianne (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m² de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 26 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé de dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite à la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne, la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Au 31 décembre 2009, le montant total des charges engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 19 071 000 €, pour un bilan prévisionnel de 111 765 000 €.

A la même date, le montant total de recettes constatées est de 17 348 000 €, pour un bilan prévisionnel de 111 765 000 €.

L'équilibre du bilan permet de dégager un fonds de concours de 1 000 000 € au bénéfice de la Ville dont une première moitié sera versée au dernier trimestre 2010 et l'autre au premier trimestre 2011.

La participation financière de la Ville au bilan de la concession d'aménagement est en diminution de 1 126 000 € HT par rapport au bilan précédent, s'établissant à 34 211 000 € HT. Cette diminution correspond à la participation financière versée par la Communauté d'Agglomération à la concession pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway.

En conséquence, un avenant n°5 à la concession d'aménagement vous est proposé visant à acter la réduction de la participation de la Ville et à modifier son échéancier prévisionnel de versement dans le temps. Cet avenant n°5 a également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire de suivi des performances énergétiques mis en œuvre dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ». Cette mission, réalisée par le département « Energie » de la SERM, consiste à mettre en place des comptages spécifiques et un suivi sur deux ans des constructions de la 2^e tranche de la ZAC, ainsi qu'à réaliser une évaluation des programmes de la 1^{ère} tranche.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne-Parc Marianne, le secteur nord-est de la place Ernest Granier et l'avenue Raymond Dugrand, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2009 ;
- de prendre acte du document joint, identifiant les acquisitions et les cessions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 et qui vous a été présenté,
- d'approuver les termes d'un avenant n°5 à la concession d'aménagement actant, d'une part, la réduction de la participation financière de la ville et le recalage dans le temps de son échéancier prévisionnel de versement et, d'autre part, l'attribution à la SERM d'une mission complémentaire de suivi des performances énergétiques mis en œuvre dans le cadre d'une démarche « éco quartier » ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Madame le Maire : Je suis d'accord avec le Président de l'Agglomération. Le musée d'art contemporain ne constitue pas, aujourd'hui, une priorité – au contraire des lignes n°4 et 5 du tramway.

Philippe SAUREL : J'ajoute que cette ZAC a été primée par la Caisse des dépôts et consignations pour l'ensemble des énergies renouvelables qu'elle présente.

Madame le Maire : Je mets aux voix cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Madame DOMBRE-COSTE et Monsieur DELAFOSSE avec la procuration de Madame BIGAS sortent de séance, Monsieur THINES avec la procuration de Monsieur TOUCHON revient en séance.

23 - ZAC Port Marianne - Consul de Mer - Futur Hôtel de Ville - Mandat Ville / SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2002, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Futur Hôtel de Ville de Montpellier. Cette délibération faisait suite à l'approbation, le 24 septembre 2002, par le Conseil Municipal, du dossier de concours qui comprenait en particulier le programme et le coût prévisionnel de l'opération.

Ce programme prévoyait, sur 25 000 m² de SHON, l'accueil du public, la salle du Conseil Municipal, la salle des rencontres, les bureaux des élus et du personnel, les espaces communs, les locaux techniques et la réalisation de 700 places de stationnement. La convention de mandat a été signée le 08 janvier 2003.

A la suite du concours de maîtrise d'œuvre, lancé par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2002, Jean Nouvel et François Fontes ont été choisis pour réaliser l'Hôtel de Ville, et le Conseil Municipal du 25 juillet 2003 a approuvé l'attribution du contrat de maîtrise d'œuvre au groupement « Ateliers J. Nouvel / F. Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Par ailleurs, par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil Municipal a décidé que le parking initialement prévu dans le mandat Ville - SERM, serait réalisé par la SERM dans le cadre de la convention publique d'aménagement de l'opération ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. L'avant projet sommaire a été remis début 2004, et l'avant projet détaillé approuvé par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} février 2005.

A l'issue des consultations d'entreprises réalisées en 2006 et 2007, l'attribution de la plupart des lots a permis le démarrage du chantier du Futur Hôtel de Ville en novembre 2007, pour une durée prévisionnelle de 39 mois.

D'autre part, 2 avenants ont été approuvés en Conseil Municipal :

Un avenant n°1 approuvé au Conseil Municipal du 26 juillet 2007, autorisant la SERM à confier la mission de coordination SPS, après mise en concurrence, à un prestataire extérieur, après sa suppression dans la convention du mandat.

Un avenant n°2 approuvé au Conseil Municipal du 27 juillet 2009, permettant l'intégration, dans la convention de mandat Ville / SERM, des frais d'étude, par l'agence AIK, pour la mise en valeur nocturne du bâtiment. Cet avenant mentionne également l'intégration des frais de concertation et de communication auprès des montpelliérains aux frais divers de la convention de mandat.

Par ailleurs, la Ville a retenu la proposition des architectes, d'intégrer les meubles de rangement aux cloisons séparatives des bureaux avec la circulation, elle a, de plus, souhaité porter la capacité de la salle du Conseil Municipal à 104 places.

Au 31 décembre 2009, ont été réalisés 58 240 000 € T.T.C de dépenses, dont 26 499 000 € TTC au cours de l'exercice 2009. Le bilan prévisionnel du mandat, arrêté au 31 décembre 2009, et actualisé en valeur janvier 2010, s'établit à 128 108 000 € TTC. Ce bilan tient compte de l'intégration des mobiliers des cloisons séparatives des bureaux avec les circulations, de l'augmentation de la capacité de la salle du Conseil et de l'évolution des indices de prix de la construction pour l'année 2009.

Pour des raisons d'optimisation de trésorerie, l'avance du fonds de roulement de 1 500 000 €, remboursable en fin d'opération est maintenue.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2009 du mandat de réalisation du Futur Hôtel de Ville de Montpellier, présenté par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) mandataire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération, établi par la SERM au 31 décembre 2009,
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 44

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

24 - PORT MARIANNE - Mandat d'acquisitions foncières VILLE / SERM - Compte-rendu annuel à la collectivité (Exercice 2009)

Philippe SAUREL : L'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer en organisant plusieurs quartiers possédant chacun son caractère propre autour d'un port et d'un grand parc public. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention Ville/Société d'équipement de la région montpelliéraine concernant les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement ; 9 avenants à cette convention ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007 et du 24 juillet 2008.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2009.

Le solde des terrains acquis et non intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non opérationnels en 1993. La valeur cumulée de ces terrains, au 31 décembre 2009, représentait 16 233 000 €. Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur.

Le montant total du mandat s'élève à 23 704 000 € TTC, dont 21 105 000 € TTC ont été réalisés au 31 décembre 2009.

Il faut noter que dans le cadre du mandat qui fait l'objet du présent compte-rendu la SERM n'a pas exercé de prérogatives de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation,...).

Pour l'année 2010, la Ville a demandé à la SERM d'assurer le préfinancement des charges en application de l'article 8 titre II de la convention de mandat.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2009, qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine à la date du 31 décembre 2009,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 44

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

25 - MONTPELLIER GRAND CŒUR Avenant n°8 à la concession d'aménagement - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2009) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2009) Avenant n°2 à la convention de trésorerie

Christian BOUILLE : La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

Sur l'exercice 2003, le programme des équipements publics a été modifié pour intégrer la réalisation de la passerelle du Corum et ses abords. Le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 67 894 600 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 13 162 600 € HT (sur 10 ans).

Sur l'exercice 2004, le bilan prévisionnel a été réactualisé en fonction du renforcement de l'action

pour la dynamisation des commerces et activités. Le total du bilan est passé de 67 894 600 € HT à 77 296 600 € HT, la participation de la Ville de 13 162 600 € HT à 18 914 500 € HT.

Sur l'exercice 2005, le bilan prévisionnel prend en compte notamment une évolution des actions commerciales sur le centre ville consécutives à la mise en œuvre du protocole Centre ville/Odysséum. Le total du bilan est passé de 77 296 600 € HT à 88 510 300 € HT, la participation de la Ville de 18 914 500 € HT à 19 267 200 € HT.

Sur l'exercice 2006, les objectifs du programme sont augmentés, 10 millions d'euros de plus d'acquisitions foncières, augmentation du programme de logements à produire, constitution de réserves foncières pour la dynamisation commerciale. Le total du bilan est passé de 88 510 300 € HT à 102 615 300 € HT, la participation de la Ville de 19 267 200 € HT à 20 113 500 € HT.

Sur l'exercice 2007, de premiers surcoûts architecturaux et techniques (augmentation du coût des matériaux) pour la passerelle du Corum ont été intégrés, l'enveloppe d'acquisitions foncières pour intervenir sur les sites stratégiques commerciaux a été augmentée, et la restauration des locaux destinés aux artisans d'art boulevard de Bonnes Nouvelles a été engagée. Le total du bilan est passé de 102 615 300 € HT à 104 663 500 € HT, la participation de la Ville de 20 113 500 € HT à 21 091 500 € HT.

Sur l'exercice 2008, le coût de la passerelle du Corum a été réévalué en fonction des résultats de l'appel d'offre de travaux, une nouvelle Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH RU) a été anticipée sur les secteurs Gambetta/Clemenceau/Figuerolles/Nord Ecusson, pour succéder à celle qui s'est terminée fin 2009, et la répartition du programme de production de logements, entre constructions neuves sur « friches urbaines » et réhabilitation de bâti ancien a été ajustée pour tenir compte des réalités opérationnelles. Le total du bilan passe de 104 663 500 € HT à 103 215 900 € HT, la participation de la Ville de 21 091 500 € HT à 21 935 768 € HT (y compris un apport en nature de 210 000 € : les locaux de l'atelier des métiers d'art, boulevard de Bonnes Nouvelles).

Cette année, le programme prévisionnel de production de logements est à nouveau ajusté en fonction des réalités opérationnelles : la part de « constructions neuves » augmente par rapport aux opérations « dans l'ancien », dans un volume global légèrement en hausse (10% de « neuf » en plus et 5% de moins « dans l'ancien »), le nombre de logements sociaux publics est inchangé, celui de l'accession libre « dans le neuf » légèrement augmenté, celui de l'accession aidée « dans l'ancien », légèrement diminué.

Les coûts d'acquisition et de cession, notamment pour les biens commerciaux, sont réactualisés en fonction de la réalité du marché.

Ces ajustements de programme, actualisations, indexations, n'ont pas d'incidence sur la participation d'équilibre de la Ville.

Dans la partie « équipements publics » de la concession, la construction d'un deuxième ascenseur pour la passerelle du Corum (l'utilisation « publique » des ascenseurs intérieurs du Corum s'étant révélée incompatible avec le fonctionnement de cet équipement) et l'intégration du réaménagement du bas de la rue d'Argencourt au programme, se traduisent par une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de 250 000 € HT (à l'issue des travaux, la gestion de la passerelle et de ses ascenseurs sera transférée à la Communauté d'agglomération pour être intégrée à la délégation de service public du Corum).

Ainsi, le total du bilan prévisionnel passe de 103 215 900 € HT à 105 497 000 € HT, la participation de la Ville de 21 935 768 € HT à 22 185 768 € HT. La TVA ne s'appliquant que partiellement, pour la passerelle et ses abords, la participation TTC de la Ville est de 22 887 213 € sur 10 ans.

Pour diminuer le montant des frais financiers, le système d'avances infra-annuelles, mis en place l'année dernière, est renforcé. Les remboursements des avances initiales prévus en 2011 et 2012 sont maintenus. Cette modification fait l'objet d'un avenant n°2 à la convention de trésorerie.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités

territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Montpellier Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2009, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM et d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°8 à la concession d'aménagement,
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2009 et le 31 décembre 2009,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2009,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire,

Pour : 44

Contre : /

Abstention : 7

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Madame DOMBRE-COSTE, BENEZECH, MOSCHETTI-STAMM et Monsieur DELAFOSSE
avec la procuration de Madame BIGAS reviennent en séance.

26 - Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2009 sur la base de son compte administratif

Max LEVITA : Conformément à l'article L 5211-3) du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de Montpellier et les délégués de la Commune présentent au Conseil Municipal le rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la base de son compte administratif. Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

I) - Les grands équilibres financiers

Avec des dépenses d'équipement de près de 170M€ la Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi le développement de son territoire en 2009.

Les indicateurs de gestion à retenir sont les suivants : baisse des dépenses de fonctionnement de 0.7%, niveau d'investissement le plus élevé des Communautés d'agglomérations de plus de 200 000 habitants sur 2004-2008.

Décomposition des dépenses d'équipement du budget consolidé :

Budget Principal : 141.6M€ / Services Funéraires : 0.35M€ / Assainissement : 28M€

Les 3 principaux postes de dépenses (investissement + fonctionnement) :

Transports urbains et voirie : 139M€ / Environnement : 69M€ / Culture, sports et solidarité : 99M€

Les 3 principaux postes de recettes :

Taxe professionnelle : 122.3M€ / Versement Transport : 65M€ / Taxe Enlèvement Ordures Ménagères : 54M€

A noter que 2009 constitue le dernier exercice de perception de la taxe professionnelle, principale recette fiscale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant son remplacement à partir de 2010 par la Contribution Economique Territoriale.

La fiscalité est maîtrisée grâce au maintien des taux de taxe professionnelle et de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Le produit fiscal est cependant en augmentation grâce au seul dynamisme des bases.

La Dotation Globale de Fonctionnement versée par l'Etat (76.3M€) a augmenté de 4% du fait de la prise en compte de l'augmentation de la population.

La capacité d'autofinancement de la Communauté d'Agglomération est élevée :

- L'épargne brute atteint 96M€ (26.4% des recettes de fonctionnement ; + 10% par rapport à 2008)
- L'épargne nette (épargne brute hors remboursement du capital de la dette) s'élève à 71M€ (+ 12% par rapport à 2008).

De plus, la capacité de désendettement s'établit à 6.1 ans (seuil d'alerte fixé à 12 ans par la Banque Européenne d'Investissement).

II) - Les réalisations 2009 :

1) Transports en commun et voirie : une forte augmentation de fréquentation a été enregistrée (67.7 Millions de voyageurs sur les 2 lignes de tramway soit + 2.2% / 2008).

Concernant le réseau tramway :

- l'extension de la première ligne de tramway a été mise en service en septembre 2009
- on note une augmentation de la fréquentation de la Ligne 2 avec une hausse de 7.1%
- les dépenses relatives à la construction de la Ligne 3 se sont élevées à 33.8M€

Trois axes d'interventions ont été développés en faveur des transports en commun : voiries pour les transports en commun, voiries d'intérêt communautaire et jalonnement directionnel.

2) Gestion des déchets : l'année 2009 a été marquée par la montée en puissance des installations de traitement et de valorisation des déchets et le renforcement des collectes sélectives prévus dans le cadre de la nouvelle filière globale de gestion des déchets adoptée en novembre 2002.

L'agglomération a poursuivi sa politique de collecte en 2009 et a obtenu deux distinctions :

- la certification ISO 9001 de la régie de collecte communautaire pour la qualité des services rendus ;
- la labellisation « Qualitri » en 2009 relative au service public de collecte délivrée par Eco emballage

3) Assainissement et lutte contre les inondations : 43.6M€ d'investissements ont été réalisés en 2009 dans le cadre des travaux relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement, aux nouvelles stations d'épuration, aux travaux de lutte contre les inondations de la Vallée du Lez .

4) Culture : 46 M€ ont été consacrés à la politique culturelle. On a pu noter l'extension de l'Aquarium Mare Nostrum, la construction de l'Agora de la Danse, les travaux et la restauration de divers mobiliers de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran.

5) Sport : l'année 2009 a été marquée par la poursuite du programme d'investissements des nouvelles piscines : Poséidon à Cournonterral et Les Néréides à Lattes et par le soutien des associations et clubs sportifs.

6) Aménagement de l'espace et développement économique : 4 nouvelles démarches de PLU (Plan Local d'Urbanisme) ont fait l'objet d'un accompagnement technique et d'un soutien financier de l'Agglomération dans le cadre du SCOT (Schéma de cohérence territoriale). Le PDU (Plan de déplacements urbains) se poursuit en vue d'une approbation mi 2010.

Dans le domaine de l'habitat, 5 301 logements neufs ont été mis en chantier en 2009, soit une augmentation de 43% par rapport à 2008. Dans le cadre de la délégation de compétence de l'Etat, la Communauté d'Agglomération a financé 1 236 logements locatifs sociaux en 2009 pour 2.2M€ de crédits délégués de l'Etat.

L'année 2009 a été marquée par l'obtention du label Ecocité, par la mise en service du centre commercial Odysseum, et par des opérations d'accompagnement des Lignes 2 et 3 du tramway. Concernant le développement économique et l'emploi, on note la création d'infrastructures économiques performantes et l'innovation des services proposés aux entrepreneurs, le développement de l'emploi, la promotion du territoire et de son économie.

8) Services funéraires : dans le cadre de la certification « NF Services », l'année 2009 a été consacrée au traitement qualitatif relatif à l'accueil des usagers et à la prise en charge des familles en deuil

9) Solidarité intercommunale : Montpellier Agglomération a poursuivi en 2009 son soutien aux projets réalisés par les communes présentant à la fois un intérêt supra-communal et cohérent avec le projet d'Agglomération à hauteur de 2.8M€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Jean-Louis ROUMÉGAS : Je regrette que le Président de l'Agglomération ne soit pas resté au moment où le Conseil municipal examine un rapport qui le concerne, dans le cadre duquel certains membres qui ne siègent pas à la Communauté d'Agglomération souhaitent peut-être s'exprimer. Surtout, la Ville de Montpellier est représentée, en principe, par la moitié de la Communauté d'Agglomération.

Je vais faire part de quelques remarques à l'Agglomération, en ce qui concerne plusieurs sujets. Le premier concerne les transports en commun et la voirie. Je regrette d'avoir appris *via* la Gazette de Montpellier que l'Agglomération avait pour projet, illogique, de créer un « ring » non complet. Or, il est indispensable qu'il passe par le boulevard du Jeu de Paume afin que nous bénéficions d'une ligne réellement circulaire qui offrirait d'intéressantes interconnexions.

En ce qui concerne les déchets, contrairement aux affirmations du rapport, l'effort sur la collecte sélective – qui entraîne des dysfonctionnements dans les unités de traitement comme la méthanisation – n'est pas satisfaisant. La montée en puissance n'a pas été suffisante pour accompagner la mise en service de l'usine de méthanisation. La communication et la sensibilisation des habitants de l'agglomération et de Montpellier en particulier ont été trop faibles. Dans une lettre adressée au Maire de Montpellier et au Président de l'Agglomération que j'ai reçue en copie, une petite entreprise qui dépend de la collecte des déchets ménagers exprime sa peine vis-à-vis du refus de sa demande de réaliser le tri et le ramassage de ses déchets.

Au sujet du développement économique, il existe une contradiction entre le souhait de la Ville de maintenir un commerce de proximité dans le respect des engagements signés avec la CCI et l'Agglomération sur Odysseum 2, et la volonté de l'Agglomération de développer dans des zones périphériques des grandes surfaces qui nuisent au commerce de proximité et qui, en plus, fonctionnent très mal.

Je souhaite donc que la Ville de Montpellier pèse de tout son poids pour réorienter les dossiers relatifs à ces problématiques.

Philippe SAUREL : Je voudrais profiter de l'occasion offerte par la présentation de ce dossier sur la politique de l'Agglomération au Conseil municipal pour faire allusion à mon inquiétude apparue après la lecture d'un article paru dans *Midi libre* sur l'état d'avancée de la discussion du SCoT du Pays de l'Or. Il est important qu'il existe, dans les mêmes zones urbaines, une cohérence entre les aménagements respectifs afin d'éviter les hiatus entre les territoires et d'amener un bien-être général. L'État a d'ailleurs mis en place des inter-SCoT sous la responsabilité des Préfets et des Présidents des Conseils généraux. Or, cet article a diffusé l'information selon laquelle le Pays de l'Or avait pour base, dans son raisonnement pour l'édification de son Schéma de cohérence territoriale, l'acceptation de 13 000 nouveaux habitants jusqu'en 2025. Nous pouvons nous demander où se situeront les nouveaux logements pour accueillir cette population. La réponse est simple : ces constructions se réaliseront dans l'agglomération de Montpellier. Ce Schéma de cohérence territoriale est en cours de discussion par les huit communes du Pays de l'Or. Mais j'aurais souhaité que les instances responsables des discussions entre ces SCoT se rapprochent afin de trouver une harmonisation en termes d'habitat, en équilibrant la pression de manière homogène et non en la concentrant uniquement sur la ville et l'agglomération de Montpellier.

Madame le Maire : Je réponds à M. ROUMÉGAS en précisant que le *ring* (ligne n°4) est un anneau brisé. Aujourd'hui, il existe quand même un avantage pour les usagers des lignes n°2 et 3, qui bénéficieront de temps de parcours plus réduits. En revanche, les gens qui souhaitent se rendre du Près d'Arènes au Corum rencontreront des difficultés. Une fois le tramway arrivé sur la place Albert 1^{er}, il devra faire demi-tour pour poursuivre son chemin alors qu'il serait plus simple de réaliser un cercle complet.

Pour réaliser un anneau complet, la ligne n°5 sera indispensable. Elle desservira aussi le campus, situé entre la faculté des lettres et la faculté des sciences.

Avec ses cinq lignes de tramway, la ville de Montpellier bénéficiera d'un maillage performant. Tout le monde souscrira alors à l'ensemble de ce réseau. Des travaux en sous-terrain sont actuellement en cours sur la ligne n°3 au niveau du boulevard du Jeu de Paume, de manière à ne pas tout modifier au moment de construire la ligne n°5.

En ce qui concerne le traitement des déchets, est-ce que vous pourriez intervenir, M. MORALÈS, par rapport à l'usine de méthanisation Ametyst ?

Christophe MORALÈS : Il est nécessaire de tenir compte de la montée en puissance de cette usine, notamment des digesteurs. Elle est concomitante avec les nouveaux digesteurs qui entreront en fonction et la collecte qui s'établit dans les parties collectives de la plupart du parc immobilier. ACM prend une part prépondérante dans des opérations citoyennes de suivi de ces collectes sélectives. Le cas cité concerne des particularités qui ne sont pas encore prises en compte dans les collectes des poubelles bio, mais qui le seront lors de l'extension dans ces quartiers. La demande est donc comprise, mais elle doit être graduelle. Elle le sera au fur et à mesure de l'état d'avancement de l'usine de méthanisation dont le rendement est de plus en plus perfectionné et dont les nuisances sont de moins en moins importantes pour les habitants de la deuxième périphérie.

Madame le Maire : Au sujet du commerce de proximité, je compte bien respecter mon engagement avec les différents partenaires. Je rappelle que ma signature a permis de débloquent le projet Odysseum et le Crowne Plaza – en construction devant le Corum. J'ai aussi adressé une demande à l'Agglomération pour un schéma d'urbanisme commercial, demande qui n'est pas satisfaite aujourd'hui. Toutefois, je confirme que ce schéma reste dans l'intérêt de la ville de Montpellier et de toute son agglomération – et même au-delà, à savoir l'ensemble du bassin de vie de Montpellier. Nous devrions tous nous attacher à travailler sur ce dossier, essentiel pour l'avenir du commerce.

Le conseil municipal prend acte de cette communication.

Madame COUVERT arrive en séance, récupère sa procuration auprès de Madame QVISTGAARD et Madame DELONCLE sort de séance.

27 – TAM - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Arceaux - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA : Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Arceaux situé Place des Arceaux à Montpellier pour une durée de trois ans du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2010 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TAM a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement des Arceaux présente une capacité globale de 200 places (198 places publiques et 2 places à mobilité réduite).

Il est ouvert 24h/24h et 7j/7j. L'accès se fait par la rue Paladilhe.

- Fréquentation et recettes

En 2009, le nombre d'abonnés a augmenté de 8%. Les recettes pour les abonnements s'élèvent à 60,7K€HT, soit une hausse de 11% par rapport à 2008. Les abonnés résidents représentent 28% contre 21% en 2008.

A l'inverse, le nombre de clients « horaire » a diminué de 6% par rapport à 2008. Les recettes « horaires » s'élèvent à 369,2K€ ; soit une baisse de 3% par rapport à 2008.

Le montant total des recettes (horaires+abonnés) se monte à 430K€ HT, soit un recul de 5,6K€ par rapport à 2008.

- Tarifs horaires et formules d'abonnements

Une évolution des tarifs est intervenue au 1^{er} août 2009. Selon les tranches horaires, cette évolution s'établit de 10 à 50cts d'euros.

Tranches Horaires "jour"	août-08	août-09	Variation
0h30	1,00 €	1,00 €	0,00%
01h00	1,80 €	1,90 €	5,60%
01h30	2,60 €	2,70 €	3,80%
02h00	3,40 €	3,50 €	2,90%
02h30	4,20 €	4,30 €	2,40%
03h00	4,80 €	5,00 €	4,20%
03h30	6,00 €	6,20 €	3,30%
04h00	6,30 €	6,50 €	3,20%
05h00	6,60 €	6,80 €	3,00%
06h00	7,20 €	7,40 €	2,80%
07h00	7,80 €	8,00 €	2,60%
08h00	8,40 €	8,60 €	2,40%
09h00	9,00 €	9,20 €	2,20%
10h00	9,60 €	9,90 €	3,10%
11h00	10,00 €	10,20 €	2,00%
Forfait entre 12h00 et 14h00	0,50 €	0,50 €	0,00%
Forfait entre 20h00 et 7h00	1,00 €	1,20 €	20,00%
Plafond par 24h00	12,00 €	12,50 €	4,20%
Dimanche entre 7h00 et 20h00	0,00 €	0,00 €	0,00%

Concernant les abonnements, les tarifs ont été maintenus à l'exception du tarif « permanent travail ».

La politique tarifaire en place vise à favoriser le stationnement des résidents.

Catégories	août-08	août-09	Variation
Permanent résident	50,00 €	50,00 €	0,00%
Forfait Grand Coeur	90,00 €	90,00 €	0,00%
Résident nuit & WE (+ jours férié)	10,00 €	10,00 €	0,00%
Permanent travail	90,00 €	95,00 €	5,60%

- Personnel et équipements

Afin d'assurer une présence de personnel pendant les heures d'ouverture du parking, 5,7 ETP (équivalent temps plein) sont nécessaires. Cet effectif se décompose en 2,25 ETP TAM et 3,45 ETP Sous-traitant. Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux

Pas de travaux en 2009

2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
TOTAL DES PRODUITS	447,0	440,6	-1,43%
Recettes parc	435,6	430,0	-1,29%
Autres recettes	1,4	10,3	635,71%
Produits divers / Produits de cession	10,0	0,3	-97,00%
TOTAL DES CHARGES	435,8	417,8	-4,13%
Frais de fonctionnement	334,4	358,2	7,12%
Personnel d'exploitation	289,2	285,8	-1,18%
Entretien, maintenance, véhicules	2,4	8,2	241,67%
Energie, eau	2,1	1,9	-9,52%
Administration, bureaux, structures	31,4	53,6	70,70%
Impôts et taxes	9,3	8,7	-6,45%
Charges financières	101,4	59,6	-41,22%
Charges exceptionnelles	21,5	0,0	-100,00%
Amortissements / Amodiations	29,2	20,8	-28,64%
Redevance fixe	20,0	25,0	25,00%
Redevance variable + plafonnée	30,8	13,8	-55,19%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	11,2	22,8	103,57%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- le poste Administration, bureaux, structure qui a augmenté de +70,7% du fait essentiellement des frais d'études qui ont été engagés pour la création du nouveau local d'accueil des usagers et qui s'élèvent à 23,4K€ ;
- le montant de la redevance fixe qui passe de 20K€ à 25K€ conformément à la convention de délégation de service public qui précise que « *La redevance versée à la Ville est composée de [...] une partie fixe non indexable de 20K€ en 2008, de 25K€ en 2009 et de 25K€ en 2010.* » ;
- le montant de la redevance variable qui s'établit à 13,8K€ contre 30,8K€ en 2008 conformément à la convention de délégation de service public qui précise que « *La redevance versée à la Ville est composée de [...] une partie variable consistant à reverser la totalité de la marge restante en plafonnant le résultat à 5% du chiffre d'affaires HT [...] sous réserve que le CAHT de l'exercice soit supérieur à 415K€ HT* » ;
- le poste Charges exceptionnelles qui est nul en 2009 alors qu'il s'élevait à 21,5K€ en 2008 du fait de la vente ou de la mise au rebut de certains actifs dont la valeur nette comptable était supérieure au prix de cession (ancien matériel péager) ;
- le poste Entretien, maintenance, véhicules qui varie à la hausse de +5,9K€ du fait notamment :
 - o du contrat de monétique du nouveau matériel péager (sous garantie pendant la 1^{ère} année suivant son achat en 2008) ;
 - o du contrat de maintenance multi technique qui a été renégocié fin 2008 et dont le périmètre a été étendu (toutes les opérations et les réparations dont le montant est supérieur à 600€HT) ;
- le poste Amortissements qui affiche une baisse de -8,4K€ correspondant à la fin de la période d'amortissement de l'ancien matériel péager cédé en 2008.

En 2009, le résultat net avant impôt sur les bénéfices s'élève à 22,8K€ contre 11,2K€ en 2008.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Jean-Louis ROUMÉGAS : Il s'agit de nombreux parcs de stationnement. Pour répondre clairement à l'interrogation de M. DUMONT, la Ville devrait effectivement abandonner le projet de parking situé sous la place royale du Pérou et qui est contraire à la politique de déplacement en faveur des transports en commun. En tenant également compte de la situation de sous-emploi que connaissent les parkings Pitot et Arc de Triomphe, je plaide donc pour que nous abandonnions ce projet. Il sera nécessaire d'expliquer aux commerçants que leur activité ne se développera pas en ajoutant un parking à Montpellier.
J'ajoute que nous ne prendrons pas part aux votes des affaires n°27 à 39.

Madame le Maire : En ce qui concerne l'occupation des parkings, j'ai demandé aux services un rapport sur le taux de fréquentation selon les saisons. Il semble en effet que le parking Pitot n'est pas le plus utilisé.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

28 - TAM - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Comédie - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA : Par délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 2006, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Comédie situé sous la place de la Comédie à Montpellier pour une durée de 7 ans et 10 jours du 22 décembre 2006 au 31 décembre 2013 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », TAM a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

3) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement de la Comédie comprend 824 places dont 17 destinées aux personnes à mobilité réduite. Il est ouvert 7j/7j et 24h/24H. Les accès se font, soit par le boulevard Bonnes Nouvelles, soit par le tunnel de la Comédie.

- Fréquentation et recettes

Le nombre d'abonnés progresse de 7% par rapport à 2008. La recette « abonnés » s'élève à 559K€, soit une augmentation de 11,6% par rapport à 2008.

Le nombre de clients « horaire » a progressé de 11,1% par rapport à 2008. La recette « horaire » s'élève à 2 326,6K€, soit une augmentation de 13,7% par rapport à 2008.

Au total, les recettes cumulées s'élèvent à 2 885,7K€, soit une progression de +338,5K€ par rapport à 2008.

- Répartition des formules d'abonnements

Sur le nombre total d'abonnements, les abonnés « résidant » représentent 39%, le forfait Grand Cœur 2% et le « travail permanent » 59%.

- Tarification

En 2009, on observe le fractionnement des tarifs à la ½ heure à partir de la première heure et jusqu'à la 4^{ème} heure. De plus, un tarif réduit est appliqué à partir de 19h, ce qui a eu un impact très positif sur la fréquentation de nuit. On peut également observer une évolution de certains tarifs. Selon les tranches horaires, cette évolution s'établit entre 10cts d'euros et 1€50.

Concernant les abonnements, on note une évolution de certains tarifs, notamment l'abonnement « permanent résidant » qui passe à 80€, le forfait Grand Cœur à 88€, l'abonnement « travail » à 120€, et l'abonnement « moto travail » à 70€. Les autres abonnements restent inchangés.

La politique tarifaire mise en place par TaM vise à favoriser le stationnement des résidents.

Tranches Horaires 7h-19h	2008	2009	Variation
01h00	2,00 €	2,00 €	0,0%
01h30	3,30 €	3,30 €	0,0%
02h00	4,20 €	4,30 €	2,4%
02h30	5,50 €	5,60 €	1,8%
03h00	6,30 €	6,50 €	3,2%
03h30	9,00 €	9,00 €	0,0%
04h00	10,00 €	10,00 €	0,0%
05h00	11,50 €	12,00 €	4,3%
06h00	12,50 €	13,00 €	4,0%
07h00	13,50 €	14,00 €	3,7%
08h00	14,50 €	15,00 €	3,4%
09h00	15,50 €	16,00 €	3,2%
10h00	16,00 €	17,00 €	6,3%
11h00	16,50 €	18,00 €	9,1%
12h00	17,00 €	19,00 €	11,8%
24heures	19,50 €	21,00 €	7,7%

Tranches Horaires 19h-7h	2008	2009	Variation
01h00	0,50 €	0,60 €	20,0%
02h00	1,00 €	1,00 €	0,0%
03h00	1,50 €	1,50 €	0,0%
04h00	2,00 €	2,00 €	0,0%
05h00	2,50 €	2,50 €	0,0%
06h00	3,50 €	3,50 €	0,0%
07h00	4,50 €	4,50 €	0,0%
08h00	5,50 €	5,50 €	0,0%
09h00	6,50 €	6,50 €	0,0%
10h00	6,50 €	6,50 €	0,0%
11h00	6,50 €	6,50 €	0,0%
12h00	6,50 €	6,50 €	0,0%

Catégories abonnement	2008	2009	Variation
Permanent résident	77,00 €	80,00 €	3,9%
Forfait Grand Coeur	85,00 €	88,00 €	3,5%
Travail	110,00 €	120,00 €	9,1%
Moto travail	65,00 €	70,00 €	7,7%
Moto résident	50,00 €	50,00 €	0,0%
Scooter	20,00 €	20,00 €	0,0%
Véhicule électrique 4R	50,00 €	50,00 €	0,0%
Véhicule électrique 2R	25,00 €	25,00 €	0,0%

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est constitué de 7 ETP (équivalent temps plein). Viennent en complément, des maîtres chien et surveillants représentant 2 ETP.

Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux

L'année 2009 est marquée par la fin des travaux du parking, notamment les travaux de la cage d'escalier et la mise en service d'un ascenseur débouchant sur l'Esplanade, ainsi que par l'ouverture de toilettes publiques accessibles de 8h à 20h 7 jours sur 7.

On observe également :

- la création de 20 places de courtoisie à destination notamment des femmes enceintes ou ayant des enfants en bas âge;
- l'installation d'une station Vélomagg ;
- la création de places réservées pour véhicules électriques ;
- la mise en service de consignes à casques.

4) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
TOTAL DES PRODUITS	2 609,3K€	2 973,8K€	13,97%
Recettes parc	2 546,9K€	2 885,4K€	13,29%
Autres recettes	22,2K€	67,6K€	204,28%
Produits divers / Produits de cession	40,2K€	20,9K€	-48,01%
TOTAL DES CHARGES	2 399,8K€	2 891,3K€	20,48%
Frais de fonctionnement	1 469,5K€	1 323,0K€	-9,97%
Personnel d'exploitation	531,5K€	489,9K€	-7,82%
Entretien, maintenance, véhicules	642,6K€	429,3K€	-33,19%
Energie, eau	58,0K€	73,0K€	25,86%
Administration, bureaux, structures	138,6K€	215,6K€	55,56%
Impôts et taxes	98,8K€	115,1K€	16,50%
Charges financières	930,3K€	1 568,3K€	68,58%
Charges exceptionnelles	- K €	1,5K€	
Amortissements / Amodiations	44,9K€	504,1K€	1022,72%
Redevance fixe	902,1K€	903,0K€	0,10%
Redevance variable + plafonnée	- 16,7K€	159,7K€	1056,29%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	209,5K€	82,5K€	-60,61%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- le poste Autres recettes dont l'augmentation de 45,4K€ correspond au remboursement par la Ville des travaux réalisés sur les poutres de soutien du niveau -1 ;

- le poste Produits divers / Produits de cession dont le recul de -48% correspond au fait qu'en 2009 aucun produit de cession n'a été enregistré contrairement à 2008 ;
- le poste Personnel d'exploitation qui affiche un recul de -7,82% par rapport à 2008 car en 2008, la commission de sécurité avait imposé des renforts durant la période de travaux ;
- le poste Entretien, maintenance qui a baissé de 213,3K€ car en 2008 les travaux de peinture réalisés sur le parking s'élevaient à 307,5K€. Il faut cependant noter une augmentation des charges de monétique hors contrat liée au déplacement des branchements du matériel péager.
- le poste Energie, eau qui augmente de 15K€ car en 2008 lors des travaux le parking fonctionnant en capacité réduite, la consommation électrique était moindre. L'année 2009 correspond à une année complète ;
- le poste Administration, bureaux, structures qui évolue de 55,6% du fait notamment de la location d'un groupe électrogène pendant les travaux de modernisation du parking ;
- le poste Impôts et taxes qui augmente de 16,5% par rapport à 2008 et plus précisément la taxe professionnelle du fait de l'augmentation de la valeur ajoutée liée aux travaux ;
- les frais financiers qui augmentent de 459,2K€ du fait du démarrage en 2009 du remboursement de l'emprunt contracté pour les travaux de modernisation.

En 2009, le résultat avant impôt sur les bénéfices s'élève à 82,5K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

29 - TAM - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Europa - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA : Par délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 1994, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Europa situé entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole à Montpellier pour une durée de 40 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 1er janvier 2036.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », TAM a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

5) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Europa présente une capacité globale de 600 places réparties sur 2 niveaux (590 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. L'accès se fait via le boulevard de l'aéroport.

- Fréquentation et recettes

Le nombre de clients horaire a augmenté de 5,7% par rapport à 2008, et le nombre d'abonnés de 0,3%. La recette horaire connaît une progression de 14,6% par rapport à 2008 et la recette progresse de 4,8%. En 2009, la recette cumulée s'élève à 1 048,9K€ HT, soit une augmentation de 63,5K€ correspondant à une progression de 6,4%.

- Répartition des formules d'abonnements

Malgré la mise en place d'une proposition attractive pour les résidents depuis le mois d'août 2008, les formules travail sont toujours grandement majoritaires avec 93% des abonnements, le forfait Grand Cœur et les formules résidents représentent respectivement 1% et 6%.

- Tarification

On observe une évolution de l'ensemble des tarifs en 2009. Selon les tranches horaires, cela représente une augmentation entre 10cts et 1€.

En ce qui concerne les abonnements, le tarif « permanent résident » n'a pas varié entre 2008 et 2009 et ce afin de favoriser les abonnés résidents. Les autres abonnements ont évolué entre 2 et 5€.

Tranches Horaires	août-08	août-09	Variation
01h00	1,80 €	1,80 €	0,0%
01h30	2,80 €	2,90 €	3,6%
02h00	3,30 €	3,30 €	0,0%
02h30	4,30 €	4,50 €	4,7%
03h00	4,80 €	4,90 €	2,1%
03h30	5,80 €	6,00 €	3,4%
04h00	6,50 €	6,70 €	3,1%
05h00	7,30 €	7,30 €	0,0%
06h00	7,90 €	7,90 €	0,0%
07h00	8,50 €	8,50 €	0,0%
08h00	9,00 €	9,00 €	0,0%
09h00	9,50 €	9,70 €	2,1%
10h00	10,00 €	10,50 €	5,0%
11h00	10,50 €	11,00 €	4,8%
12h00	11,00 €	11,50 €	4,5%
13h00	11,50 €	12,00 €	4,3%
14h00	12,00 €	12,50 €	4,2%
15h00 à 20h00	12,50 €	13,00 €	4,0%
Plafond par 24h00	12,50 €	13,50 €	8,0%
L'heure nuit de 22h00 à 6h00	0,30 €	0,40 €	33,3%

Forfait de passage	août-08	août-09	Variation
2 jours	15,00 €	16,00 €	6,7%
3 jours	19,00 €	20,00 €	5,3%
4 jours	22,00 €	23,00 €	4,5%
5 jours	25,00 €	26,00 €	4,0%
6 jours	28,00 €	29,00 €	3,6%
7 jours	31,00 €	32,00 €	3,2%
8 jours	34,00 €	35,00 €	2,9%
9 jours	37,00 €	38,00 €	2,7%
10 jours	40,00 €	41,00 €	2,5%
11 jours	43,00 €	44,00 €	2,3%
12 jours	46,00 €	47,00 €	2,2%
13 jours	49,00 €	50,00 €	2,0%
14 jours	52,00 €	54,00 €	3,8%
15 jours	55,00 €	57,00 €	3,6%

Catégories abonnements	août-08	août-09	Variation
Permanent résident	53,00 €	53,00 €	0,0%
Forfait Grand Coeur	72,00 €	74,00 €	2,8%
Nuit résident	37,00 €	40,00 €	8,1%
Permanent travail	105,00 €	110,00 €	4,8%
Jour travail	90,00 €	95,00 €	5,6%

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 3,6ETP (équivalent temps plein). Le nettoyage est essentiellement fait par une entreprise spécialisée les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux

Pas de travaux engagés en 2009.

6) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
TOTAL DES PRODUITS	1 206,7K€	1 319,0K€	9,3%
Recettes parc	985,4K€	1 048,9K€	6,4%
Autres recettes	8,3K€	14,4K€	73,5%
Produits divers	- K €	0,6K€	
Compensation tarifaire	213,0K€	255,1K€	19,8%
TOTAL DES CHARGES	1 223,2K€	1 318,9K€	7,8%
Frais de fonctionnement	390,4K€	410,2K€	5,1%
Personnel d'exploitation	170,8K€	171,1K€	0,2%
Entretien, maintenance, véhicules	43,4K€	66,5K€	53,3%
Energie, eau	30,7K€	33,6K€	9,6%
Administration, bureaux, structures	61,5K€	48,5K€	-21,2%
Impôts et taxes	84,0K€	90,4K€	7,7%
Charges financières	832,8K€	908,7K€	9,1%
Charges exceptionnelles	0,8K€	0,1K€	-87,5%
Crédit bail	687,9K€	762,2K€	10,8%
Amortissements / Amodiations / Frais finar	144,1K€	146,4K€	1,6%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	- 16,5K€	0,1K€	100,4%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- Le poste Compensation tarifaire qui évolue de +19,8% par rapport à 2008 car pour faire face aux contraintes de gestion, TAM a été obligé d'appeler la compensation tarifaire à hauteur de 255,1K€ comme convenu dans l'avenant N°2 ;
- Le poste Entretien, maintenance, véhicules qui augmente de 53,3% du fait essentiellement du changement des luminaires et des blocs de secours ;
- Le poste Crédit bail (moyen de financement de l'investissement initial) qui franchit un nouveau palier en passant à 762,2K€ comme prévu dans l'avenant N°2.

En 2009, le résultat avant impôt sur les bénéfices s'élève à 0,1 K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

30 - TAM - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Gambetta - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Gambetta situé boulevard Gambetta à Montpellier sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2029.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que *« le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »*, TAM a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

7) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Gambetta présente une capacité globale de 482 places (472 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. Il est accessible par 3 entrées (Chanzy, St Denis, Plan Cabanes) et il existe 2 possibilités de sorties (St Denis et Plan Cabanes).

- Fréquentation et recettes

En 2009, le nombre de clients horaire est en baisse de 6,4% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 733,8K€ HT, soit +11,9% par rapport à 2008.

Le nombre d'abonnés a augmenté de 21% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 330,8K€ HT, soit +16% par rapport à 2008.

Au cumul, les recettes (horaire+abonnés) s'élèvent à 1 064,2K€ HT, soit une progression de 123,5K€ correspondant à une hausse de 13,1% par rapport à 2008.

- Répartition des formules d'abonnements

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 57% sont des formules « résidant », 38% des « travail jour » et 5% sont des forfaits « Grand Cœur ».

- Tarification

En août 2009, les tarifs horaires et les abonnements ont évolué. Selon les tranches horaires, les tarifs « horaires » évoluent de 10 à 30cts d'euros. Concernant les abonnements, seule la catégorie « permanent travail » a augmenté de 5€, les autres restent inchangés.

La politique tarifaire de TaM vise à favoriser les abonnements résidents.

Tranches Horaires	août-08	août-09	Variation
01h00	1,80 €	1,80 €	0,00%
01h30	2,80 €	2,90 €	3,57%
02h00	3,30 €	3,40 €	3,03%
02h30	4,30 €	4,50 €	4,65%
03h00	4,80 €	4,90 €	2,08%
03h30	5,80 €	6,00 €	3,45%
04h00	6,80 €	6,90 €	1,47%
05h00	7,50 €	7,50 €	0,00%
06h00	8,00 €	8,10 €	1,25%
07h00	8,50 €	8,70 €	2,35%
08h00	9,00 €	9,20 €	2,22%
09h00	9,50 €	9,70 €	2,11%
10h00	10,00 €	10,30 €	3,00%
11h00	10,50 €	10,80 €	2,86%
12h00	11,00 €	11,30 €	2,73%
13h00	12,00 €	12,30 €	2,50%
14h00	12,50 €	12,90 €	3,20%
15h00 à 24h00	13,00 €	13,00 €	0,00%
Plafond par 24h00	13,50 €	13,50 €	0,00%
L'heure nuit de 22h00 à 6h00	0,30 €	0,40 €	33,33%

Abonnements	août-08	août-09	Variation
Permanent résidant	75,00 €	75,00 €	0,00%
Forfait Grand Coeur	90,00 €	90,00 €	0,00%
Nuit résidant	40,00 €	40,00 €	0,00%
Permanent travail	110,00 €	115,00 €	4,55%

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 7,6 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux

Les principaux travaux effectués en 2009 concernent la remise en état du groupe électrogène, la réparation de l'entrée/sortie de St Denis, la réparation des portes coupe-feu, et s'élèvent à 23,5K€.

8) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
TOTAL DES PRODUITS	953,4K€	1 119,6K€	17,4%
Recettes parc	940,7K€	1 064,2K€	13,1%
Autres recettes	8,9K€	18,1K€	103,4%
Produits divers	3,8K€	37,3K€	881,6%
TOTAL DES CHARGES	874,8K€	1 124,3K€	28,5%
Frais de fonctionnement	575,5K€	612,5K€	6,4%
Personnel d'exploitation	347,0K€	342,3K€	-1,4%
Entretien, maintenance, véhicules	47,9K€	62,8K€	31,1%
Energie, eau	29,6K€	37,1K€	25,3%
Administration, bureaux, structures	68,2K€	90,7K€	33,0%
Impôts et taxes	82,8K€	79,6K€	-3,9%
Charges financières	299,3K€	511,8K€	71,0%
Charges exceptionnelles	60,5K€	44,8K€	-26,0%
Amortissements / Amodiations / Frais fin	238,8K€	467,0K€	95,6%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	78,6K€ -	4,7K€	-106,0%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- les Autres recettes dont la progression est liée au développement des produits de l'interactivité ;
- l'Entretien, maintenance, véhicules dont l'augmentation est essentiellement due au nouveau contrat de monétique. Le matériel péager ayant été changé en 2007, TAM a bénéficié d'un tarif préférentiel sur 2008.
- l'Administration, bureaux, structures dont la hausse est notamment due au dédommagement que TAM a versé aux clients suite à la rupture d'une trappe d'eau qui a provoqué une montée du niveau d'eau dans la partie basse du parking recouvrant une vingtaine de places de stationnement d'eau boueuse.
- les Amortissements, amodiations, frais financiers qui augmentent de 228,2K€ du fait de la suspension de la compensation tarifaire versée par la Ville à TAM. En effet, le chiffre d'affaire devenant suffisant pour couvrir les charges financières liées à la réhabilitation du parking, un avenant a été signé en 2009 afin que la compensation tarifaire ne soit pas exigible tant que le résultat d'exploitation était positif.

En 2009, le résultat avant impôt sur les bénéfices s'élève à - 4,7K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

31 - TAM - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Laissac - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA : Par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Laissac situé place Alexandre Laissac à Montpellier pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2011.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que *« le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »*, TAM a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

9) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Laissac présente une capacité globale de 250 places réparties sur 5 niveaux (245 places publiques et 5 places Personnes à Mobilité Réduite) dont 30 places réservées aux abonnés en sous-sol. Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. Il comporte une rampe d'accès du côté du boulevard de l'Observatoire et d'une rampe de sortie du côté de la rue Anatole France.

- Fréquentation et recettes

En 2009, le nombre de clients horaire est en baisse de 3,9% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 623,7K€ HT, soit +8,1% par rapport à 2008.

Malgré une baisse de fréquentation des clients « horaire », on constate une augmentation de la recette de 8,1%. Cela est dû au fait qu'en 2008, l'inversion tarifaire avait impactée de manière significative les recettes horaires. Cette inversion a depuis été abandonnée.

Le nombre d'abonnés a augmenté de 4,8% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 142,5K€ HT (+5,1% par rapport à 2008).

Au cumul, les recettes (horaire+abonnés) s'élèvent à 766,2K€ HT, soit une progression de 7,5% par rapport à 2008.

- Répartition des formules d'abonnements

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 54% sont des formules « résidant », 39% des « travail permanent » et 7% sont des forfaits « Grand Cœur ».

- Tarification

Seuls le tarif de l'heure de nuit (+10cts d'euros) et celui de l'abonnement location N-1 travail (+2€) ont évolué en 2009. Les autres restent inchangés.

Tranches Horaires	août-08	août-09	Variation
01h00	1,80 €	1,80 €	0,00%
01h30	2,80 €	2,80 €	0,00%
02h00	3,30 €	3,30 €	0,00%
02h30	4,30 €	4,30 €	0,00%
03h00	4,80 €	4,80 €	0,00%
03h30	5,80 €	5,80 €	0,00%
04h00	6,80 €	6,80 €	0,00%
05h00	7,50 €	7,50 €	0,00%
06h00	9,00 €	9,00 €	0,00%
07h00	10,00 €	10,00 €	0,00%
08h00	11,00 €	11,00 €	0,00%
09h00	12,00 €	12,00 €	0,00%
10h00	13,00 €	13,00 €	0,00%
11h00	13,50 €	13,50 €	0,00%
12h00	14,00 €	14,00 €	0,00%
13h00	14,50 €	14,50 €	0,00%
14h00	15,00 €	15,00 €	0,00%
15h00 à 24h00	16,00 €	16,00 €	0,00%
Plafond par 24h00	17,00 €	17,00 €	0,00%
L'heure nuit de 22h00 à 6h00	0,30 €	0,40 €	33,33%

Abonnements	août-08	août-09	Variation
Permanent résident	87,00 €	87,00 €	0,00%
Forfait Grand Coeur	90,00 €	90,00 €	0,00%
Nuit résident	40,00 €	40,00 €	0,00%
Permanent travail	115,00 €	115,00 €	0,00%
Location N-1 résident	95,00 €	95,00 €	0,00%
Location N-1 travail	116,00 €	118,00 €	1,72%

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 7,6 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de service spécialisés.

- Travaux

Face aux dysfonctionnements des appareils occasionnant des arrêts fréquents et prolongés, TAM a remis en état les ascenseurs.

Conformément aux engagements, l'escalier du parking a été entièrement repeint (murs intérieurs et extérieurs, sols, portes d'ascenseurs). Cependant, les travaux tout juste achevés, TAM a constaté de nouvelles dégradations.

- Réflexions en cours

Afin de remédier à dégradations, TAM envisage la mise en place de plusieurs dispositifs permettant de limiter l'accès à la cage d'escalier.

10) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
TOTAL DES PRODUITS	719,9K€	785,7K€	9,14%
Recettes parc	712,5K€	766,2K€	7,54%
Autres recettes	7,4K€	18,6K€	151,35%
Produits divers / Produits de cession	- K €	0,9K€	
TOTAL DES CHARGES	822,8K€	785,7K€	-4,51%
Frais de fonctionnement	440,1K€	469,8K€	6,75%
Personnel d'exploitation	313,2K€	327,3K€	4,50%
Entretien, maintenance, véhicules	42,3K€	52,3K€	23,64%
Energie, eau	5,3K€	3,8K€	-27,45%
Administration, bureaux, structures	48,8K€	50,7K€	3,99%
Impôts et taxes	30,5K€	35,6K€	16,72%
Charges financières	382,7K€	315,9K€	-17,45%
Amortissements / Amodiations / Frais finar	31,8K€	31,0K€	-2,52%
Redevance fixe	282,0K€	220,0K€	-21,99%
Redevance variable + plafonnée	68,9K€	64,9K€	-5,81%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	- 102,9K€	0,0K€	-100,01%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- L'Entretien, maintenance, véhicules dont l'augmentation de 10K€ est due aux travaux réalisés ;
- L'Energie et eau dont la diminution est essentiellement liée à la mise en place au sous-sol de capteurs pour les lampadaires associée à l'extinction des néons durant la journée, cela ayant permis de réaliser des économies au niveau de l'électricité ;
- Les Impôts et taxes dont la hausse de 16,7% est notamment expliquée par une augmentation de la valeur ajoutée dans le calcul de la taxe professionnelle ;
- La redevance fixe qui est fixée par la nouvelle convention 2009-2011 à 220K€ en 2009.

En 2009, le résultat avant impôt sur les bénéfices s'élève à 0€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

32 – TAM - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Nombre d'Or - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA : Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Nombre d'Or situé boulevard d'Antigone à Montpellier sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2009.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que *« le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »*, TAM a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

11) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Nombre d'Or présente une capacité globale de 252 places réparties sur 2 niveaux (246 places publiques et 6 places pour personnes à mobilité réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. L'accès se fait par le boulevard d'Antigone.

- Fréquentation et recettes

Le nombre d'abonnés est en baisse de 4,8% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 253,8K€, soit -0,3% par rapport à 2008.

Le nombre de clients « horaire » diminue de 12,1% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 65,1K€, soit -9% par rapport à 2008.

Pour 2009, les recettes cumulées s'élèvent à 318,9K€ HT, soit une baisse de 8,4K€ par rapport à 2008.

La recette des abonnés représente 80% de la recette globale.

- Répartition des formules d'abonnements

Les formules travail représentent 85% des abonnements, le forfait Grand Cœur 1% et les formules résident 14%.

- Tarification

En 2009, certains tarifs « horaires » et abonnements ont évolué. Selon les tranches horaires, cette évolution s'élève de 10 à 50cts d'euros.

Concernant les abonnements, les formules « permanent résident » et le forfait « Grand Cœur » n'évoluent pas. Seuls les abonnements « nuit résident », « permanent travail » et la formule « jour travail (lundi-vendredi) » augmentent respectivement de 2, 3 et 5€.

La politique tarifaire de TaM vise à favoriser les abonnements résidents. C'est pourquoi, les tarifs des abonnements « résident » et « travail » évoluent différemment.

Tranches Horaires	août-08	août-09	Variation
01h00	1,80 €	1,80 €	0,00%
01h30	2,60 €	2,70 €	3,85%
02h00	3,10 €	3,20 €	3,23%
02h30	4,10 €	4,20 €	2,44%
03h00	4,60 €	4,70 €	2,17%
03h30	5,80 €	6,00 €	3,45%
04h00	6,30 €	6,50 €	3,17%
05h00	6,80 €	7,00 €	2,94%
06h00	7,30 €	7,50 €	2,74%
07h00	7,80 €	8,00 €	2,56%
08h00	8,40 €	8,60 €	2,38%
09h00	8,90 €	9,10 €	2,25%
10h00	10,00 €	10,20 €	2,00%
11h00	10,50 €	10,80 €	2,86%
12h00	11,00 €	11,30 €	2,73%
13h00	11,50 €	11,80 €	2,61%
14h00	12,00 €	12,40 €	3,33%
15h00 à 24h00	13,00 €	13,50 €	3,85%
Plafond par 24h00	13,00 €	13,50 €	3,85%
L'heure nuit de 22h00 à 6h00	0,30 €	0,40 €	33,33%

Abonnements	août-08	août-09	Variation
Permanent résident	76,00 €	76,00 €	0,00%
Forfait Grand Coeur	90,00 €	90,00 €	0,00%
Nuit résident	40,00 €	42,00 €	5,00%
Permanent travail	93,00 €	96,00 €	3,23%
Jour travail	80,00 €	85,00 €	6,25%

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 1,72 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.

- Travaux

En 2009, des travaux de mise en conformité (remise en état des commandes ventilateur et pompier, réparation des portes coupe feu, réfection et remise en état des ascenseurs...) ont démarré. Ces travaux continueront durant le premier trimestre 2010.

- Réflexions et actions menées

D'après une enquête menée par TaM, les clients apprécient la quiétude et le confort du parking. L'analyse de la fréquentation tend à démontrer que le parking du Nombre d'Or est utilisé lorsque les stationnements sur la voirie et au parking du Polygone sont saturés.

TAM, afin d'améliorer la fréquentation du parking, propose de renforcer le jalonnement statique, ainsi que la signalétique à l'entrée du parking, et également d'uniformiser sa désignation avec le jalonnement directionnel. En effet, le parking est désigné « parking d'Antigone » sur les panneaux directionnels alors que l'entrée affiche « Nombre d'Or ».

12) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'€uros HT	2008	2009	2009/2008
TOTAL DES PRODUITS	343,0K€	331,3K€	-3,41%
Recettes parc	327,3K€	318,9K€	-2,55%
Autres recettes	5,8K€	7,0K€	20,69%
Produits divers / Produits de cession	10,0K€	0,2K€	-97,99%
Reprise de provision	- K €	5,2K€	
TOTAL DES CHARGES	302,9K€	328,1K€	8,32%
Frais de fonctionnement	166,4K€	260,2K€	56,37%
Personnel d'exploitation	83,9K€	86,5K€	3,04%
Entretien, maintenance, véhicules	22,0K€	113,8K€	417,05%
Energie, eau	14,7K€	14,7K€	0,00%
Administration, bureaux, structures	18,1K€	20,1K€	11,05%
Impôts et taxes	27,7K€	25,2K€	-9,03%
Charges financières	136,5K€	67,9K€	-50,26%
Charges exceptionnelles	66,0K€	- K €	-100,00%
Amortissements / Amodiations	17,2K€	15,1K€	-12,21%
Redevance fixe	36,6K€	36,6K€	0,00%
Redevance variable + plafonnée	16,7K€	16,2K€	2,99%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	40,1K€	3,2K€	-92,02%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- L'Entretien, maintenance, véhicules dont l'augmentation de 91,8K€ par rapport à 2009 s'explique par les travaux de mise en conformité.

En 2009, le résultat avant impôt sur les bénéfices s'élève à 3,2K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

33 – EFFIA - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Arc de Triomphe - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA : Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA l'exploitation du parc de stationnement Arc de Triomphe situé sous la rue Foch à Montpellier pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2013.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport

comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », EFFIA a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

13) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Arc de Triomphe comprend 471 places réparties sur 5 niveaux dont 10 places réservées aux personnes à mobilité réduite et 3 places pour la recharge de véhicules électriques. Il est ouvert 7j/7j et 24h/24h. L'accès au parking se fait par la rue Foch.

- Fréquentation et recettes

- Le nombre de paiements horaires observe une hausse de plus de 50% par rapport à l'année 2008 (de 120 882 à 183 700 paiements). Ceci est dû notamment aux travaux de modernisation du parc qui ont eu lieu en 2008 et qui ont engendré une baisse ponctuelle de la fréquentation.
- En 2009, le chiffre d'affaires « abonnés » s'élève à 372K€ et celui des « horaires » à 627K€. Par rapport à 2008, le chiffre d'affaires global est en progression de +21%.

- Tarification

- Les tarifs appliqués en 2009 s'échelonnent de 2 € la 1^{ère} heure à 15.80 € les 12 heures de 7h à 19h. De 19h à minuit, l'heure est à 0.50 € puis à 1.10 € de minuit à 7h.
- L'abonnement mensuel « Résident » s'élève à 85 €/mois, le forfait mensuel « Travail » coûte 123 € et le « Grand Cœur » est à 87 €.
- A partir de février 2009, trois nouveaux abonnements ont été mis en place : un forfait week-end à 30€, un forfait 7 jours à 50€ et le PASS 1 mois à 150€.

Grille tarifaire

- Personnel et équipements

- L'exploitation du parc est assurée par 1 responsable de site, 1 agent d'exploitation principal, 2 agents d'exploitation à temps complet et 3 agents d'exploitation à temps partiel. Le service de nuit (entre 22h et 6h) est sous traité à une entreprise spécialisée.
- Le nettoyage est effectué en interne par le personnel en poste.
- Le parking est équipé de 25 caméras et le personnel assure la surveillance à partir du bureau d'accueil par le biais de 3 écrans.
- L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.

- Investissements et travaux

Parmi les travaux réalisés en 2009, on peut noter :

- la mise en place de tarifs complémentaires : forfaits Week End, 7 jours et PASS 1 mois
- la mise en place d'un contact relais sur la borne d'entrée pour le comptage des véhicules
- le changement de 17 extincteurs
- les travaux de remise en conformité électriques suite aux vérifications électriques
- la mise en place d'une carte téléphonique pour le transfert des appels interphonie sur le portable PTI (protection du travailleur isolé)
- la mise en place de 3 prises pour la recharge de véhicules électriques

- le déplacement de 2 caméras de vidéosurveillance pour mise en place sur cage d'escalier et bureau d'accueil, et mise en exploitation du système de vidéosurveillance par adresse IP
- la mise en place d'un feu rouge avec commande au niveau de la rampe d'accès véhicule pour l'accès aux personnes à mobilité réduite
- le remplacement du matériel d'éclairage

- Prestations clients

Des services sont mis à disposition de la clientèle :

- un espace de stationnement gratuit réservé aux vélos
- des toilettes gratuites sur simple demande
- un service de location de véhicule courte durée géré par Modulauto
- des emplacements pour la recharge de véhicules électriques
- la mise à disposition de journaux gratuits
- un chargeur de batterie gratuitement sur simple demande
- un accompagnement à la place de stationnement
- une station de lavage de véhicules à sec
- la mise en place de chèque parking multi-parc valable sur les parcs de centre-ville
- la mise en place de forfaits Week-end, 7 jours et PASS 1 mois

- Relations clients

Seules quatre réclamations clients ont été enregistrées en 2009 .

- Relations avec la Ville de Montpellier

- Concernant la demande d'Effia à la Ville de Montpellier pour l'évolution des tarifs d'abonnements et de mise en place des tarifs complémentaires (forfaits et PASS), la Ville a donné son accord par courrier le 18/09/2009.
- Concernant la demande d'arbitrage sur la prise en charge des abonnements Grand Cœur, il est prévu dans la convention de délégation de service public qu'Effia poursuive la gestion de 21 Abonnements Grand Cœur, précédemment commercialisés par TAM, précédent délégataire. La Ville de Montpellier ayant fait savoir début 2009 qu'elle considèrerait que la prise en charge financière de ces offres incombait totalement au délégataire, Effia en a accepté la décision et ses conséquences.
- Concernant la signature d'un avenant n°1 à la convention de délégation de service public relative à la gestion du parc de stationnement Arc de Triomphe , la Ville et EFFIA Stationnement ont signé le 23 novembre 2009 cet avenant qui définit la nécessité de conduire des travaux de mise aux normes du système de désenfumage du parking, et les conséquences financières de ces travaux pour les 2 parties.

- Divers

Concernant le système de désenfumage, il a été convenu après échanges avec la Ville que les moteurs d'extraction devaient être repositionnés avant remise en conformité globale, ainsi La Ville et EFFIA ont convenu en avril 2009, conformément aux termes de la convention de délégation de service public, de partager la charge des travaux selon la répartition suivante :

- la Ville prend à sa charge les travaux relevant du gros œuvre
- EFFIA prend à sa charge les autres travaux

Il a, de plus, été convenu qu'EFFIA réaliserait l'ensemble des travaux, la répercussion du coût pris en charge par la Ville se faisant par voie d'avenant à la convention de délégation de service

public, par diminution de la redevance annuelle fixe versée par EFFIA sur les 5 années restantes à courir de la convention.

La demande d'autorisation de travaux a été déposée en Mairie le 4 novembre 2009, pour un démarrage prévisionnel des travaux en mai 2010.

14) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
		1	
Produits d'exploitation	827,0	008,3	21,9%
Chiffre d'affaires "Abonnés"	417,3	372,1	-10,8%
Chiffre d'affaires "Horaire"	401,3	627,5	56,4%
Produits divers	8,4	8,7	3,7%
Charges d'exploitation	449,0	477,4	6,3%
Energie et fluides	22,5	29,2	29,6%
Fournitures de bureau	2,6	0,9	-67,0%
Maintenance et réparation	30,2	62,5	106,8%
Tickets	14,9	8,0	-46,0%
Nettoyage	12,0	8,0	-33,3%
Gardiennage	75,9	74,4	-2,0%
Publicité	1,5	1,7	16,5%
Honoraires	4,0	1,9	-53,7%
Assurances	4,1	4,4	6,9%
Téléphone et Affranchissement	0,8	11,2	1301,8%
Frais bancaires et transports de fond	16,1	25,2	56,5%
Impôts et taxes	39,1	36,8	-6,0%
Frais de personnel	167,2	154,1	-7,8%
Charges de structure	58,1	59,3	2,0%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	378,0	530,9	40,4%
Frais financiers et amortissements	105,8	293,4	177,4%
Charges financières (intérêts sur emprunt et sur trésorerie)	26,1	48,6	86,2%
Dotations amortissements	79,7	244,8	207,2%
Redevances versées à la Ville de Montpellier	300,7	289,2	-3,8%
Redevance fixe	218,0	188,4	-13,6%
Redevance variable	82,7	100,8	21,9%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	-28,5	-51,8	81,7%

Les principaux postes de charges sur lesquels on observe un écart par rapport à 2008 sont :

- le poste énergie et fluides augmente de 29.6% proportionnellement à la capacité d'éclairage sur le site.
- le poste maintenance et réparation augmente de 106% du fait de divers travaux effectués tels que : travaux d'électricité suite aux préconisations de la société NORISKO, remplacement des extincteurs, mise en place de trois prises pour les voitures électriques et un contrat de maintenance péage plus élevé que par rapport à 2008.
- le poste charges financières subit une augmentation de 86.2% suite à des travaux.

- la rubrique des honoraires contient la vérification des installations électriques effectuées par la société NORISKO.
- le poste téléphone et affranchissement montre un écart positif dû à la constitution d'une provision de 10,3 K€ fin 2009 pour les consommations et abonnements téléphoniques de 2008 et 2009. En effet, TAM n'ayant pas résilié les contrats téléphoniques au parking Arc de triomphe, le prestataire a continué à les facturer. La régularisation sera effectuée sur 2010 auprès du fournisseur et de TAM.
- le poste frais de personnels qui bénéficie de la sous-traitance de nuit pour les prestations de nettoyage, accueil clientèle, maintenance de premier niveau du matériel de péage permet d'obtenir une baisse des frais de personnels de 7.8%.
- le poste redevances versées à la Ville de Montpellier diminue conformément à l'avenant n°1 à la Convention de délégation de service public relative à la gestion du parc de stationnement Arc de Triomphe en date du 23 novembre 2009, qui stipule une baisse de la redevance fixe due aux travaux à réaliser.
- les charges d'amortissements s'expliquent par les amortissements en année pleine des investissements de 2008. En effet, des travaux de rénovation ont eu lieu en 2008 et amortis à partir de la fin de l'année 2008, ce qui augmente le niveau d'amortissements sur 2009.

En 2009, Effia accuse un résultat avant impôt de -51.8 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

34 - SOCIETE DES PARKINGS DU POLYGONE - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Polygone - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA : Par délibération du Conseil Municipal du 23 février 1995, la Ville de Montpellier a confié à Société des Parkings du Polygone (SPP) la construction et l'exploitation du parc de stationnement Polygone situé rue des Pertuisanes à Montpellier pour une durée de 14 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2008. Par délibération du 22 décembre 2008, le Conseil Municipal a autorisé la prolongation du contrat d'un an.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que *« le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »*, SPP a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué.

Le parc de stationnement du Polygone comprend 1 973 places, réparties sur 4 niveaux, dont 957 (31 places sont pondérées) destinées aux services de la Ville de Montpellier et 1 016 places gérées directement par la Société des Parkings Polygone. Il est ouvert 7j/7j et 24h/24h.

○ Tarification

En 2009, le tarif de l'heure de stationnement, entre 7h et 21h, a évolué de 0,1 euros par rapport à 2008 (de 1,60€/h à 1,70€/h). En revanche, le tarif de l'heure de stationnement entre 21h et 7h reste inchangé, 0,30€/h.

La campagne publicitaire s'est également poursuivie en 2009, portant l'heure de stationnement à 0,30€ entre 7h-11h et 18h-21h.

L'abonnement trimestriel a évolué d'environ 3% par rapport à 2008 (de 290€ à 300€).

○ Fréquentation et recettes

Le chiffre d'affaires « abonnés » est en progression de 3,60% par rapport à 2008 (291,9K€ HT contre 302,3K€ HT). Les recettes « horaire » sont en baisse de 2,36% par rapport à 2008 (4 292,1K€ HT contre 4 191K€ HT), les recettes « discount » en baisse de 3,04% (633,8K€ HT contre 614,6K€ HT), les recettes « divers » en diminution de 8,48% (107,2K€ HT contre 98,1K€ HT).

○ Personnel et équipements

L'équipe est constituée de 10 personnes (9 équivalents temps plein). Il a été nécessaire de continuer à utiliser les services d'une société de surveillance, particulièrement les nuits ainsi qu'à certaines heures de la journée afin d'assurer une sécurité maximum des biens et des personnes.

Le nettoyage du parc est assuré par une société extérieure.

Le remplacement du matériel de péage est envisagé à l'horizon 2010.

La maintenance et le contrôle des équipements sont assurés par des prestataires spécialisés extérieurs.

○ Actions menées

La clientèle semble apprécier la coloration des niveaux, l'ambiance lumineuse et le jalonnement lumineux des allées.

2) Compte de résultat de la DSP

	2008	2009	2009/2008
Produits d'Exploitation	5 325,48	5 213,89	-2%
Chiffre d'affaires	5 325,10	5 206,11	-2%
<i>Chiffre d'affaires " Abonnements "</i>	291,90	302,38	3%
<i>Chiffre d'affaires " Horaires "</i>	4 292,20	4 191,00	-2%
<i>Chiffre d'affaires " Tarif Discount "</i>	633,80	614,58	-3%
<i>Autres produits</i>	107,20	98,15	-9%
Reprise amortissements et provisions, transfert de charges	0,38	7,79	95%
Charges d'Exploitation	3 727,47	3 695,78	-1%
Autres achats et charges externes	1 207,08	1 207,50	0%
Impôts et taxe	222,28	238,67	7%
Salaires et traitement	225,60	237,56	5%
Charges sociale	78,58	84,04	6%
Dotation aux amortissements et provisions	557,16	552,72	-1%
Autres Charges	1 436,77	1 375,29	-4%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice/- perte)	1 598,01	1 518,11	-5%
Résultat financiers	-64,73	-58,95	-10%
Produits financiers		0,01	100%
Charges financières (Intérêts sur emprunts)	64,73	58,95	-10%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice/- perte)	-8,51	0,30	2975%
Produits exceptionnels	18,32	1,21	-1413%
Charges exceptionnelles	26,83	0,92	-2833%
Résultat avant impôt (+ bénéfice/- perte)	1 525	1 459	-4%

Les principaux postes charges ayant eu des variations importantes sur 2009 sont :

- **Les reprises amortissement s et provision :** En 2009 une reprise sur amortissement et provisions a été enregistrée pour dépréciation de créance.
- **Les charges d'exploitations :** Avec une variation de seulement -1%, elles restent stables entre 2008 et 2009.
- **Les charges et produits exceptionnels** ont été particulièrement élevés en 2008, du fait du remplacement d'un transformateur (26,8K€ de charges et 18,3K€ de remboursement de l'assurance en produits). Ceci explique la forte variation (+2975%) de ce poste en 2009.

En 2009, SPP réalise un résultat avant impôt bénéficiaire de 1459 K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

35 - VINCI PARK - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement Foch Préfecture – Marché aux fleurs - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 19 avril 1971, la Ville de Montpellier a confié à la société GTM (Grands travaux de Marseille) devenue Vinci Park la construction et l'exploitation du parc de stationnement Foch Préfecture situé sous la place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parc sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 1981, la Ville de Montpellier a décidé la construction du parc de stationnement Marché aux fleurs situé sous la place Aristide Briand en extension du parking Foch Préfecture auquel il sera relié par un tunnel pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parking sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 14/12/2013.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que *« le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »*, Vinci Park a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

15) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Foch Préfecture - Marché aux fleurs présente une capacité globale de 685 places réparties sur 2 x 5 niveaux (426 places sous la place des Martyrs de la Résistance et 259 places sous la place du Marché aux fleurs). Les emplacements sont répartis de la façon suivante : 394 places publiques dont 9 pour personnes à mobilité réduite et 291 places privées. Il est ouvert 24h/24 et 7j/7 avec une présence en personnel permanente.

- Fréquentation et recettes

- En 2009, le nombre de clients horaire a baissé de 10.25% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 1621.4K€ HT (-7.62% par rapport à 2008).
- La fréquentation des abonnés longue durée a chuté de 5.44% par rapport à 2008 et la fréquentation des abonnés courte durée a également diminué de 23.38% par rapport à 2008, pour une recette annuelle abonnements longue et courte durée de 389.1K€ HT (-2.37% par rapport à 2008).

- Tarification

- Dans le courant de l'été 2009, les tarifs horaires et abonnements ont évolué. Ils s'échelonnent de 1.20€ les 30 minutes de stationnement à 13.50€ les 14 heures de stationnement, contre 12.60€ en 2008.
- Concernant les abonnements « longue durée », le tarif mensuel pour un véhicule a augmenté de 1.3% pour atteindre 155€ (152€ en 2008), trimestriel de 2.40% (de 420€ à 430€) et le tarif annuel de 3.15% (de 1580€ à 1630€).
- Le forfait passage à partir de 3 jours n'a pas changé.

- Personnel et équipements

- Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 5 ETP (équivalent temps plein).
- Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, du lundi au samedi. Le dimanche, le nettoyage est réalisé en interne par le personnel en poste.

- Travaux

En 2009, deux investissements ont été réalisés : la remise en conformité APAVE et la réfection complète de l'éclairage pour un montant total de 37.81K€.

Des travaux de rénovation ont également été réalisés : le remplacement des bacs à sable et le remplacement d'un coffret de commande électrique pour un montant total de 12.20K €.

- Environnement

La détection de CO s'effectue au moyen d'un appareil dont l'entretien est assuré par un organisme indépendant. Des visites trimestrielles sont effectuées afin de contrôler le bon fonctionnement de l'appareil.

- Prestations clients

- Des services tels que prêt de parapluie, kit de dépannage gratuits, prêt de cabas et panier, accompagnement à la place sont mis à disposition gratuitement.
- Une nouvelle campagne publicitaire défendant les droits du piéton a été mise en place.

- Relations clients

Vinci Park s'est engagé à répondre et à apporter une solution sous 72 heures. Tous les appels sans exception font l'objet d'un courrier électronique envoyé à la Direction Régionale concernée.

16) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
Produits d'exploitation	2 211,0	2 066,1	-6,6%
<i>Recettes horaires</i>	1 755,1	1 621,4	-7,6%
<i>Recettes abonnements et locations</i>	398,5	389,1	-2,4%
<i>Amodiations-droits</i>	34,0	34,0	0%
<i>Publicité</i>	19,7	18,2	-7,8%
<i>Location de surfaces commerciales</i>	0,0	1,4	--
<i>Produits des activités annexes</i>	3,3	1,9	-44,6%
Chiffre d'affaires net	2 210,7	2 065,9	-6,6%
Produits divers	0,3	0,3	0%
Charges d'exploitation	820,4	743,3	-9,4%
Energie, consommables	18,1	18,4	1,9%
Entretien, maintenance et réparation (dont nettoyage)	71,7	84,5	17,8%
Charges de rénovation	12,3	12,2	-0,6%
Assurances	15,8	15,1	-4,4%
Honoraires et autres services extérieurs	37,9	38,8	2,2%
Rémunération du personnel	273,1	247,4	-9,4%
Autres charges du personnel	27,8	22,9	-17,7%
Autres charges de fonctionnement	1,7	1,5	-11,2%
Taxe professionnelle	30,3	31,6	4,3%
Taxe foncière	12,1	13,7	13,5%
Redevance due au délégant	51,4	23,7	-53,8%
Charges de structure	214,3	195,3	-8,9%
Dotations amortissements et provisions	53,9	38,2	-29,1%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	1 390,7	1 322,8	-4,9%

Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	-13,3	-5,4	-59,0%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	0,0	0,0	--
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	1 377,4	1 317,4	-4,4%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- Le poste « recettes horaires » enregistre une baisse de 7.6% consécutivement à la baisse de la fréquentation du parc qui avait bénéficié pendant l'exercice 2008 d'un surcroît d'activité du fait de travaux des parkings Arc de Triomphe et Comédie.
- Le poste « recettes abonnés » recule de 2.4% pour les raisons identiques à la recette horaires.
- Le poste « produits des activités annexes » est en baisse de 44.6%.
- Les charges courantes d'exploitation diminuent retrouvant un niveau semblable à celui de 2007.
- Les postes « rémunérations et autres charges du personnel » montrent une baisse des frais de personnels liée à une restructuration globale de la direction.
- Le poste « redevance due au délégant » s'élève à 39,6K€ pour l'exercice 2009 mais la somme de 23,7K€ apparaît sur ce poste car cette somme inclut un excédent de redevance de 15,9K€ versée en 2007.
- Le poste « dotations amortissements et provisions » est en baisse en raison d'une fin d'amortissement pour 16K€.
- Le résultat financier montre une baisse importante de 59%. Il est constitué des frais financiers liés au financement de l'ouvrage et de divers frais bancaires.

En 2009, le résultat avant impôt sur les bénéfices s'élève à 1 317.4K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

36 - VINCI PARK - Convention de Délégation de Service Public

Parc de stationnement Peyrou Pitot - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 21 mai 1990, la Ville de Montpellier a confié à la société SAPL (Société Auxiliaire des Parcs du Languedoc) devenue SAPM (Société Auxiliaire des Parcs Méditerranée), filiale à 100% de Vinci Park l'exploitation du parc de stationnement Peyrou Pitot situé rue du Carré du Roi à Montpellier pour une durée de 65 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31/12/2056.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport

comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », Vinci Park a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

1) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Peyrou/Pitot comprend 781 places dont 181 places privées dans le cadre d'un contrat de prestation de service spécifique, signé avec le syndic TAGERIM. Il est ouvert du lundi au samedi, de 7h à 21h. Les abonnés ont un accès au parc 7j/7j et 24h/24h.

- Tarifification

- Dans le courant de l'été 2009, les tarifs horaires et des abonnements ont évolué.
- Ils s'échelonnent de 1,40€ l'heure de stationnement (tarif inchangé par rapport à 2008) à 11€ les 24 heures de stationnement (10,6€ en 2008).
- Concernant les abonnements « longue durée », le tarif mensuel pour un véhicule a évolué de 1,5% pour atteindre 130€ (128€ en 2008), le tarif trimestriel a évolué de 1,4% (de 360€ à 365€) et le tarif annuel de 0,5% (de 1 300€ à 1 307€). L'abonnement moto 24h/24h a augmenté d'1€ et s'est établi à 51€. Les abonnements nuit + week-end et jours fériés n'ont pas évolué.

- Fréquentation et recettes

- En 2009, le nombre de clients horaire a baissé de 2,33% par rapport à 2008, pour une recette annuelle de 317,4K€ HT (+5,81% par rapport à 2008).
- La fréquentation des abonnés a chuté de 23,42% par rapport à 2008 cependant la fréquentation des abonnements courte durée a augmenté de 242%, passant de 59 en 2008 à 203 en 2009 pour une recette annuelle des abonnements longue et courte durée de 351K€ HT (-3,98% par rapport à 2008).

- Personnel et équipements

- Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 4 ETP (équivalent temps plein).
- Le nettoyage est effectué par un agent d'entretien interne travaillant de nuit.

- Travaux

Des travaux d'investissement et de maintenance ont été effectués en 2009 (système de télésurveillance, maçonnerie, remplacement de moteurs de portails de sortie).

- Environnement

La détection de CO s'effectue au moyen d'un appareil spécifique. Des visites trimestrielles sont effectuées afin de contrôler le bon fonctionnement de l'appareil.

- Prestations clients

Des services tels que prêt de parapluie, de cabas et panier, de vélos, accompagnement à la demande, kits de dépannage sont mis à disposition gratuitement.

- Relations clients

Vinci Park s'est engagé à répondre et à apporter une solution sous 72 heures. Tous les appels sans exception font l'objet d'un courrier électronique envoyé à la Direction Régionale concernée.

2) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
Produits d'exploitation	715,5	721,3	0,8%
<i>Recettes horaires</i>	300,0	317,4	5,8%
<i>Recettes abonnements et locations</i>	365,5	351,0	-4,0%
<i>Amodiations-droits</i>	6,3	7,7	21,9%
<i>Publicité</i>	5,9	2,9	-51,4%
<i>Produits des activités annexes</i>	37,7	38,7	2,8%
Chiffre d'affaires net	715,3	717,6	0,3%
Remboursement des assurances	0,5	3,7	633,3%
Produits divers	0,2	0,0	-100,0%
Charges d'exploitation	636,0	547,2	-14,0%
Energie, consommables	25,8	25,9	0,7%
Entretien, maintenance et réparation (dont nettoyage)	63,3	50,7	-19,9%
Charges de rénovation	5,5	2,5	-54,4%
Assurances	10,0	6,2	-38,2%
Honoraires et autres services extérieurs	88,4	20,1	-77,3%
Rémunération du personnel	174,6	169,1	-3,1%
Autres charges du personnel	2,0	20,4	909,2%
Autres charges de fonctionnement	15,3	3,2	-79,4%
Taxe professionnelle	54,8	55,3	1,1%
Taxe foncière	42,6	47,2	10,7%
Redevance due au délégant			0,00%
Charges de structure	67,2	62,0	-7,7%
Dotations amortissements et provisions	-86,6	-84,5	-2,3%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	79,5	174,1	119,0%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	-141,4	-136,3	3,6%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)			0,00%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	-62,1	37,8	160,8%

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

- Le poste « recettes horaires » enregistre une augmentation de 5.8% parallèlement à l'évolution tarifaire. En effet la fréquentation a légèrement baissé après condamnation de 262 places suite à des travaux d'étalement, le parking a retrouvé sa pleine capacité le 7 juillet 2009.
- Le poste « recettes abonnés » est en retrait de 4%. Pour les raisons indiquées ci-dessus, le parking a été dans l'incapacité d'accueillir plus d'abonnés durant plus de 6 mois.
- Le poste « amodiations-droits » augmente de 21.9% retrouvant un niveau semblable à celui de 2007.
- Le poste « publicité » enregistre une baisse importante de 51.4% s'expliquant par la baisse des insertions d'annonceurs.
- Les charges d'exploitation sont en diminution, retrouvant un niveau équivalent à celui de 2007.
- Le poste « entretien, maintenance et réparation » est en baisse de 19.9% retrouvant un niveau identique à celui de 2007.

- Le poste « charges de rénovation » est en baisse de 54.4% en raison de son augmentation en 2008 due à la remise en état des installations électriques.
- Le poste « assurances » baisse de 38.2%
- Le poste « honoraires et autres services extérieurs » marque une importante baisse due à la fin de l'obligation de gardiennage liée aux travaux de 2008 (-68.0 K €).
- Le poste « autres charges de fonctionnement » a baissé de 79,4% en raison de leur augmentation en 2008 due au recours à un avocat sollicité dans le dossier de la structure du parc.
- En 2009, le parc Peyrou Pitot dégage un résultat avant impôt positif de 37,8K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

37 - EFFIA STATIONNEMENT - Convention de Délégation de Service Public - Exploitation de la fourrière municipale - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA :

La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public en date du 16 janvier 2006, pour une durée de six ans à compter du 16 décembre 2005, date à laquelle la délibération désignant le délégataire est devenue exécutoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que *« le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »*, EFFIA Stationnement a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

3) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

- Les moyens

○ Terrains et locaux

EFFIA Stationnement dispose d'un terrain clos de 6.030m² loué à la SNCF, situé quartier Près d'Arènes - Avenue Fabre de Morlhong à Montpellier. Ce terrain se décompose en 5.253m² de terrain nu et un hangar de 777m². Il peut contenir 400 véhicules.

Compte tenu de l'activité et des délais de séjour d'une partie des véhicules, EFFIA Stationnement a été amené à louer une tranche de terrain supplémentaire de 1.500m² mis en

service début 2009 dès la fin des travaux d'aménagement.

o Effectifs

Au 31 décembre 2009, les effectifs s'élevaient à 9,5 salariés : 1 responsable d'exploitation, 2,5 personnels d'accueil et 6 chauffeurs. En 2009, l'équipe s'est renforcée d'un personnel d'accueil à mi-temps.

Le gardiennage est confié à une société extérieure (3 personnes).

La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre du siège.

o Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 6 camions : un camion plateau avec grue et panier, pouvant enlever simultanément deux véhicules, 4 véhicules équipés d'un panier et un fourgon pour l'enlèvement des deux roues.

Les moyens humains et matériels permettent d'enlever 10.000 véhicules par an.

- L'activité

o Enlèvement de véhicules

En 2009, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 045 contre 8 972 en 2008.

8 118 réquisitions toutes autorités confondues ont été retenues comme valables au sens de l'article 10.1 du contrat (n'ayant pas fait l'objet d'une annulation dans les 10 minutes) et ont donné lieu à enlèvement, restitution sur place ou encaissement du forfait « opération préalable » contre 8 483 en 2008.

Le taux d'efficacité d'EFFIA Stationnement tel que prévu à l'article 10.1 (nombre de réquisitions valables / nombre de réquisitions totales) s'élève en 2009 à 89,75 % contre 94,55% en 2008.

o Sorties de véhicules

En 2009, les véhicules sortis se répartissent ainsi :

- 6 684 facturés et restitués contre 6 485 en 2008
- 1 935 mis en destruction ainsi que 234 deux roues contre 2 036 en 2008
- 143 déplacements techniques facturés à la Ville de Montpellier contre 452 en 2008
- 60 vendus aux Domaines contre 44 en 2008

4) Compte de résultat de la DSP

En milliers d'euros HT	2008	2009	2009/2008
Chiffre d'affaires net	888,2K€	791,6K€	-10,88%
Chiffre d'affaires	899,3K€	801,1K€	-10,92%
Redevance Ville de Montpellier	11,1K€	9,5K€	-14,48%
Charges d'exploitation	951,3K€	973,4K€	2,33%
Personnel et sous-traitance	621,5K€	583,5K€	-6,12%
Entretien et réparations	33,6K€	62,8K€	87,14%
Frais de gestion	37,7K€	50,4K€	33,78%
Autres charges de gestion	126,8K€	98,5K€	-22,34%
Autres charges	131,7K€	178,3K€	35,35%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	- 63,0K€	- 181,9K€	188,53%
Produits financiers	0,0K€	- K €	NS
Charges financières	- K €	- K €	NS
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	0,0K€	- K €	-100,00%
Produits exceptionnels	1,7K€	- K €	NS
Charges exceptionnelles	7,5K€	- K €	NS
Amortissements dérogatoires	0,4K€	0,9K€	130,95%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	- 6,2K€	- 0,9K€	-85,97%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	- 69,3K€	- 182,7K€	163,87%

Concernant les recettes, la diminution du chiffre d'affaires de 10,92% par rapport à 2008 est expliquée en grande partie par la fin des opérations ponctuelles liées à la réorganisation du marché de la Mosson suite aux travaux du tramway, et par le faible cours de la ferraille.

Concernant les dépenses, l'augmentation des charges d'exploitation de 2,33% par rapport à 2008 est expliquée principalement par :

- Au niveau du poste Entretien et réparations, des frais de réparations et de remise en état des camions très importants (+27,24K€ par rapport à 2008) ;
- Au niveau du poste Frais de gestion, des frais d'expertises et honoraires s'élevant à 16,54K€ de plus qu'en 2008, notamment du fait d'un contentieux prudhommal ;
- Au niveau du poste Autres charges, des provisions sur créances non réglées antérieures au 1^{er} janvier 2009 pour un montant de 23,92K€ et des dotations aux amortissements plus importantes de 21,53K€ par rapport à 2008 du fait de l'achat d'un camion et d'un chariot élévateur, et des investissements liés à l'extension du site.

La diminution des Autres charges de gestion est liée d'une part à la renégociation du contrat d'assurance (-5K€), et d'autre part à la non reconduction des locations de matériel (-20K€) suite à la panne d'un chariot élévateur en 2008.

Au 31/12/09, EFFIA Stationnement accuse une perte de 182,73K€ contre une perte de 69,25K€ en 2008.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

38 – SERM - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - Convention de Délégation de Service Public - Distribution d'énergie calorifique - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la SERM (Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine) la réalisation et l'exploitation d'un réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Antigone et du Polygone à Montpellier pour une durée de 30 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} janvier 1986.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que *« le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. »*, La SERM a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

5) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Ventes d'énergies

- - o En 2009, les ventes de chaleur sont à la hausse de 2% (73529 contre 72.208 MWh en 2008) grâce aux nouveaux abonnés du réseau Parc Marianne et du centre commercial Odysseum desservi depuis septembre. Cependant, à périmètre constant, l'année a été marquée par une baisse de 4% des ventes de chaleur suivant ainsi l'évolution climatique (Degrés Jours Unifiés -4% par rapport à 2008). Il est important de noter que certains abonnés tels que les Universités, le Nouveau Monde, la Clinique du Millénaire, la patinoire Végapolis ou encore la Piscine Olympique ont maîtrisé leurs consommations grâce à une gestion efficace de leurs installations.
 - o Les ventes de froid augmentent de 13% (37 300 contre 32 952 Mth en 2008). Cette hausse s'explique par un été relativement chaud qui se traduit par une hausse moyenne de 9 % de la consommation par rapport à 2008 et par le raccordement en septembre du centre commercial Odysseum et du Géant Casino qui représentent 4% de la hausse des ventes globales de froid.
 - o L'année 2009 est marquée par une reprise des ventes avec une hausse de 32% des ventes d'électricité à EDF (33 419 contre 25 323 MW en 2008). L'unité d'Antigone,

entièrement rénovée en 2008, a redémarré le 30 janvier 2009 et fonctionne depuis avec de bonnes performances. Le contrat EDF a été reconduit pour 12 ans.

- Réseaux de distribution

L'exploitation des réseaux porte sur l'entretien des organes singuliers (vannes d'isolement, de purge, de vidange). Cette prestation s'accompagne des recherches de fuites liées essentiellement à des défauts d'isolation extérieure à l'origine de phénomènes de corrosion ou à des problèmes de mise en œuvre.

Il faut noter que l'excellent état interne des canalisations constaté cette année encore à chaque intervention prouve l'absence de corrosion chimique. La cartographie complète des réseaux du RMCF initiée en 2006 permet de mieux appréhender les fuites en corrélant plusieurs paramètres comme leur typologie et leur localisation. Cette tâche de fond va permettre de mettre en place un programme d'entretien préventif des réseaux.

- Investissements – Travaux neufs

L'année 2009 marque le début des raccordements effectifs des projets de développement du réseau urbain axés sur les énergies renouvelables actés par la Ville de Montpellier fin 2007.

- o La 1^{re} phase des travaux du réseau de chaleur de la Zone d'Aménagement Concerté de Parc Marianne a été réalisée pour pouvoir alimenter dès juillet 2009 les programmes de logements de la 1^{ère} tranche de Parc Marianne.
- o A Antigone, la rénovation de la chaufferie charbon a continué (100K€ HT).

- Gros entretien et renouvellement des équipements

La qualité et la rénovation récente des gros équipements de production et de distribution d'énergie du réseau justifient des durées de vie supérieures à la durée restante de la concession. En conséquence, la SERM a procédé à un amortissement de caducité sur ces équipements sans provision pour remplacement. En 2009, 1.201K€ ont été consacrés au gros entretien de l'ensemble des équipements contre 1 101K€ en 2008.

- Tarifs

- o Les tarifs de chaleur baissent de 8.7% entre 2008 et 2009 pour les consommations (R1) et augmentent de 0.2% pour les abonnements (R2) et ce pour les tranches MC0 à MC3.
- o Pour le Froid, les tarifs baissent également de 4.6% entre 2008 et 2009 pour les consommations R1 Hiver, mais augmentent de 3.4% pour les consommations R1 Eté ; les abonnements (R2) augmentent de 0.2%, et ce pour les tranches MF1 et MF2.

- Effectif

L'équipe de la SERM est composée de 8 ETP (équivalent temps plein) : 1 directeur, 1 assistante de direction, 1 responsable de travaux, 1 responsable d'exploitation, 1 chargé d'études et travaux, 1 ingénieur d'exploitation, 1 chargé d'études et 1 secrétaire-assistante.

- Qualité et performance du service

- o Qualité du service

Comme les années précédentes, l'ensemble des appels et problèmes des abonnés en 2009 ont été recensés auprès des prestataires techniques et complétés par les informations collectées par la SERM dans son système de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).

En 2009, 56 incidents ont déclenché des plaintes des abonnés (65 en 2008).

- o Indicateurs de performance

La charte des services publics signée en 2002 par l'Association des Maires de France, l'Association des Régions de France et l'Assemblée des Départements de France définit les grands principes et objectifs à mettre en œuvre pour la bonne gestion des services publics.

Des indicateurs de performance des services publics locaux ont été définis au niveau national par

l'Observatoire des services publics locaux et mis en place comme outils d'aide à la décision. On peut citer entre autres le taux d'interruption pondéré du service, les émissions de CO2 en kg/MWh entrantes, les consommations d'eau, le prix moyen de l'énergie en € TTC/MWh. Alimentant une banque de données nationales, ces indicateurs permettront une comparaison avec les autres partenaires.

- Communication

Dès 2001, à la demande de la Ville de Montpellier, une démarche de communication visant le grand public, les usagers et les professionnels a été mis en place et s'est concrétisée en 2009 par des visites d'installations à la demande des professionnels, d'établissements scolaires ou d'associations. Ces actions s'ajoutent à des outils déjà mis en place tels que le système d'information par télécopie pour avertir plus rapidement les abonnés lors de l'interruption du service pour entretien et/ou réparation.

6) Compte de résultat de la DSP

	2008	2009	2009/2008
Produits d'Exploitation	13 012	12 280	-6%
Ventes chauffage	4 915	5 028	2%
Ventes réfrigération	1 970	2 249	14%
Ventes EDF	3 907	3 978	2%
Ventes hors concession	280	278	-1%
Autres produits	696	126	-82%
Reprise amortissements et provisions	1 244	621	-50%
Charges d'Exploitation	11 861	10 590	-11%
Achats d'énergies	5 734	6 042	5%
Contrat d'exploitation	1 612	1 518	-6%
Sous- traitance	3	13	350%
Crédit bail	808		-100%
Entretien et réparation	1 680	793	-53%
Assurances	109	110	1%
Autres services extérieurs et charges de la gestion courante	114	83	-27%
Impôts et taxe	92	198	114%
Frais de personnel	538	682	27%
Charges de structure	244	241	-1%
Redevance due au concédant	175	188	7%
Dotation aux amortissements et provisions	751	722	-4%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice/- perte)	1 152	1 690	47%
Résultat financiers	-316	-495	57%
Produits financiers	525	12	-98%
Charges financières (intérêts sur emprunts)	842	508	-40%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice/- perte)	1 999	1 068	-47%
Produits exceptionnels	4 575	2 120	-54%
Charges exceptionnelles	2 576	1 052	-59%
Résultat avant impôt (+ bénéfice/- perte)	2 834	2 263	-20%

Les principaux postes charges ayant eu des variations importantes sur 2009 sont :

- **La reprise sur provisions:** 2008 a été marqué par les travaux de réparation de la centrale d'Antigone induisant une reprise sur provision ;
- **Les autres produits :** En 2008, une indemnité de 542 K€ a été versée à la SERM en compensation des remises en état non effectuées et prises en charge par la SERM (avenant 6) ;

- **La fin du crédit bail** au troisième trimestre 2008 qui portait sur la chaufferie d'Antigone et tous les réseaux existants en 1992 ;
- **Les charges d'entretien** chutent de -112% en 2009 conséquemment à la fin de la rénovation de la centrale Antigone ;
- **Les charges de personnel** sont en hausse en 2009 de 21% avec notamment la prise en compte en année pleine des charges relatives à l'ingénieur d'exploitation et à la secrétaire assistante arrivés en 2008 ;
- **Le résultat financier** enregistre une diminution des charges de -59% relative à la baisse des taux d'emprunt variable et la poursuite des investissements financés temporairement par des avances à court terme apportées par la structure de la SERM ;
- **Les produits exceptionnels :**
 - o **Subventions d'équipement :** En 2008, d'importantes subventions ont été perçues pour la chaufferie bois (2 122K€);
 - o **Droits de raccordements :** L'année 2008 a été marquée par les droits de raccordement d'Odysséum (Géant Casino et centre commercial représentant 2 266K€. L'année 2009 a vu la fin du raccordement d'Odysséum et le raccordement de Parc Marianne, ainsi que de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran pour un montant total de 1 362K€.
- **Les charges exceptionnelles :**
 - o **Dotation amortissement exceptionnels :** L'année 2008 a été marquée par l'amortissement dérogatoire de la chaufferie bois, 2009 par celui de la centrale d'Antigone.

En 2009, le résultat avant impôt sur le bénéfice s'élève à 2 263K€ contre 2 834K€ en 2008.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport

Pour : 52

Contre : /

Abstention : /

NPPV : 3

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Monsieur SUDRE sort de séance et Madame DELONCLE revient en séance.

39 - VEOLIA EAU - Convention de Délégation de Service Public - Production et distribution d'eau potable - Rapport du délégataire - Exercice 2009

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 1989, la Ville de Montpellier a confié à la Compagnie Générale des Eaux (CGE) devenue Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux l'exploitation du service de distribution d'eau potable à Montpellier pour une durée de 25 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public à compter du 1^{er} janvier 1990.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », Veolia Eau – CGE a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

7) Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

a. Le service

- Le service délégué concerne l'alimentation en eau potable des 261 332 habitants des communes de Montpellier et Juvignac.
- Le patrimoine de ce service est constitué de 3 installations de production, 9 réservoirs et 867 kilomètres de canalisations et branchements.
- Les missions confiées à Veolia Eau – CGE au titre de son service d'eau potable sont : les compteurs eau froide, la distribution, l'élévation, la gestion clientèle, la production et les branchements.
- Veolia Eau – CGE assume les échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers tels que l'achat d'eau à BRL (Bas-Rhône-Languedoc) et la vente d'eau à Prades-le-Lez, Grabels, Montferrier-sur-Lez, au SIVOM du Pic St Loup, au SIVOM de l'Etang de l'Or et au SIAEP du Salaison.

- La vie du service en 2009

- Le nombre d'habitants desservis est passé de 235 996 à 261 332 soit une hausse de 10,8 %, le nombre d'abonnés est ainsi passé de 35 961 à 36 236, soit une hausse de 0,8% entre 2008 et 2009, les volumes vendus ont diminué de 18 012 047 m³ en 2008 à 17 764 373 m³ en 2009 (- 1,4%).
- L'année 2009 est caractérisée par une faible pluviosité (861 mm) inférieure à la moyenne des 29 dernières années (955 mm). La source du Lez a débordé jusqu'au 2 juin. Le niveau est descendu ensuite jusqu'au 3 octobre où il atteint sa cote la plus basse de l'année. Pendant cette période d'étiage (période de l'année où le débit atteint son point le plus bas), 439 560 m³ ont été prélevés en provenance du canal BRL, l'adaptation de l'usine ARAGO ayant permis d'éviter la mise en service de l'unité de secours de Portaly.
- La compétence eau potable a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2010. La Ville de Montpellier a anticipé ce changement dans le cadre des dispositions de l'avenant n°8 qui a été signé en fin d'année 2009.

- Le prix du service

- La collectivité fixe les éléments de tarification du service, à l'exception des taxes et redevances qui relèvent des prérogatives des agences de l'eau et de l'Etat.

- Le transfert de la compétence « eau potable » permet une réflexion territoriale élargie : ainsi ce seront des investissements engagés de façon plus globale tant pour la production et le traitement que pour la distribution. Ce seront également des économies d'échelle et de gestion pour le délégataire et pour la collectivité. L'avenant n°8 a donc introduit la baisse à compter du 1^{er} janvier 2010 de la part proportionnelle de la rémunération du délégataire à due proportion des économies réalisées du fait de la mutualisation des moyens à l'échelle communautaire (soit une baisse de 9,27%).
- Le prix du service de l'eau sur la commune de Montpellier (redevances comprises mais hors assainissement) par m3 pour 120m3 est passé de 1,60€ TTC au 1er janvier 2009 à 1,51€ TTC au 1er janvier 2010, soit une baisse de 5,63%.

b. La qualité du service

L'arrêté en date du 2 mai 2007 introduit les indicateurs de performance dans les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement. Ils portent sur la caractérisation technique du service, la tarification, la performance, le financement des investissements et les actions de solidarité. Chaque indicateur est défini précisément (objet, méthodologie, valorisation). Ces nouvelles dispositions s'appliquent à compter de l'exercice 2008 (édition 2009 des rapports annuels). Les indicateurs concernent les domaines de la qualité de service à l'utilisateur, la gestion financière et patrimoniale et la performance environnementale.

- La qualité de l'eau

- L'eau est un des produits alimentaires les plus contrôlés, le code de la santé publique imposant des normes très strictes aux eaux destinées à la consommation humaine.
- Le délégataire s'est engagé dans une démarche certifiée d'identification des points critiques qui a abouti à un plan d'actions de maîtrise des risques. La conformité de l'eau distribuée est mesurée au robinet du consommateur.
- Concernant les prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire, le taux de conformité microbiologique est à 100% en 2008 et 2009 et le taux de conformité physico-chimique passe de 99,37% en 2008 à 100% en 2009.
- En complément du contrôle sanitaire, le délégataire assure une surveillance permanente de la qualité de l'eau. Pour assurer sa mission de surveillance sanitaire, un laboratoire accrédité est sollicité.

- La satisfaction des usagers

- En 2008, un nouveau dispositif d'enregistrement et de suivi des réclamations conforme aux exigences de la certification ISO 9 001 a été mis en place. L'évolution du taux de réclamations écrites passé de 0,31 à 1,13 pour 1 000 abonnés n'indique pas une dégradation mais un changement de modalités d'enregistrement imposées par l'arrêté du 2 mai 2007.
- En 2009, on observe un taux d'impayés de 0,2% contre 0,7% en 2008.
- A travers sa charte service clients, le délégataire souhaite s'engager sur la qualité du service rendu à ses clients et sur sa rapidité d'intervention.

- L'accès à l'eau

Le délégataire a été amené à proposer des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) aux clients rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.

c. La performance environnementale

- La gestion de la ressource

- La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la protection de la ressource en eau car c'est le principal moyen d'éviter sa contamination par

des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service est stable entre 2008 et 2009 à 60%.

- La maîtrise des prélèvements sur le milieu naturel

- o Réduire les pertes en réseau, permet d'agir en faveur du développement durable en diminuant les prélèvements dans le milieu naturel, en réduisant les rejets après usage et en maîtrisant les coûts pour l'usager pour le pompage, le traitement, le transport et l'assainissement.
- o Un bon entretien du réseau et des équipements de distribution est essentiel à cet égard, de même que les campagnes de recherche de fuites menées à échéances régulières.
- o L'indice linéaire de pertes en réseau est passé de 26,28 en 2008 à 26,51 m³/km/jours en 2009. Le nombre de fuite sur canalisation est passé de 69 à 97 entre 2008 et 2009, le nombre de fuites par km de canalisations de 0,1 à 0,2.

- La maîtrise des impacts de l'exploitation

- o Optimiser l'utilisation de l'énergie et des produits chimiques et mieux gérer les déchets répond à un impératif majeur de développement durable en contribuant à réduire l'impact environnemental.
- o En 2009, la consommation en énergie de la production est en légère hausse de 2,5% par rapport à 2008. L'augmentation importante des consommations à la source du Lez est due à un niveau de nappe plus bas en 2009 qu'en 2008, année de forte pluviosité. Les autres consommations sont globalement en baisse.

d. Les investissements et le renouvellement

- Programme contractuel d'investissement

L'avenant n°8 a instauré un plan d'actions pour la réduction de la vulnérabilité des installations de production et de stockage d'eau par estimé à 500 000 € hors taxes pris techniquement et financièrement en charge par le fermier sous le contrôle de l'autorité organisatrice.

- Programme contractuel de renouvellement

- o Un programme de renouvellement patrimonial a été défini à l'article 11 de l'avenant N°7 du traité. Ce programme concerne une dotation complémentaire au Fond Spécial dans le cadre de laquelle des travaux ont été réalisés notamment sur l'avenue de Palavas pour un montant de 295,6K€, sur l'avenue du Pic Saint Loup pour 136,4K€ et sur l'avenue de Strasbourg pour 132,4K€.
- o Concernant la sectorisation, l'étude préalable de définition, de mise en configuration et de validation des secteurs a été réalisée en 2008. 88 points de comptages ont été réalisés en juin 2009.

- Les autres dépenses de renouvellement

Les dépenses réalisées en 2009 dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement concernent le remplacement de 1129 compteurs, le renouvellement de 1 630 branchements de plomb et le renouvellement de 2 998 mètres de canalisations.

8) Compte de résultat de la DSP

	2008	2009	2009/2008
Produits	26 222,82	27 487,69	5%
Exploitation du service	20 120,39	20 327,03	1%
Collectivités et autres organismes publics	5 209,00	6 318,36	21%
Travaux attribués à titre exclusif	734,62	666,34	-9%
Produits accessoires	158,81	175,96	11%
Charges	25 395,86	27 486,01	8%
Energie électrique	455,70	547,35	20%
Achats d'eau	305,84	387,37	27%
Produits de traitement	98,17	79,40	-19%
Analyses	83,02	47,20	-43%
Sous traitances, matières et fournitures	860,85	892,87	4%
Impôts locaux et taxes	290,96	201,14	-31%
Charges de personnel	3 855,40	3 748,81	-3%
Autres dépenses d'exploitation	967,08	989,61	2%
<i>Télécommunication</i>	128,11	146,14	14%
<i>Engins et véhicules</i>	282,13	291,80	3%
<i>Informatique</i>	289,33	343,44	19%
<i>Assurances</i>	73,72	-4,19	-106%
<i>Locaux</i>	222,67	215,12	-3%
<i>Autres</i>	-28,88	-2,70	-91%
Redevance versée à la ville	4 141,99	4 131,60	0%
Contribution des services centraux et recherche	682,30	644,52	-6%
Collectivité et autres organisme publics	5 209,00	6 318,36	21%
Charges relatives aux renouvellements	2 847,01	3 780,52	33%
<i>Pour garantie de continuité du service</i>	888,92	535,05	-40%
<i>Programme contractuel (Renouvellements)</i>	497,11	1 462,58	194%
<i>Fonds contractuels (Renouvellements)</i>	1 460,99	1 782,90	22%
Charges relatives aux investissements	5 566,37	5 646,49	1%
<i>Programme contractuel (Investissements)</i>	2 267,78	2 297,85	1%
<i>Annuités des emprunts repris à la collectivité</i>	122,74	125,15	2%
<i>Investissement Incorporels</i>	3 175,85	3 223,49	2%
Pertes sur créances irrécouvrables	32,18	70,77	120%
Résultat avant impôt (+ bénéfice/- perte)	826,96	1,67	
Impôts sur les sociétés (calcul normatif)	275,63	0,56	
Résultat avant impôt (+ bénéfice/- perte)	551,33	1,12	

D'importantes variations de certains postes de charges sont observées entre 2008 et 2009 :

- **Les augmentations :**

- **+20% des achats d'énergie électrique :**
 - o 30K€ de factures de fin 2008 enregistré sur début 2009.
 - o Augmentation du prix de l'énergie de 4.2%.
 - o Augmentation de 469 814kWh par rapport à 2008 car la source du Lez est restée plus basse et plus longtemps ce qui a eu pour conséquence d'augmenter les besoins en énergie pour pomper l'eau.
- **+27% des achats d'eau :**
 - o Année 2009 caractérisée par une pluviosité assez faible.
 - 2008 volume acheté = 139 620 m3 (0.5% du volume total)
 - 2009 volume acheté = 439 560 m3 (1.4% du volume total)

- +33% de charges relatives aux renouvellements :
 - o En 2009, la dotation annuelle du programme contractuel (avenant 6) a été réajustée sur 12.5 ans alors qu'elle avait été calculée sur la durée totale du contrat soit 25 ans.
- +120 % de pertes sur créances irrécouvrables :
 - o Impayé 2008 =10K€ contre 50k€ en 2009 sur la base de PV de carences dressés par huissiers.
 - o Les frais d'encaissements (mise en recouvrement) sont stables sur les années à environ 20K€
- **Les diminutions**
 - -43% des charges d'analyses :
 - o Baisse des prix par rapport à 2008 en raison d'une modification de la structure des analyses du programme officiel de la DDASS (Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales).
Ex : type P2P3T prix 2008 = 1125.59€ ; prix 2009 = 446.79€
 - -19% de produits de traitements :
 - o En 2009 en raison d'une meilleure qualité de l'eau l'utilisation de produits de traitement à baissé.
 - -31% des impôts locaux et taxes :
 - o Variation de la Taxe Professionnelle.
En 2008 : 121K€ et dégrèvement de 18K€ suite à l'application du plafonnement à la Valeur ajoutée =103K€.
En 2009 :102k€ et dégrèvement de 76K€ suite à l'application du plafonnement à la Valeur ajoutée =26K€.
 - o Les autres impôts et taxes de ce poste sont constants

En 2008, Véolia réalise un résultat avant impôt bénéficiaire de 1.12K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Nathalie GAUTIER-MEIDEIROS : Avant de vous faire part de mes remarques sur ce rapport, je voulais ouvrir une parenthèse sur la revue de l'Agglomération (*Harmonie*). Je vous conseille vivement de la lire. Elle contient une photo du « maître de l'eau », M. POUGET. Vous allez remarquer qu'il existe un lien avec le rapport du délégataire et l'opérateur Veolia. Ce dossier sur l'eau comporte en effet deux points importants : la publicité pour *L'avenir de l'eau : Petit précis de mondialisation II* d'Érik ORSENNA, dont l'Agglomération recommande la lecture ; la présentation du pôle mondial de l'eau.

M. ORSENNA, en plus d'être académicien, est aussi Vice-président de Farm, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, qui regroupe étonnement les PDG de Veolia, de Suez, du Crédit agricole, de Limagrain et de Carrefour. Farm soutient donc des projets agricoles désastreux sur le plan social et écologique. Par ailleurs, ce livre est aussi contestable en matière de précision méthodologique et en raison d'erreurs historiques. Sachez qu'à la page 358, l'auteur

vante le caractère séculaire des sciences de l'eau à Montpellier, qui remonteraient à l'époque romaine. Or, la ville n'a développé ces sciences qu'à partir du XVIII^e siècle.

M. ORSENNA soutient également le pôle excellence eau à Montpellier. Il a été l'invité d'honneur du XIII^e Congrès mondial de l'eau tenu au Corum en septembre 2008, largement financé par les collectivités locales, alors qu'il n'était qu'une simple vitrine de ces entreprises privées. Nous pouvons donc nous interroger sur le financement des collectivités locales.

Tout comme Veolia, M. ORSENNA présente le compteur comme le meilleur ami de l'homme. Il précise que le compteur n'est pas responsable de la tarification, mais se contente d'afficher un volume. Toutefois, les fuites liées à l'incurie des gestionnaires de l'eau échappent à la mesure. À Montpellier, les fuites représentent six millions de mètres cubes par an (soit 20 % de produit consommé) ; cela est inacceptable, d'autant que le délégataire se présente comme l'opérateur privilégié des collectivités, Veolia empochant 72 % du prix de l'eau – pour une moyenne nationale de 50 %. Par conséquent, j'invite vivement les élus de l'Agglomération à revoir très à la baisse cette part revenant au délégataire.

J'aborde à présent le second point. Nous nous réjouissons de la mise en place du pôle de recherche sur l'eau. Toutefois, le point sensible se situe au niveau de l'organisation du partenariat public-privé. Des multinationales telles que Suez-Environnement, Nestlé ou encore Danone se regroupent au sein de ce pôle avec, à leur tête, le directeur régional de Veolia. Je vous invite à lire son interview dans le numéro d'*Harmonie*. Certaines de ces entreprises privées, qui comptent parmi les plus puissantes entreprises mondiales, ont été sujettes à des dérives éthiques dans le passé. Dans ce secteur de l'eau, bien vital de l'humanité, le fait d'associer ces entreprises et les équipes universitaires aboutit à mettre sous tutelle privée la gestion de l'eau. Nous pouvons donc nous interroger sur les conflits d'intérêt potentiels. Les intérêts particuliers des entreprises ne vont-ils pas guider les recherches menées par les équipes à Montpellier ? Ce débat mérite d'être posé.

Le dernier point dans le rapport du délégataire concerne ses charges. Il est noté que les produits de traitement ont baissé de 19 %, en même temps que les analyses (– 43 %). Je m'inquiète en me rendant compte que l'achat de l'eau du bas-Rhône – qui est de mauvaise qualité – a augmenté de 27 % alors que les analyses baissent. Est-ce une volonté du délégataire de réaliser des économies ?

Toutes ces remarques nous rendent encore plus dubitatifs quant à une gestion transparente et démocratique de l'eau dans la ville et l'agglomération de Montpellier, surtout si elle reste aux mains d'une multinationale dont les intérêts financiers et économiques ont parfois peu de liens avec l'intérêt général. Nous voterons donc contre ce rapport, en cohérence avec notre refus du principe de déléguer à un opérateur privé la gestion de l'eau.

Michaël DELAFOSSE : Je respecte le propos de Mme MEDEIROS qui affirme que l'eau est un bien public mondial. Sa conviction selon laquelle un opérateur public serait préférable pour l'acheminement de l'eau est respectable. D'autres pensent que l'enjeu concerne le coût et la capacité à extraire l'eau à la source. Je pense que son argumentation doit être rigoureuse.

Érik ORSENNA, académicien, n'est peut-être pas le plus grand littéraire de la République, mais son ouvrage *Voyage aux pays du coton* qui appelle des mesures protectionnistes pour préserver les agriculteurs africains face aux *farmers* texans prouve que cet homme jouit d'une certaine liberté. Montpellier a eu l'honneur de l'accueillir dans ce congrès, prestigieux par le nombre de chercheurs qui ont échangé sur les problématiques de l'eau à l'échelle mondiale, en pointant les problèmes de pénuries et en proposant des propositions de gestion publique ou privée. Il s'agissait d'éclairer la communauté démocratique à l'échelle mondiale et montpelliéraine. Des entreprises privées participent évidemment à ce type de congrès, ce qui est un élément important dans une démocratie.

J'en viens à cette accusation insultante pour les chercheurs montpelliérains. La ville compte 5 000 chercheurs labellisés campus qui mènent une recherche fondamentale en toute indépendance. Montpellier a obtenu le pôle mondial de l'eau. Nous devons nous en féliciter parce qu'il s'agit d'abord de la reconnaissance du savoir-faire des chercheurs. Le fait d'affirmer

qu'ils seront conditionnés par le secteur privé est une insulte à leurs recherches, menées selon des critères académiques. *A fortiori*, dans les répartitions budgétaires allouées à l'enseignement supérieur, ces laboratoires ne sont pas les moins bien dotés.

Votre conviction, juste, ne trouvera sa force que si vous évitez l'amalgame. Or, en mettant en cause M. ORSENNA du point de vue de son indépendance et de nombreux chercheurs montpelliérains qui sillonnent la planète pour aider les pays à développer leur réseau de distribution de l'eau, vous desservez votre cause. Je me devais d'intervenir suite à de tels propos. Aujourd'hui, une assemblée démocratique telle que la nôtre doit soutenir les chercheurs, qui exercent en pleine liberté.

Louis POUGET : Je voudrais souligner un point. Ce genre d'attaque n'est pas nouveau. L'association *Que choisir*, pour avoir diffusé de fausses informations, avait été condamnée par la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies. Quand un membre du groupe Les Verts se trouve dans la majorité, tout se passe bien ; mais quand il est dans l'opposition, rien ne va.

Une commission d'investigation sur l'eau avait été installée. Les conclusions du rapport – de 500 à 600 pages – mettent en valeur l'exemplarité des actions réalisées de 1989 à 2009 à Montpellier, en précisant que la politique mise en œuvre était préférable à une régie. Cette information est importante pour la Ville, mais aussi pour le délégataire avec qui nous avons travaillé très convenablement.

En ce qui concerne l'Agglomération, il existe plusieurs objectifs. Le premier, essentiel, consiste à assurer l'alimentation en eau potable de l'ensemble de la population du territoire. Le second est de favoriser l'eau de source pour la consommation humaine et de développer l'eau brute pour les autres usages. Cela permettra de préserver les ressources.

Contrairement à l'assainissement, nous avons une péréquation tarifaire homogène sur l'ensemble de l'agglomération. Les syndicats d'adduction d'eau sont nombreux et concernent des communes dans et hors de l'agglomération. Tous les syndicats sont d'accord avec les objectifs fixés. Il est nécessaire d'arriver à fixer un prix homogène sur l'ensemble de l'agglomération, avec des budgets spécifiques et clairs. Je souligne que certaines communes en régie avaient un coût peu élevé, mais rencontraient quand même des difficultés techniques en raison de la faible rentabilité des réseaux et des contraintes imposées par des budgets annexes.

Aujourd'hui, un réseau rentable à plus de 80 % est exemplaire. Chaque année se produisent malheureusement et inévitablement des dommages sur les tuyauteries en raison du mouvement de la terre. Une rentabilité à 100 % est utopique.

Je rappelle que BRL (Bas-Rhône-Languedoc) est un fournisseur important pour l'agglomération de Montpellier. Cette entreprise possède des capitaux à 75 % publics et à 25 % privés. Sa vocation est donc de service public. Par ailleurs, le schéma directeur sur lequel nous travaillons permettra à BRL, au travers de besoins mieux cernés et organisés du point de vue de l'investissement, de développer son réseau et d'avoir une certitude quant à la quantité consommée. Les prévisions seront beaucoup plus justes.

En ce qui concerne le pôle sur l'eau, des initiatives prises ont été bénéfiques. Il est important aujourd'hui de rassembler, dans une époque où un milliard d'individus n'ont pas accès à l'eau potable, les chercheurs et les professionnels afin de mieux répartir l'eau sur la planète grâce à la conjugaison de leur compétences respectives. Dans la délégation que j'ai menée à Amsterdam en octobre dernier, nous trouvions des partenaires comme IBM, l'IRD, etc. Pour avoir des résultats, il convient de compter sur les compétences de tout le monde et d'unir les efforts de chacun dans l'intérêt général. Le pôle de l'eau a été attribué à Montpellier non pas en raison de l'action d'une seule entreprise ou d'un seul élu, mais parce qu'il s'agit d'un travail d'équipe. La mission de ce pôle va être ouverte sur l'ensemble de la recherche et des acteurs de ce domaine. Dans ce cadre, à l'université, des éléments de filtration, incontournables et vitaux pour l'avenir du monde, sont ajoutés sur les plaquettes. Tout est entrepris afin de connaître de bons résultats.

J'éprouverai personnellement un grand plaisir à faire partie des acteurs. Nous sommes animés par une volonté d'arriver à une bonne situation. Nous rediscuterons plus tard, après avoir eu

connaissance des résultats de l'étude sur le choix d'une régie ou non. Au regard de la situation de sous-traitance connue par certains acteurs ayant opté pour une régie, ce choix n'est pour moi pas pertinent. Je vous donne donc rendez-vous dans un an ; nous soumettrons alors à l'Agglomération des propositions.

Michel PASSET : Ce débat sur l'eau va se poursuivre pendant longtemps. Deux questions se font face. Est-ce que l'eau doit être un bien universel sur la planète, accessible à tous ? Est-ce que l'eau doit continuer à être une source de profits ? Ne commettons pas, avec l'acuité que prend le débat sur l'eau, la même erreur que nous avons faite sur la question de l'énergie, en laissant la gestion des déséquilibres au niveau des matières premières au domaine privé. Le débat doit s'attacher en priorité à cela.

Puisque je respecte beaucoup les chercheurs, je partage leurs fortes inquiétudes sur la mainmise du secteur privé sur la recherche et ses applications. Je suis pour la coopération des savoirs, mais la recherche française est de plus en plus dépendante des entreprises privées, dans tous les domaines. Je suis solidaire des chercheurs qui s'opposent au démantèlement de la recherche française.

Je me félicite que Montpellier soit retenu comme pôle mondial sur l'eau. J'espère que notre potentiel permettra de faire progresser la situation. En même temps, je n'oublie pas les inquiétudes et les combats à mener pour que les actions aillent dans le sens d'un progrès de l'humanité, et non pas d'un retour en arrière.

Frédéric TSITSONIS : Je voudrais faire part de quelques précisions à Mme MEIDEIROS. J'ai toujours l'impression qu'elle ne considère que l'eau potable. Or, ce pôle de compétitivité implique des entreprises et des chercheurs qui tiennent compte de tous les aspects de l'eau (montée des eaux, inondations, etc.). Aujourd'hui, il existe de plus en plus de problématiques. Nous pouvons nous enorgueillir de bénéficier d'un tel pôle de compétitivité. Aujourd'hui, nous accueillons des entreprises de renommée internationale qui permettent de gérer les inondations (Predict), de surveiller les intrusions d'eau salée dans les nappes côtières (imaGeau) ou encore de filtrer les eaux des aquariums. Face à la crise et aux problèmes dans l'industrie, ce pôle permettra de fournir des emplois, d'offrir de nouvelles filières aux jeunes et de valoriser des chercheurs. Nous ne pouvons donc pas tout rejeter, sans apporter de solutions. Ce pôle est donc essentiel pour la reconnaissance de nos chercheurs et de nos entreprises et pour les emplois de demain.

Pour : 45

Contre : 3

Abstention : 7

Adopté à la majorité

40 - Opération Campus - Approbation de la convention de groupement de commandes pour les études préalables du projet Campus UMSF - Modification

Philippe SAUREL :

Par la délibération n° 2009/502 du 9 novembre 2009, le Conseil municipal a approuvé les termes d'une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le PRES « UMSF ».

En effet, dans le cadre de l'opération Campus et du projet porté par l'Université Montpellier Sud de France et soutenu par les collectivités territoriales associées, une démarche d'engagement collectif a été adoptée, tant lors de la concrétisation du dossier de candidature que

par la mise en place d'une convention partenariale de site unissant les efforts et les volontés de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier, ainsi que du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur « Université Montpellier Sud de France ».

Cette convention partenariale de site établit les modalités selon lesquelles les parties signataires coordonnent leurs efforts pour atteindre l'objectif de la réussite du projet universitaire et urbain, en développant successivement les engagements communs puis respectifs de chacun.

Le projet Campus de l'UMSF est constitué :

- d'opérations de construction, de rénovation et d'aménagement financées par l'Etat et par la Région Languedoc-Roussillon, désignées comme « le volet universitaire du projet ». Elles seront pilotées par l'Etablissement porteur de projet et principalement réalisées dans le cadre de contrats de partenariat public-privé,
- d'opérations visant à améliorer l'espace public autour des sites universitaires, à mieux les relier entre eux et avec le reste de la Ville, désignées comme « le volet urbain du projet ». Elles seront pilotées et principalement réalisées par la Ville de Montpellier,
- d'opérations de construction d'infrastructures (tramway en particulier) et d'équipements publics dans le périmètre de l'opération, désignées comme « le volet équipements du projet ». Elles seront réalisées par différents maîtres d'ouvrage publics et privés.

Afin de maintenir une approche intégrée dans le développement du projet, certains signataires de la convention partenariale de site, en tant que maîtres d'ouvrage d'opérations relevant de l'un des trois volets du projet, peuvent envisager de former un groupement de commandes, faisant l'objet d'une convention spécifique signée par les collectivités territoriales qui le souhaiteront.

En conséquence, la Ville de Montpellier et le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur « Université Montpellier Sud de France » souhaitent engager un groupement de commandes en vue de recourir à un ou des prestataires chargés de les assister dans la conduite des études pré-opérationnelles et d'assurer ainsi la plus grande cohérence dans le contenu et la programmation des opérations.

Cependant, les termes de cette convention et notamment les missions que le groupement souhaite confier à ce(s) prestataire(s), ont quelque peu évolué par rapport au document approuvé par le Conseil municipal le 9 novembre 2009. Cela concerne notamment la programmation immobilière plus spécifique au PRES qui a été exclue, tandis qu'ont été rajoutées, entre autres :

- une mission de réalisation d'un schéma directeur d'aménagement et de développement durable synthétisant les résultats d'un appel à idées international lancé à l'été 2010 par le PRES UMSF et les études urbaines antérieures dont le schéma directeur d'aménagement du secteur Hôpitaux-Facultés
- une mission de valorisation foncière et immobilière, dans un objectif de mixité urbaine et de développement durable,
- une étude sur les polarités urbaines, ...

En conséquence, une modification de l'article 1 de la convention approuvée le 9 novembre 2009 vous est proposée pour intégrer ces évolutions de missions.

La convention, annexée à la présente délibération, définit les modalités de ce groupement de commandes, résultant de l'application de l'article 8 du code des marchés publics, en vue de lancer une consultation pour une assistance à maîtrise d'ouvrage destinée à conduire, pour le compte des signataires, les études pré-opérationnelles du volet universitaire et du volet urbain du projet Campus, tels que définis ci-dessus.

Cette convention de groupement de commandes précise ainsi en son article 1 les nouvelles missions attendues de l'assistance à maîtrise d'ouvrage :

- de réaliser un Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Durable qui fera la synthèse entre les études issues de l'appel à propositions international et les études antérieures,

NB : Le (ou les) lauréat(s) de l'appel à propositions international se verra confier par le PRES une mission de réalisation d'un plan de référence d'octobre 2010 à février 2011. Les titulaires des marchés de ce groupement de commandes devront travailler en étroite collaboration avec les lauréats et assurer notamment une mission de coordination des études.

- d'approfondir et de justifier les polarités urbaines explorées en s'appuyant sur une étude de marché commerce-habitat-équipements publics et privés à réaliser,
- d'étudier les possibilités de valorisation foncières et immobilières au sein de l'opération Campus, dans un objectif de mixité urbaine et de développement durable,
- de faire des propositions de maîtrise d'ouvrage d'espaces publics et des équipements en fonction des maîtrises d'ouvrages potentielles,
- de proposer une programmation générale des espaces publics du projet Campus relevant de la compétence Ville : définition des périmètres de maîtrise d'ouvrage pour les espaces publics, coordination des opérations d'espaces publics liées à l'opération Campus UMSF (réaménagement de voiries et de places urbaines, insertion de la ligne 4 de tramway, etc.), élaboration du planning-cadre de réalisation des espaces publics,
- d'assurer une vision globale à l'échelle de l'ensemble du périmètre de l'opération Campus UMSF, ainsi que la coordination et la cohérence dans la programmation en tenant compte de l'ensemble des projets, y compris ceux relevant du « volet équipements du projet » réalisés sous maîtrises d'ouvrage publiques ou privées autres que celles du PRES et de la Ville de Montpellier, et y compris ceux du « volet universitaire du projet » réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Région,
- d'assister les signataires dans le pilotage de l'ensemble des études techniques (diagnostics, programmation, faisabilité, maîtrise d'œuvre), juridiques et économiques préalables au lancement opérationnel des projets portant sur les espaces publics et les équipements : établissement des cahiers des charges, analyse des offres des candidats, suivi contractuel, organisation des réunions de pilotage et de restitution, ...
- de conduire des études transversales sur les enjeux globaux à l'échelle du grand Campus : approfondissement du schéma directeur d'aménagement, hydraulique, déplacements/mobilité, sécurité, services, aménagement numérique,...

NB : la Ville de Montpellier sera conviée à participer aux travaux du Comité d'Echanges et de Liaisons instauré par la convention PRES-Caisse des Dépôts et de Consignations en cours de signature dans les domaines du développement durable, du campus numérique et de la vie de campus.

- d'assurer la coordination avec les autres intervenants sur le périmètre, en particulier ceux intervenant dans le cadre du troisième volet (équipements) du projet, et avec la Région pour les maîtrises d'ouvrage qu'elle effectuera dans le cadre du « volet universitaire du projet »,
- d'identifier les procédures foncières et d'urbanisme nécessaires à la réalisation du « Campus immobilier » et des espaces publics,
- d'assurer la conduite des phases de concertation,
- d'assurer la tenue du secrétariat des réunions et la rédaction des comptes-rendus

Il vous est également proposé de modifier partiellement l'article 4 de la convention comme suit, afin de préciser le rôle du PRES en tant que coordonnateur :

« Conformément pour la Ville, à la délibération du 26 juillet 2010 et pour le PRES à la délibération du 5 juillet 2010, le PRES est désigné coordonnateur du groupement. Il est chargé à ce titre d'organiser et de conduire l'ensemble des opérations de sélection et de choix des

prestataires, de signer et de notifier les marchés. La bonne exécution des marchés sera assurée par les membres du groupement conformément à l'article 2 ci-dessus. (...) »

L'article 5 est proposé d'être modifié comme suit :

« Selon l'article 8-III du Code des marchés publics, une commission d'appel d'offres du groupement sera créée, constituée d'un représentant du PRES et d'un représentant de la Ville, élus au sein de la commission d'appel d'offres de la Ville et du Conseil d'Administration du PRES. La commission sera présidée par le représentant du PRES. »

Enfin, une modification de l'article 6 de la convention de groupement de commande vous est proposée afin de tenir compte de la nouvelle répartition du montant total des études désormais établi à 67 % pour le PRES et à 33 % pour la Ville (80 / 20 précédemment).

Le montant de l'étude est à présent plafonné à 700 000 €, en réduction par rapport à l'estimation précédente qui intégrait des missions en relation avec la programmation immobilière du PRES. Cette exclusion explique principalement l'augmentation de la part Ville, considérant que les missions d'urbanisme dont elle a la compétence sont plus représentées dans les nouvelles missions attendues de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.

Les articles 2, 3, 7 et 8 de la convention de groupement de commande demeurent inchangés.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de dire que la présente délibération annule et remplace la délibération n° 2009/502 du 9 novembre 2009,
- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes (modification des articles 1, 4, 5 et 6) telle qu'annexée dans sa nouvelle rédaction à la présente délibération,
- de désigner, conformément à l'article 8 III du code des marchés publics, Monsieur TSITSONIS représentant de la ville à la commission d'appel d'offres de groupement de commandes
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer ladite convention, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Madame le Maire : Il s'agit d'une affaire que nous avons déjà abordée. Seules quelques modifications ont été apportées.

Pour : 55

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité

Monsieur LEVITA sort de séance et donne sa procuration à Madame QVISTGAARD.
